

Université de Montréal

Contrôler le logement, contrôler la Ville : l'intervention en matière de salubrité des logements  
à Montréal, 1930-1939

par

Jean-Christophe Racette

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.) en histoire

Décembre 2017

© Jean-Christophe Racette, 2017

## Résumé

Durant les années 1930, Montréal, comme plusieurs villes d'Amérique du Nord, est frappée par la crise économique. Les industries montréalaises sont durement touchées et la construction, l'une des principales composantes de l'économie de la ville, diminue grandement ses activités. Le chômage frappant une grande partie de la population, les conditions de vie des familles ouvrières se dégradent rapidement et la qualité des logements suit la même tendance. Le gouvernement municipal doit donc étudier la question de la salubrité des logements et tente de trouver des solutions pour résoudre ce problème. La Commission du logement salubre est créée afin d'enquêter et de produire des données sur les taudis montréalais. Dans la foulée, les membres de cette commission municipale colligent des informations provenant de plusieurs villes nord-américaines et européennes. La commission se voit également dotée du mandat de produire des plans de rénovation urbaine dans l'objectif de détruire les taudis de la ville pour les remplacer par des habitations salubres.

Ces plans visant une amélioration de la qualité du parc locatif montréalais s'inscrivent dans les tendances urbanistiques occidentales de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et se développent dans un contexte de ressources financières limitées. Ainsi, la Ville de Montréal doit trouver des méthodes originales d'intervention et innove au niveau de ses politiques fiscales en créant diverses taxes permettant de mieux partager le fardeau financier entre les citoyens. Durant cette décennie, Montréal cherche à améliorer sa capacité à gérer tant son territoire, par les plans de revitalisation et une meilleure planification du développement urbain, que la population qui y réside.

### Mots-clés :

Logement, Taudis, Insalubrité, Chômage, Crise économique, Montréal, Gouvernance, Gouvernement municipal, Urbanisme, Développement urbain, Histoire transnationale, Histoire urbaine

## Abstract

Montreal, like almost every North American city, was hit by the economic crisis in the 1930's. One of the most important economic sector of the city, namely construction, greatly decreased its activities. Unemployment was the new reality for much of the population, and the consequence was a decrease in the living and housing conditions of working class families. The municipal state was pressed to address the question of sanitary housing and had to decide which interventions needed to be done to improve the living conditions of its citizens. The Commission on Sanitary Housing was formed especially to study, create and compile data on Montreal's slums. These initiatives also gave the opportunity to members of the Commission to gather information from other North American as well as Western and Northern European cities. The Commission also had to produce urban renewal plans with the objective to destroy the slums on the city's territory, and built salubrious housing to replace them.

These plans, developed in a limited financial context, aimed to improve Montreal's rental prospective and were a part of the major global urban trends of the first half of the 20<sup>th</sup> century. The City of Montreal needed to find original ways of intervention as well as create new ways of improving fiscal justice through the implementation of new taxes. This new income gave the City the opportunity to share with more equity the financial burden of the public administration. During this decade, Montreal developed different governing techniques which improved the city's ability to manage its territory, through renewal plans as well as a more efficient planning of the urban development, and developed the opportunity to better manage the population living on its territory.

Key words :

Housing, Slums, Unemployment, Economic crisis, Montreal, Governance, Municipal state, Town planning, Urban development, Transnational history, Urban history

## Table des matières

RÉSUMÉ .....	i
ABSTRACT.....	ii
TABLE DES MATIÈRES .....	iii
REMERCIEMENTS.....	v
INTRODUCTION .....	1
Historiographie .....	4
Méthodologie .....	10
Présentation des chapitres .....	13
CHAPITRE 1 : « Des maisons non pas impropres à l’habitation, mais démodées, surannées » : définitions et classification d’un problème .....	16
Introduction.....	16
1.1 Du taudis au logement vétuste : de l’importance de définir les termes .....	19
La médiatisation des taudis montréalais.....	24
1.2 Recenser, comptabiliser et organiser : de l’importance de comprendre le problème .....	35
Recevoir et partager les innovations techniques et scientifiques .....	40
1.3 Ce que causent les taudis : de l’importance de donner une forme visible au problème .	45
Conclusion .....	50
CHAPITRE 2 : « Notre région transformée en un paradis terrestre » : lutter contre les taudis pour transformer la ville.....	52
Introduction.....	52
2.1 Planifier ses interventions : de l’importance de dresser un portrait clair.....	55
2.2 Du discours aux actes : proposer, étudier et publiciser les plans d’actions .....	64

2.3 Ce que ville veut : relancer l'économie en temps de crise.....	73
Conclusion .....	77
CHAPITRE 3 :« Le taudis, cause de toutes les déchéances » : l'administration municipale du logement et du logé.....	80
Introduction.....	80
3.1 Gérer l'habitat et gérer l'habitant : préserver la paix et promouvoir la propriété.....	83
3.2 À qui appartient la ville? Le taudis comme objet et territoire de lutte politique municipale.....	94
Conclusion .....	102
CONCLUSION.....	104
BIBLIOGRAPHIE.....	111

## Remerciements

Le travail entourant la conception de ce projet remonte à l'automne 2014 lors duquel j'ai suivi le cours Histoire de l'environnement donnée par Michèle Dagenais, qui deviendra par la suite ma directrice de recherche. Le programme de cette session comprenait le visionnement du film *Bidonville : architecture de la ville future*. Ce documentaire évoquait, entre autres, la présence historique de bidonvilles dans plusieurs grandes villes du monde. Cette découverte m'a fortement inspiré et le plan de base de mon projet de recherche était d'étudier ce phénomène passé sous le radar de la communauté historienne. Cependant, la pauvreté des sources disponibles m'a rapidement incité à orienter mon regard vers les quartiers de taudis situés sur le territoire de la ville de Montréal, qui composent, non pas des bidonvilles, mais bien des îlots insalubres que la municipalité se doit de gérer adéquatement.

Mes remerciements vont ainsi d'abord à Michèle Dagenais, dont le support a été sans faille depuis cet automne 2014 où je lui ai signalé mon intérêt à poursuivre mes études supérieures sous sa direction. Ses commentaires parfois tranchants, mais toujours pertinents, m'ont permis de pousser plus loin ma réflexion sur les taudis et sur la façon dont la Ville aborde ce problème et tente de le résoudre. Sa confiance et ses précieux conseils font aujourd'hui de moi un meilleur apprenti-historien avec un horizon de recherche beaucoup plus vaste.

Merci également à Yanick Turcotte et Félix Morin pour la consciencieuse relecture de mes chapitres. Vos commentaires et questionnements ont grandement contribué à améliorer tant le fond que la forme de ce mémoire.

Je remercie le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour le soutien financier durant la deuxième année de mon programme de maîtrise, ainsi que le département d'histoire de l'Université de Montréal qui a contribué par deux fois à financer partiellement mes études supérieures.

Finalement, merci à Geneviève de me supporter tant financièrement que moralement, en plus de repasser par-dessus mon épaule pour la correction des différentes versions de ce mémoire. Merci de m'encourager dans mes projets et de comprendre que je travaille, même quand je n'en ai pas l'air. Merci aussi à Olivier, qui me rappelle chaque jour qu'il n'y a pas que le travail qui importe dans la vie.

## Introduction

« Pourquoi a-t-on démoli ces quartiers si animés, auxquels leurs résidents étaient si attachés?<sup>1</sup> » Cette question, posée dans l'ouvrage *Quartiers disparus*, de Catherine Charlebois et Paul-André Linteau, mène à une réponse complexe mobilisant de nombreux éléments. En citant Gérard Baudet, urbaniste, les auteurs répondent simplement que c'est parce que ces quartiers, dans les années 1950, « étaient perçus comme vétustes et délabrés par des penseurs et des intervenants municipaux qui ont fait de la lutte aux taudis une véritable croisade<sup>2</sup> ». L'autre question, corolaire de la première, pourrait être pourquoi ces démolitions ont-elles lieu durant les années 1950, alors que le problème de vétusté de ces quartiers est connu depuis longtemps? Question importante puisque, lors des premières démolitions, l'idée de rénover la ville en se débarrassant pour de bon de ces quartiers jugés impropres à l'habitation était déjà vieille de nombreuses années.

Au plus fort de la crise économique des années 1930, en effet, la Ville de Montréal considérait déjà ces secteurs comme autant d'endroits où se développaient à la fois des maladies dangereuses et les plus détestables des comportements. L'administration municipale se devait donc d'agir en matière de logements afin de combattre les vices moraux et physiques, de même que les lacunes touchant directement la structure des bâtiments de ces quartiers.

Mais comment définir un quartier comme étant vétuste? Où doit être tracée la limite entre un logement insalubre et un logement jugé acceptable? Cette limite est-elle objective ou est-elle plutôt établie selon les événements et les circonstances? Le cas échéant, qui doit fixer cette limite? Qui en a le pouvoir? Ces questions essentielles à la compréhension des modes de gestion de la salubrité des logements montréalais sont au cœur des discussions menées par les

---

<sup>1</sup> Catherine Charlebois et Paul-André Linteau, dir., *Quartiers disparus: Red Light, Faubourg à M'lasse, Goose Village*, Montréal, Éditions Cardinal, 2014, p. 23.

<sup>2</sup>*ibid.*

élites municipales de Montréal au cours des années 1930. La crise frappant de plein fouet l'économie montréalaise et ses habitants, le manque de fonds pour l'entretien des logements cause une dégradation rapide des conditions d'habitation de la classe ouvrière.

Évidemment, les préoccupations à l'égard de la qualité des logements montréalais ne datent pas de cette décennie. Depuis le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, voire même avant, la Ville s'intéresse à la salubrité du parc locatif et le Service de santé municipal compile depuis 1920, sur des formulaires nommés casiers sanitaires, des données sur l'état des habitations montréalaises<sup>3</sup>. Ces casiers sanitaires visaient à mieux comprendre la nature du problème et ses conséquences, ainsi qu'à en contrôler la propagation. Secondée par des inspecteurs dotés du pouvoir de condamner des pièces entières des habitations privées, la Ville espérait pousser les propriétaires de logements jugés insalubres à rénover leurs demeures et ainsi, améliorer les conditions d'habitation de la classe ouvrière.

En 1934, durant l'une des périodes les plus dures de la crise, Montréal met en place la Commission du logement salubre dont le mandat est d'étudier des plans de rénovations urbaines en vue de faire disparaître des quartiers considérés comme vétustes. Cependant, cette vétusté affirmée par l'administration municipale devait être démontrée par des données publiques recueillies par la Ville. Si plusieurs quartiers étaient considérés comme insalubres ou malpropres aux yeux des élites municipales, d'autres étaient davantage à la limite entre insalubrité et salubrité. L'administration montréalaise craignait de voir ces derniers devenir des zones insalubres ingérables et de laisser le parc immobilier se dégrader à vive allure. La Ville devait donc circonscrire les enjeux liés à la salubrité des logements sur lesquels elle prévoyait intervenir. C'est à cette facette de l'histoire montréalaise que s'intéresse ce mémoire

---

<sup>3</sup> Terry Copp, *The Anatomy of Poverty: The Condition of the Working Class in Montreal 1897-1929*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, p. 77. Plusieurs études ont porté sur l'état des logements durant la crise économique des années 1930 : Chantale Charron, « La crise du logement à Québec et le village des "cove-fields" : getthoïsation de la misère et stratégies de survie sur les plaines d'Abraham (1945-1951) », Mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 2004; Claude Cohen, « Essais sur la question du logement au Québec pendant les années 1940 », Thèse de Ph.D., École des hautes études commerciales, 1985; Sean Purdy, « Industrial Efficiency, Social Order and Moral Purity : Housing Reform Thought in English Canada, 1900-1950 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 25, n° 2 (1997), p. 30-40; Marc-Adélard Tremblay, « La crise économique des années trente et la qualité de vie chez les Montréalais d'ascendance française (partie I) », *La revue Desjardins*, vol. 42, n° 5 (1976), p. 34-40.



qui souhaite montrer comment la Ville de Montréal perçoit, documente et aborde la question de la salubrité des logements au moment de la crise économique des années 1930.

La crise économique culmine par la mise sous tutelle de la Ville en raison de ses difficultés financières. De cette situation résultera une nouvelle Charte de la Cité de Montréal qui modifie la composition et l'élection du conseil municipal et avantage grandement les propriétaires fonciers. Nous proposons que la modification des modalités d'élection et la mise sous tutelle constituent l'aboutissement d'une décennie de contestation par les élites économiques de la gestion municipale. Nous verrons que ces protestations passent par la construction de discours sur le chômeur locataire et son habitat, son mode de vie et ses comportements. Par ces discours, jumelés à des projets de reconstruction des milieux de vie, les élites visaient une augmentation de la capacité du gouvernement municipal à gérer à la fois l'environnement urbain et les habitants de ces quartiers jugés vétustes.

Au cœur de ce mémoire se trouve donc une analyse de la construction des discours sur les taudis, des problèmes causés par ceux-ci et du développement d'outils de gestion urbaine par le truchement desquels la Ville cherche à accroître son emprise sur le territoire, la façon dont celui-ci doit se développer et la communauté qui y réside. L'espace habité devient ainsi un objet sur lequel l'administration municipale choisit de se pencher pour sortir de la crise économique et augmenter ses capacités d'intervention.

Nous verrons se développer dans ce mémoire des schèmes de pensée puisant leur source dans divers courants allant du développement urbain local aux grandes tendances urbanistiques internationales. Car cette histoire de la gestion montréalaise de la salubrité des habitations en est une profondément ancrée dans l'histoire du développement urbain occidental. Nous pourrions ainsi y percevoir, dans la lignée de Marjatta Hietala, la construction des réseaux d'échanges et la participation montréalaise à ceux-ci<sup>4</sup>. Avant d'aller plus loin, nous ferons un survol de l'historiographie actuelle sur la crise économique et la gestion municipale de celle-ci. Nous présenterons ensuite la méthodologie qui sera utilisée dans le

---

<sup>4</sup>Marjatta Hietala, *Services and Urbanization at the Turn of the Century: The Diffusion of Innovations*, Helsinki: Finnish Historical Society, 1987, 481 pages.

cadre de ce mémoire en abordant l'angle d'approche et les sources sollicitées, avant de présenter la forme que prendra notre argumentaire dans les différents chapitres.

## Historiographie

Dans ce mémoire, nous étudions le développement des compétences de la Ville de Montréal dans la gestion des taudis durant les années 1930, examiné à la lumière de l'évolution de ses capacités administratives. Selon nous, ces années de difficultés financières, tant pour les individus que pour les finances publiques de la municipalité, sont rarement perçues pour ce qu'elles sont : des années de riches réflexions sur l'avenir de la ville, son développement et les conditions de vie de ses habitants. Notre mémoire tranche avec les travaux sur cette période qui montrent l'administration montréalaise comme étant victime de la situation et passive dans sa réaction à la crise et à ses conséquences.

Décrivant la Ville de Montréal comme étant incapable de gérer une crise de cette ampleur, le courant historiographique du tournant des années 1980 est très critique de l'administration montréalaise. Ainsi, Terry Copp présente un gouvernement municipal à court de solutions et propose un récit presque téléologique de cette décennie de crise. Son chapitre débute par la mise sous tutelle et consacre les pages suivantes à démontrer l'incapacité de l'administration publique à gérer adéquatement ses finances<sup>5</sup>.

De la même façon, la récente contribution de Sylvie Taschereau à l'ouvrage collectif *Histoire de Montréal et de sa région*, « Les années dures de la Crise<sup>6</sup> », suggère que Montréal ne parvient jamais réellement à prendre le contrôle de la situation et qu'elle n'est guère proactive. Proposant de nombreux exemples, allant de la distribution des chèques à la prise en charge de l'administration des secours directs ou la gestion des chômeurs venant chercher du

---

<sup>5</sup> Terry Copp, « Montreal's Municipal Government and the Crisis of the 1930s », dans Alan F. J. Artibise et Gilbert Arthur Stelter, dir., *The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City*, Toronto, Macmillan of Canada, 1979, p. 112-129.

<sup>6</sup>Sylvie Taschereau, « Les années dures de la Crise », dans Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, vol. 2, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 805-833.

travail dans la ville, Taschereau dépeint l'administration montréalaise comme étant largement dépassée par la situation économique et sociale.

Cette perception d'une administration municipale passive diverge avec ce que nous proposons dans ce mémoire. Quelques travaux ont montré que l'administration montréalaise des années 1930 était pourtant très dynamique<sup>7</sup>. Ainsi, Michèle Dagenais a proposé que, malgré les difficultés économiques, les élites municipales encouragent fortement le développement du gouvernement municipal et de sa capacité à gérer le territoire et la population<sup>8</sup>. Jean-Pierre Collin montre, de son côté, les réformes fiscales qui se mettent en branle à Montréal durant cette décennie, ce qui démontre un dynamisme indéniable de l'administration municipale<sup>9</sup>. Nous suggérons que, loin de cette entité publique dépassée, submergée de demandes d'aide et incapable de contrôler ses finances, Montréal, au cours de la décennie 1930, tente d'améliorer la situation économique et sociale. Selon nous, la Ville souhaite insuffler un dynamisme à l'économie montréalaise en encourageant la relance de l'industrie de la construction et développe, dans cette optique, des méthodes en recherche d'informations, en recension de données, en planification urbanistique et en gestion de la population urbaine. Ces actions suggèrent que la Ville est active dans les domaines qu'elle peut, ou désire, influencer ce qui en fait une actrice de premier plan dans cette période de crise.

Les conditions de vie des familles de chômeurs sont au cœur des débats menés par la Ville de Montréal et ses diverses commissions. Une riche historiographie sur la vie ouvrière avant et durant la Crise met au jour certains de ces enjeux. Par exemple, le travail de Denyse Baillargeon présente particulièrement bien les conditions des femmes. Son livre *Ménagères au*

---

<sup>7</sup> Notons la contribution de Suzanne Clavette qui, bien qu'elle étudie plutôt Verdun, montre le dynamisme dont peut faire preuve une municipalité aux prises avec le même type de difficultés. Suzanne Clavette, « Des bons aux chèques : aide aux chômeurs et crise des années 1930 à Verdun », Mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 1986.

<sup>8</sup> « A Model for the Emerging Welfare State? Municipal management in Montreal during the 1930s », in Michèle Dagenais, Irene Maver et Pierre-Yves Saunier, dir., *Municipal Services and Employees in the Modern City : New Historic Approaches*, Aldershot, Ashgate, 2003 p. 126.

<sup>9</sup> Jean-Pierre Collin, « Les stratégies fiscales municipales et la gestion de l'agglomération urbaine : le cas de la Ville de Montréal entre 1910 et 1965 », *Urban History Review/Revue d'Histoire urbaine*, vol. 23, n° 1, 1994, p. 19-31.

*temps de la Crise*, jette un regard sur les méthodes utilisées par les familles ouvrières pour parvenir à survivre aux conditions économiques déplorables de l'époque. Elle analyse notamment les conditions matérielles dans lesquelles ces familles évoluaient ainsi que les contraintes budgétaires limitant les possibilités de déménagement vers des logements de meilleure qualité ou plus spacieux<sup>10</sup>. Baillargeon y expose également la surpopulation des habitations, grandement décriée par les élites montréalaises, qui découle du manque de logements accessibles aux familles de chômeurs<sup>11</sup>.

Cet entassement des ménages n'est pas un cas uniquement montréalais puisque la plupart des villes vivent ce type de problème. Dale Gilbert présente dans son livre *Vivre en quartier populaire : St-Sauveur, 1930-1980*, une situation similaire à Québec, dans le quartier St-Sauveur. Il examine l'entassement des habitants en raison des conversions de pièces de séjour en chambres à coucher<sup>12</sup>. Gilbert souligne que la grande densité du cadre bâti accentue ce manque d'espace tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des habitations. La proximité entre chaque bâtiment et la faible quantité d'espaces verts et de récréation participent à cet entassement caractéristique des quartiers ouvriers de l'époque.

À ce sujet, Gilles Lauzon a récemment proposé une contribution très utile à la description des conditions d'habitation de la classe ouvrière montréalaise. S'intéressant à l'urbanisation du quartier Pointe-Saint-Charles, l'auteur montre la transformation d'un quartier fortement agricole en centre urbain densément peuplé en présentant l'évolution du cadre bâti et de l'utilisation du territoire<sup>13</sup>. Bien que la période abordée par cette recherche s'arrête précisément au moment où la nôtre débute, ce livre offre un portrait éclairant de la vie dans un des quartiers ouvriers de la métropole.

Si la recherche historique sur différents aspects de la crise économique des années 1930 et sur les problèmes de logements est riche et aborde de nombreux thèmes, ces travaux

---

<sup>10</sup>Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Québec, Éditions du Remue-Ménage, 1991, p. 163.

<sup>11</sup>*ibid.*, p. 166.

<sup>12</sup>Dale Gilbert, *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, Québec, Septentrion, 2015, p.58.

<sup>13</sup>Gilles Lauzon, *Pointe-Saint-Charles: l'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930*, Québec, Septentrion, 2014, 244 pages.

remontent généralement à plusieurs années, voir décennies. Ainsi en est-il des travaux de James Struthers qui montrent le développement de l'état-providence à travers l'étude de la gestion des chômeurs<sup>14</sup>, et de ceux de Michiel Horn qui analyse la gestion publique des impacts de la crise<sup>15</sup>. Plus récemment, Benoît Marsan a examiné les liens entre les communistes et les luttes pour les droits des chômeurs durant la crise<sup>16</sup>. Au sujet du logement, notons également la contribution de Chantale Charron, dont le mémoire de maîtrise déposé en 2004 aborde les enjeux liés à ce thème à Québec au lendemain de la Seconde Guerre mondiale<sup>17</sup> et de Sean Purdy, qui étudie les transformations de la réflexion sur le sujet et ses rapports avec la préservation de l'ordre social<sup>18</sup>.

La récente thèse de doctorat de Gabriel Rioux sur la professionnalisation de l'urbanisme à Montréal nous informe sur l'évolution de la pensée et des pratiques urbanistiques dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et sur l'influence qu'exercent ces spécialistes dans les débats sur la volonté et la capacité publique à gérer le territoire et son développement futur<sup>19</sup>. Rioux montre quelles formes prend cette volonté et comment ces professionnels participent à la recherche et à la promotion d'une planification urbaine novatrice. Sa thèse déborde les questions posées et la période abordée dans ce mémoire, mais illustre l'ensemble des enjeux sous-jacents au développement urbain de Montréal et identifie les groupes d'acteurs l'influençant par leur rôle dans l'économie, le développement urbain ou la politique municipale.

---

<sup>14</sup> James Struthers, *No Fault of their Own : Unemployment and the Canadian Welfare State : 1914-1941*, Toronto, Toronto University Press, 1983, 264 pages.

<sup>15</sup> Michiel Horn, *The Depression in Canada : Responses to the Economic Crisis*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1988, 293 pages.

<sup>16</sup> Benoît Marsan, *Battez-vous, ne vous laissez pas affamer! : les communistes et la lutte des sans-emploi pendant la Grande Dépression*, Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2014, 122 pages.

<sup>17</sup> Chantale Charron, « La crise du logement à Québec et le village des "covefields" : ghettoïsation de la misère et stratégies de survie sur les plaines d'Abraham (1945-1951) », Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2004.

<sup>18</sup> Sean Purdy, « Industrial Efficiency, Social Order and Moral Purity : Housing Reform Thought in English Canada, 1900-1950 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 25, n° 2, 1997, p. 30-40.

<sup>19</sup> Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941) : Histoire d'une refondation*, Thèse de Ph.D., Université du Québec à Montréal et Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Département d'études urbaines, Département d'histoire, 2013, 366 pages.

Ce mémoire s'inspire grandement de l'histoire urbaine transnationale puisqu'il nous paraît essentiel de replacer l'histoire de Montréal des années 1930 dans son contexte de développement international. En effet, comme le souligne Shane Ewen, « cities and towns have historically competed with one another, especially since the emergence of nationalist movements from the eighteenth century onwards, but they have also increasingly cooperated through formal and less formal treaties, alliances and networks<sup>20</sup> ». C'est précisément dans ce type de relations intermunicipales que s'inscrit Montréal durant la décennie 1930.

L'historiographie québécoise n'a pas étudié ces réseaux de partage de connaissances et de savoir-faire auxquels Montréal participe pourtant activement. Ce mémoire souhaite combler en partie ce vide dans l'étude de la ville en mettant en avant la vitalité de ces échanges et en suggérant que le développement urbanistique, technologique et scientifique de la métropole dépend en grande partie de ses relations intermunicipales. Ces réseaux, Montréal les développe principalement avec des villes telles que Toronto, Winnipeg, New York, Boston et Washington, mais également avec de nombreuses villes d'Europe de l'Ouest et du Nord. Se construisant par des correspondances, la diffusion médiatique des innovations étrangères ou des voyages d'études, ces réseaux deviennent particulièrement importants dans le développement urbain montréalais.

Si la communauté historique a souvent négligé cet aspect du développement de Montréal, l'étude des réseaux inter-municipaux existe depuis la fin des années 1980. Vient d'abord le travail pionnier de Marjatta Hietala qui place les bases sur lesquelles reposent la recherche et l'étude de ces échanges entre les villes. Dans son ouvrage, *Services and Urbanization at the Turn of the Century: The Diffusion of Innovations*, elle montre que les innovations voyagent par différents canaux formés principalement par l'embauche d'experts étrangers, les contacts personnels, les journaux scientifiques et les congrès internationaux<sup>21</sup>. Un élément central de sa proposition est l'importance de la compétition qui amène les villes à explorer les progrès effectués à l'extérieur de leur espace local et national. Elle propose que la « competition between cities at the national and international level can explain their policies so

---

<sup>20</sup>Shane Ewen, *What is Urban History?*, Cambridge, Polity, 2016, p. 115.

<sup>21</sup>Marjatta Hietala, *op cit.*, p. 38.

far as the development of services is concerned. A further hypothesis is that identification with some model city can advance the birth of services<sup>22</sup>. » En accord avec cette hypothèse, nous montrerons que Montréal développe une relation compétitive avec certaines de ses rivales canadiennes, dont Toronto et Winnipeg, mais qu'elle souhaite utiliser les idées émanant de villes érigées en modèles, telles que New York, Washington ou Londres.

Depuis trente ans, cette histoire transnationale des villes a grandement évolué et examine désormais des sujets et des espaces variés. Le livre dirigé par Shane Ewen et Pierre-Yves Saunier *Another Global City*, couvre une variété d'aires géographiques et de temporalités<sup>23</sup>. Les différents chapitres de cet ouvrage s'intéressent tant aux grands réseaux qu'à ceux n'unissant que deux villes<sup>24</sup>. Changeant d'échelles d'analyse, les textes abordent la construction et le développement des échanges, ainsi que les bénéfices qu'en tirent les villes qui y participent. Rebecca Madgin et Nicolas Kenny proposent un ouvrage collectif similaire, mais poussant plus loin la conceptualisation de l'approche transnationale de l'histoire urbaine<sup>25</sup>. Au-delà des études de cas et des démonstrations historiques montrant les liens unissant différentes villes, ce livre propose des chapitres dont l'objectif principal est de réfléchir aux différentes façons d'aborder le transnationalisme municipal. Les différentes contributions à ce livre permettent de mieux comprendre comment le développement des villes est intégré dans un espace mondialisé qui dépasse largement l'échelle locale et illustre bien les similitudes des enjeux urbains<sup>26</sup>. Ainsi, ce qui forme l'intérêt principal de notre recherche en histoire urbaine transnationale est l'étude de ces réseaux, de ces liens et un désir de suivre

---

<sup>22</sup>*ibid.*, p. 69

<sup>23</sup>Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, *dir.*, *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, 242 pages.

<sup>24</sup> On pensera entre autres au chapitre de Nora Lafi, « Mediterranean Connections : The Circulation of Municipal Knowledge and Practices during the Ottoman Reforms, c. 1830-1910 », dans Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, *dir.*, *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 37-50, ainsi qu'à celui de Yon Hsu qui aborde les relations de Montréal et Shanghai à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, « The Municipal Making of Transnational Networks. A Case Study of Montreal's Twinning with Shanghai », dans Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, *op cit.*, p. 135-152.

<sup>25</sup>Nicolas Kenny et Rebecca Madgin, *dir.*, *Cities Beyond Borders: Comparative and Transnational Approaches to Urban History*, Burlington, Ashgate, 2015, 262 pages.

<sup>26</sup> Sont particulièrement pertinents à ce sujet les chapitres de Nikhil Rao, « Town Planning and Municipal Growth in Late Colonial Bombay : Towards a Transnational Perspective » et de Stefan Couperus et Shane Ewen, « Whose "Urban Internationale" : Intermunicipalism in Europe, c.1924-36 : The Value of a Decentred, Interpretive Approach to Transnational Urban History ».

« [the] people, ideas, products, processes, and patterns that operates over, across, through, beyond, above, under, or in-between politics and societies<sup>27</sup> ».

## Méthodologie

Les années 1930 servent de cadre temporel à ce mémoire pour deux raisons principales. D'abord, les difficultés économiques de l'époque freinent l'entretien des logements, ce qui crée des conditions propices à leur dégradation rapide. Ensuite, la Ville de Montréal travaille tout au long de cette décennie à l'obtention de moyens supplémentaires afin d'intervenir dans la gestion de la crise économique<sup>28</sup>. Les réflexions et les outils d'intervention qui émergent de cette période influenceront grandement le développement de la ville durant les décennies suivantes. Les moyens mis en place prennent diverses formes, dont celle de la remise au travail des chômeurs par la revitalisation des quartiers montréalais. La Ville de Montréal développe, durant cette décennie de crise, des méthodes d'enquêtes, de recensement et d'intervention en matière de gestion des logements et du développement urbain.

Nous étudierons l'évolution de ces méthodes à partir de trois angles distincts d'analyse de l'intervention municipale en matière de salubrité des logements. Les documents officiels suggèrent que l'administration municipale souhaite limiter l'utilisation du terme taudis, lui préférant celui de « quartiers vétustes ». Ainsi, notre attention sera d'abord portée sur ce travail de définition terminologique et sur la délimitation entre un logement salubre et un logement insalubre. Interviennent dans cette recherche de définition de nombreux acteurs provenant à la fois de l'administration municipale et de l'extérieur de celle-ci. Nous porterons notre attention dans ce mémoire sur les travaux de la Commission du logement salubre, créée en 1934 par le Conseil municipal afin d'étudier et de proposer des plans de rénovation des logements jugés insalubre, ainsi que sur les discours diffusés dans les journaux. Ces derniers

---

<sup>27</sup> Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier, « Introduction : The Professor and the Madman », dans Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier dir., *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, New York, Palgrave, p. xviii.

<sup>28</sup> Sylvie Taschereau, *op cit.*, p. 820. Maude Roux-Pratte, « Les élites drummondvilloises et la crise des années 1930 : une étroite collaboration autour de l'assistance aux chômeurs », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 2 (2004), p. 217-244.



participent activement à la diffusion des réflexions sur les enjeux reliés aux taudis et mettent en relief, par des comparaisons avec d'autres villes, les bons et les mauvais côtés de la gestion montréalaise en matière de logement. Le deuxième angle d'analyse étudie les acteurs civiques, réunis au sein de différentes associations, dont la Ligue du progrès civique et le *Board of Trade*, ont également une conception précise de la saine gestion des quartiers vétustes et de l'impact de ceux-ci sur les finances de la ville. Nous verrons que leur vision de la gestion des logements insalubres et de la rénovation urbaine aura un impact sur la réflexion municipale et les travaux de la Commission du logement salubre. En effet, plusieurs débats sémantiques ont lieu avant que les membres de la Commission ne se penchent sur des plans de revitalisation de ces quartiers qui formeront le deuxième angle de notre analyse. Ces différents projets, qui visent à résoudre les problèmes posés à la fois par les taudis et par le chômage, sont étudiés, débattus et proposés au conseil municipal. Finalement, le troisième angle d'analyse est le développement de méthodes de gestion de la population urbaine, imposé par les pressions exercées par les élites économiques montréalaises et les propriétaires fonciers. Dans l'objectif d'augmenter leur influence sur la Ville, ces élites, profitant d'un appui médiatique considérable, présentent les locataires chômeurs comme des charges sociales et financières minant le budget municipal.

Les sources utilisées proviennent principalement des Archives de Montréal. Trois fonds ont été fortement sollicités afin de faire émerger les fondements et les outils de l'intervention municipale sur les taudis. La principale source de documentation sur la question provient du fonds de la Commission du logement salubre, une instance créée par le conseil municipal pour étudier et proposer des plans d'élimination des taudis. Celui-ci couvre les activités de l'organisation de 1934 à 1940, avec une plus vaste collection pour les années 1938-1940. En effet, en 1938, la Commission se dote d'une secrétaire permanent, le notaire Gérald Robert, qui effectuera un travail quotidien de collecte d'informations en recensant les articles de journaux traitant de la question du logement<sup>29</sup>. C'est dans ce fonds que sont

---

<sup>29</sup> On trouve également dans cette collection de coupures de journaux certains articles provenant de médias de Toronto, Ottawa, Sherbrooke, Trois-Rivières, etc. Ceux-ci sont en bien moins grande quantité et certaines correspondances également conservées aux archives laissent penser qu'il s'agit surtout de demandes spéciales effectuées par le secrétaire Robert lorsqu'il était mis au courant de la publication d'un article pertinent dans un média de l'extérieur de la ville.

conservées les correspondances de la Commission, tant celle entre les membres que celle illustrant la recherche inter-municipale d'informations<sup>30</sup>. Pièce de résistance du deuxième chapitre, les plans de lutte au taudis y sont archivés et le projet proposé par Eugène Doucet, imprimeur montréalais et membre de la Commission du logement salubre, qui sera le seul présenté au conseil municipal, s'y trouve dans ses différentes moutures<sup>31</sup>.

Le fonds du Comité consultatif de l'habitation à loyer modique, instance créée en 1952 par le conseil municipal afin de formuler des recommandations en vue de la réalisation d'un projet de construction de logements à loyer modique, est utilisé en raison de ses documents de références comprenant des discours d'Aimé Cousineau, fonctionnaire rattaché au Service de santé de 1914 à 1929<sup>32</sup>, des rapports sur la situation du logement et des exemplaires de casiers sanitaires. Le fonds du Service de santé donne accès à l'ensemble des procès-verbaux des rencontres de la Commission du logement salubre en plus de fournir les rapports annuels des différentes divisions qu'elle chapeaute, dont celle de la salubrité, en charge de l'inspection sanitaire des habitations. Ces rapports mettent en lumière les éléments auxquels la Ville accordait le plus d'attention dans ses interventions sur les taudis. Ils permettent également de mesurer l'efficacité de ces interventions en suivant l'évolution des données annuelles inscrites dans ces rapports en ce qui a trait, par exemple, au nombre de caves habitées ayant été condamnées par les inspecteurs.

Sont également mises à contribution deux revues spécialisées dépouillées pour les années 1930-1940. *La Revue municipale du Canada* et le *Journal of the American Public Health Association* illustrent certains aspects du partage de connaissances entre les villes nord-américaines. Alors que la première traite de sujets variés en lien avec la gestion municipale, dont une chronique sur les questions d'hygiène, la seconde se consacre entièrement aux enjeux de santé publique dans les villes d'Amérique du Nord. De plus, *l'American Public Health Association* tenant sa réunion annuelle à Montréal en 1931, le programme proposé aux

---

<sup>30</sup> Ces correspondances sont presque toujours accompagnées de documentations qui sont également conservées dans ce fonds en pièce jointe aux lettres envoyées et reçues.

<sup>31</sup> Le plan Doucet se retrouve en plusieurs copies en raison, principalement, de sa présentation dès 1934 à la Commission puis à sa longue étude en 1938.

<sup>32</sup> Notons que sa carrière ne s'arrête pas là puisqu'il devient, en 1929, directeur de la Division de la salubrité du Service de santé de la ville de Montréal.

congressistes illustre la vigueur de la participation montréalaise aux échanges inter-municipaux. En raison de cette implication montréalaise dans l'organisation d'un événement international et la conservation de ces documents, nous porterons davantage notre attention sur cette association. Les publications de son équivalent canadien semblent avoir moins fortement marqué les fonctionnaires œuvrant dans le domaine de l'hygiène publique durant la période couverte par notre étude.

Finalement, les recensements canadiens de 1931 et de 1941 présentent les conditions de logements des familles de chômeurs et permettent des comparaisons avec les propos tenus par les médias et par les membres de la Commission du logement salubre. À ces données gouvernementales s'ajoutent celles obtenues par les organismes civiques impliqués dans les discussions sur la réorganisation du territoire montréalais et l'élimination des taudis. Le *Report on Housing and Slum Clearance for Montreal* produit conjointement par le *Board of Trade* et la Ligue du progrès civique contient des statistiques, des plans de la ville et des projets d'élimination et de revitalisation des quartiers considérés comme vétustes. Cette documentation met en avant le rôle actif des élites montréalaises dans la réflexion sur l'avenir du développement urbain.

## **Présentation des chapitres**

Le premier chapitre montre que la Commission du logement salubre s'efforce de définir le terme « taudis » afin de rendre pratiquement impossible son utilisation dans le contexte montréalais. De fait, comme nous le verrons, les dynamiques de la compétition intermunicipale amènent les membres de cette commission à souhaiter dépeindre une image positive de Montréal par rapport à ces rivales continentales. De plus, les difficultés financières de l'époque obligent l'administration municipale à assurer une gestion budgétaire rigoureuse. Minimiser l'ampleur du problème posé par les taudis permet donc à la Ville de choisir où et quand elle désire intervenir sans mettre en avant une quelconque urgence. Ce chapitre analyse les méthodes utilisées par les élites municipales pour définir l'état des logements montréalais. Nous y constatons que les médias jouent un rôle prépondérant dans cet exercice en relayant les

conditions de vie des habitants des quartiers dégradés de Montréal et d'autres villes du monde. La vaste tâche de recension des connaissances internationales en matière de gestion de l'habitation urbaine que la Commission entame durant les années 1930 y est également présentée. Ce travail de réflexion sur la définition du terme taudis nous paraît essentiel pour analyser et pour comprendre les enjeux et les objectifs entourant les décisions de l'administration municipale.

Le deuxième chapitre présente la production et l'utilisation de données sur les logements insalubres par la Ville de Montréal. À la suite de ces collectes d'informations, la Commission du logement salubre s'attarde à l'étude de trois plans d'élimination des taudis. Les plans proposés par Eugène Doucet, imprimeur et membre de la Commission, James Armstrong, homme d'affaires, et Séraphin Ouimet, ingénieur montréalais seront analysés afin de montrer la façon dont la Ville envisage la lutte aux taudis. Nous suggérons dans ce chapitre que l'objectif principal des acteurs municipaux consiste davantage en la fin du chômage à Montréal, et par conséquent des secours directs, qu'en l'amélioration des conditions d'habitations de la classe ouvrière. L'analyse de ces plans et les commentaires émis par les membres de la Commission indiquent que l'équilibre budgétaire et la gestion efficace des finances municipales sont au cœur des préoccupations. En effet, les trois projets étudiés proposent peu de solutions concrètes aux problèmes d'insalubrité des logements, mais mettent en avant l'importance de relancer l'industrie de la construction afin de diminuer le chômage et, ainsi, les secours directs octroyés par la Ville.

Finalement, le dernier chapitre explore les méthodes employées par l'administration municipale pour améliorer la gestion de la population urbaine vivant dans les quartiers jugés vétustes. Selon nous, le logement insalubre devient un territoire politique à administrer aux yeux des élites qui craignent une montée des idées politiques de gauche et une dégradation trop rapide de la valeur du parc immobilier qui affaiblirait les finances publiques. Nous y exposons les méthodes utilisées par la Ville de Montréal pour gérer à la fois les logements et leurs occupants telles qu'elles émergent dans les discours des élites sur ces individus. Ces outils de gestion des comportements visent à diminuer les dépenses municipales en lien avec les quartiers vétustes. Ce chapitre montre qu'en parallèle du développement de connaissances

et de méthodes d'intervention en matière d'insalubrité des logements prend forme un conflit entre propriétaires et locataires. La question des secours directs, et donc des plans de reconstruction des taudis, est au cœur de cette opposition entre deux classes de citoyens. Celle-ci s'articule, entre autres, autour de la justice fiscale et de l'équilibre budgétaire. Ce mémoire s'achève avec la mise sous tutelle de l'administration municipale et la réforme du mode d'élection des conseillers. Les finances publiques municipales et les sources de revenus étant des enjeux centraux à ces modifications de la Charte de la Cité de Montréal, nous présentons, dans ce chapitre, comment la lutte aux taudis et les plans de revitalisation urbaine s'y inscrivent.

C'est donc l'histoire de la construction d'une réflexion et du développement d'outils de gestion des taudis et de ceux qui y vivent qui est présentée ici. Ces réflexions effectuées à une époque difficile aux niveaux économique et social ne seront pas mises en pratique durant les années couvertes par cette étude. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que ces grands projets d'élimination des taudis seront réalisés. Ce mémoire peut ainsi être abordé comme une histoire d'événements non-advenus et de rendez-vous manqués entre différents acteurs gouvernementaux et entre les Montréalais et l'administration municipale. L'intérêt historique de cette recherche réside donc dans l'analyse des processus menant à l'élaboration de ces grands plans de revitalisation urbaine et dans l'illustration des influences transnationales du développement urbanistique montréalais.

## Chapitre 1 : « Des maisons non pas impropres à l'habitation, mais démodées, surannées » : définitions et classification d'un problème

### Introduction

Au bureau d'un service municipal de santé, il est attendu que soit aisément disponible et consultable « toute la documentation et tous les rapports statistiques qui intéressent l'hygiène de la municipalité<sup>1</sup> ». C'est ce qu'avance, dans l'édition de janvier 1932 de *La revue municipale*, le docteur Joseph-Albert Baudouin, directeur de l'École d'hygiène sociale de l'Université de Montréal. Si un tel organisme municipal se doit de posséder et de diffuser sur demande informations et statistiques à d'autres organisations publiques, il faut d'abord les compiler, les classer et les analyser. C'est pourquoi chaque division du service de santé a pour mandat, entre autres, de recenser ces données. Décrivant chacune des divisions que devrait superviser un service municipal de santé, le Docteur Baudouin note au sujet de la Division de la salubrité, celle qui nous préoccupe en premier lieu, qu'elle est « chargée de la suppression de toute nuisance<sup>2</sup> », qu'elle doit pourvoir « à l'institution du casier sanitaire des maisons<sup>3</sup> » et faire « l'examen des plans des constructions nouvelles<sup>4</sup> ». Il semble clair pour cet expert de l'hygiène publique que pour bien lutter contre certains problèmes, il est primordial d'en posséder toutes les données disponibles. Ces notions théoriques présentant un modèle à suivre pour le service municipal de santé sont, en fait, une description assez fidèle du fonctionnement interne du Service de santé de la Ville de Montréal<sup>5</sup>. Depuis la fin des années 1920, la Division de la salubrité<sup>6</sup> de ce service enquête, compile et partage diverses informations sur la

---

<sup>1</sup> Dr. J-A, Baudouin, « L'organisation sanitaire municipale », *La Revue municipale*, vol.10, janvier 1932, p. 17.

<sup>2</sup> *ibid.*, p. 18.

<sup>3</sup> *ibid.*

<sup>4</sup> *ibid.*

<sup>5</sup> Sauf en cas d'indications contraires, le terme « Service » sera utilisé comme raccourci pour « Service de santé de la Ville de Montréal » et le terme « Division » réfèrera à la Division de la salubrité.

<sup>6</sup> Jean Depocas, « Le casier sanitaire du logement », *La revue municipale du Canada*, vol. 11, octobre 1933, p. 11-12.

qualité des logements montréalais. Ces données permettent à l'administration municipale de mieux cerner l'étendue du problème du logement.

Ces études de la condition des logements montréalais se penchent principalement sur la question de la salubrité et de la structure physique des habitations comme nous le verrons plus loin. Cependant, la question du nombre de logements disponibles reste complètement écartée des débats et discussions entourant ces enjeux.

Pourtant, comme Marc Choko l'a démontré au début des années 1980<sup>7</sup>, la quantité de logements vacants à Montréal durant la crise économique est extrêmement basse. Bien que le nombre absolu reste relativement stable, le nombre de familles à loger augmente en raison de l'arrivée massive de chômeurs à la recherche d'un emploi ou souhaitant profiter de l'offre de secours direct de la ville<sup>8</sup>. Aggravant davantage la situation, les logements à faible loyer se font de plus en plus rares, comme le souligne une enquête produite par la Ville au sujet de la pénurie de logement. Selon cette enquête, d'un taux d'inoccupation de 6.98% en 1933, l'on passe à un taux de 0.81% en 1941<sup>9</sup>. Cette situation déjà catastrophique pour les familles à la recherche d'un toit est compliquée par le fait que les rares logements encore disponibles sont principalement de vastes habitations louées à fort prix et, donc, inaccessibles pour ces familles<sup>10</sup>. La situation est telle que, en 1942, les auteurs du rapport se doivent de constater que « 636 familles, dont 594 en état de payer loyer n'avaient pas encore réussi à se loger convenablement<sup>11</sup> ».

En raison de cette pénurie, les familles ouvrières souffrant de la crise (économique et locative) ne savent plus où se loger. Cette situation mène les locataires à accepter des conditions d'hygiène et de salubrité déplorables et à occuper des logements qui ne sont que

---

<sup>7</sup> Marc Choko, *Crises du logement à Montréal (1860-1939)*, Montréal, Éditions Albert St-Martin, 282 p.

<sup>8</sup> Sylvie Taschereau, «Les années dures de la crise», dans Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, Tome II, Québec, Les presses de l'université Laval, 2012, p. 823.

<sup>9</sup> AVM, Fonds Comité consultatif de l'habitation à loyer modique (pour la suite FCCHLM), Aimé Parent et al. *Mémoire relatif à la pénurie de logement*, p. 1, juillet 1942.

<sup>10</sup> *ibid.*, On note que le taux d'inoccupation, une fois retirés les logements à loyer moyen ou élevé, ne laisse que 0.5% de vacance pour les logements à loyer modique.

<sup>11</sup> *ibid.*

bien rarement satisfaisants aux yeux des différents acteurs de la municipalité. C'est ce que nous étudierons dans ce chapitre qui se veut une mise en place des éléments concernant la salubrité des logements montréalais durant les années 1930. Nous y verrons de quelle façon se construit la problématique du taudis.

Incapables de trouver un logement adéquat, nombreux sont ceux qui doivent se rabattre sur l'occupation de lieux impropres à l'habitation. Le rapport de la Ville de Montréal cité précédemment fait état de familles se logeant dans des hangars, magasins, garages, cabanes, etc<sup>12</sup>. Claude Larivière, dans son analyse de la crise économique, ajoute que de nombreuses familles sans logis et des chômeurs célibataires s'établissent dans des camps de fortune en périphérie de la ville, sur des terrains privés<sup>13</sup>. Finalement chassés par les propriétaires, ils s'établiront davantage sur des terrains publics tels que la « domp » St-Henri<sup>14</sup>.

Cette absence de logement adéquat est également constatée dans des études universitaires de l'époque. En effet, dans sa thèse en administration des affaires réalisée à l'École des hautes études commerciales (HEC), J. Morin conclut, dès 1932, que la situation du logement à Montréal « souffre d'anémie; que la proportion de taudis est imposante; que cet état de choses tient autant au manque de rationalisation qu'à la vétusté, à la pauvreté ou au manque d'entretien du logement<sup>15</sup> ».

Comme nous l'avons déjà souligné brièvement, les autorités municipales observent une diminution problématique du nombre de logements vacants au début des années 1940. Cependant, la préoccupation envers les conditions matérielles des logements habités est déjà présente durant la décennie précédente. Ainsi, Montréal met en place différents comités et donne un rôle important à certaines divisions afin de dresser un portrait global de la situation du logement. À travers l'analyse des documents laissés par ces organismes publics, nous pourrons faire émerger une définition « officielle » de ce qu'est un taudis aux yeux des

---

<sup>12</sup> *ibid.*

<sup>13</sup> Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social (1929-1937) : le cas de Montréal*, Montréal, Éditions Albert St-Martin, p. 253.

<sup>14</sup> Marc Choko, *op cit.*, p. 114.

<sup>15</sup> J. Morin, *Le logement ouvrier à Montréal*, Thèse de M.BA, Université de Montréal, mars 1932, p. 17.



autorités municipales. Nous pourrions également constater que la construction du concept de taudis n'est pas seulement l'œuvre de l'administration publique, mais bien le résultat d'une série d'échanges entre celle-ci et les médias de l'époque qui font un suivi serré de la condition des logements montréalais. Par l'étude des différents modes de recension de données, nous pourrions mieux comprendre la notion exacte de taudis telle qu'elle se présentait et était utilisée dans l'esprit des différents acteurs. Nous montrerons où se situe la limite, bien loin d'être nette et immuable, entre un taudis et un logement convenable, en étudiant les formulaires utilisés par les enquêteurs ainsi que leurs résultats.

Finalement, ces différentes enquêtes nous permettront, avec l'appui des sources journalistiques, de mettre au jour le développement, par l'administration publique et les médias, d'un discours sur le taudis, ses habitants et leurs quartiers. Ces sources montreront comment les médias, de concert avec l'administration publique, représentent la réalité des taudis et donnent ainsi un cadre d'analyse précis au problème.

### **1.1 Du taudis au logement vétuste : de l'importance de définir les termes**

Pour parvenir à intervenir convenablement sur un problème, encore faut-il être en mesure de le définir et de s'entendre sur une seule et même signification. Ce défi de concordance des termes est compliqué, dans le cas du taudis, par les desseins politiques des acteurs, surtout au niveau de l'administration municipale, qui imposent des choix linguistiques représentant la réalité d'une façon plus acceptable pour leurs commettants. Cette affirmation est particulièrement bien illustrée dans cet article du journal *Le Devoir* reprenant les propos de l'échevin Winchester-Henry Biggar, président de la Commission métropolitaine de Montréal entre 1934 et 1938, devant la Commission Rowell-Sirois : « Pour lui, le problème de Montréal n'est pas celui des taudis au sens européen du mot; c'est d'avoir des maisons non pas impropres à l'habitation, mais démodées, surannées<sup>16</sup> ». Il ajoute que, d'après une enquête menée par la Ville, 40 à 50 pourcent des 6 000 maisons examinées étaient en état de « grande désuétude, mais étaient cependant en règle avec les exigences minimums de l'hygiène ».

---

<sup>16</sup> [s.a], « L'habitation à Montréal », *Le Devoir*, 26 janvier 1938.

Interrogé par la Commission sur ce qu'est selon lui un taudis, l'échevin Biggar répondra finalement que c'est lorsque « l'habitation baisse de plus en plus, et les gens avec elle<sup>17</sup> ». Cette définition pour le moins vague est représentative de l'absence de consensus tant sur l'usage que sur la signification de certains termes au sein de l'appareil municipal.

De quelle façon peut-on alors définir ce que serait un taudis<sup>18</sup>? C'est à cette question que s'attaquent d'abord les membres de la Commission du logement salubre. Créée sous résolution du Conseil municipal le 14 mai 1934, cette commission, composée à la fois de conseillers municipaux et d'hommes d'affaires, a pour mandat d'étudier et de créer des plans afin de lutter contre la prolifération des taudis et de remplacer les logements considérés vétustes. Cette commission est dotée d'un pouvoir de recommandation au Comité exécutif de la Ville de Montréal<sup>19</sup>. Ses objectifs, tels que posés par le Bill privé n° 100, article 117 sont :

a) d'étudier les problèmes affectant les maisons d'habitations dans la Cité de Montréal, la démolition des maisons d'habitations et logements insalubres, désuets ou dépourvus de valeur économique et leur remplacement par des constructions modernes; b) de mettre à exécution, en vue de remédier au chômage et d'abolir les allocations de secours, tout projet relatif aux maisons d'habitations, à la démolition des logements insalubres, à la construction d'habitations salubres et modernes<sup>20</sup>.

Elle peut également recommander des terrains ou immeubles à acquérir par transaction ou expropriation. Échevins et citoyens choisis par le Conseil municipal, les membres pourront rédiger des règlements qui, une fois approuvés par le Comité exécutif, deviendront loi. La Commission est dotée d'un budget de démarrage de 5 000\$ pouvant servir à payer un salaire à son personnel selon ses propres règlements. La Ville accorde également une capacité d'emprunt ne dépassant pas 3 millions de dollars sous réserve d'approbation par le conseil municipal. Cette description sommaire permet de comprendre le rôle de cette

---

<sup>17</sup> *ibid.*

<sup>18</sup> Afin de simplifier la lecture et d'éviter de se perdre en subtilités linguistiques, nous utiliserons sans distinction les termes « taudis », « logements vétustes » et « vieux logements ouvriers ». Comme les acteurs historiques eux-mêmes utilisent l'ensemble de ces termes sans distinction, nous pouvons nous sentir libre de faire de même sans craindre de déformer leurs propos et leurs pensées.

<sup>19</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03. Conseil municipal, *Bill privé n° 100*, 1934.

<sup>20</sup> *ibid.*

nouvelle instance dans les rouages de l'administration municipale. Si elle profite d'une certaine autonomie dans la gestion quotidienne, elle reste cependant soumise aux décisions du Conseil en ce qui a trait aux dépenses majeures qu'elle devra effectuer pour mener à bien son mandat. En ce sens, nous le verrons, la Commission du logement salubre peinera à obtenir de la Ville ces garanties de prêts pourtant prévues lors de sa création.

Si la première rencontre, le 24 mai 1934, n'est que formalités administratives, la deuxième, une semaine plus tard, donne le ton en ce qui a trait à la définition du terme taudis. En effet, pour Aimé Cousineau, membre de la Commission et ingénieur sanitaire à la Division de la salubrité du Service de santé, le terme taudis, tel qu'il est employé en Europe et aux États-Unis<sup>21</sup>, fait référence à des « endroits où 2, 3, 4 et même 5 familles habitent dans une seule maison munie souvent d'une seule chambre de toilettes, logis sans ventilation ni soleil, etc.<sup>22</sup> ». Cette définition, pour le moins restrictive, du mot taudis a pour avantage de limiter le nombre de logements pouvant y être associés. En effet, selon Cousineau, cette réalité est pratiquement absente, ou du moins, très rare, à Montréal<sup>23</sup>. Cette affirmation quant à la rareté de l'entassement de plusieurs familles dans des appartements est corroborée par les données du recensement de 1931 qui indiquent qu'à Montréal sur 149 347 appartements et plain-pied habités, il n'y a que 8 859 ménages de plus de deux familles<sup>24</sup>. Montréal n'ayant donc qu'un faible problème de quartiers abritant des taudis, selon cette définition, la Commission se doit de trouver une définition précise afin d'atteindre les objectifs d'élimination ou de rénovation des logements vétustes.

C'est pourquoi elle mandate Cousineau de fournir un rapport statistique de l'état des logements montréalais. Lors de la rencontre suivante, le 1<sup>er</sup> juin 1934, Cousineau, dont le jugement sur la situation impose le respect parmi les membres de la Commission, rappelle

---

<sup>21</sup> On note, dans les archives de la Commission du logement salubre, le fait que le terme taudis est contesté en français, mais que sa traduction littérale « *slum* » est largement utilisé. Nous le verrons plus loin dans les rapports produits sur la question.

<sup>22</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 30 mai 1934.

<sup>23</sup> *ibid.*

<sup>24</sup> Statistique Canada, « Ménages, classifiés selon le genre de logement et de ménage, montrant le nombre de familles et de personnes, dans les cités de 30 000 âmes et plus », *Recensement du Canada 1931*, vol. 5, p. 983.

encore une fois que les taudis sont peu nombreux à Montréal, et il énonce trois critères à surveiller lorsque l'on souhaite définir un logis comme étant un taudis : le surpeuplement, la vétusté et la détérioration<sup>25</sup>. Il explique également, données à l'appui, que le nombre de logements vacants est en hausse et que la mortalité générale est en baisse. Il présente alors à la Commission le fonctionnement des casiers sanitaires, sur lesquels nous reviendrons plus tard dans ce chapitre.

Pour trouver une définition plus concrète sur laquelle nous appuyer, nous pouvons nous référer à un document essentiel de la lutte à l'insalubrité à la Ville de Montréal : la brochure *Extraits des lois et règlements sanitaires relatifs à l'habitation en général* produite par la Division de la salubrité. Cette brochure très instructive permet de définir plus précisément ce qu'est un logement insalubre en fixant des normes minimales de qualité. Ces normes dictées par des lois et règlements provinciaux touchent principalement la structure du logement. En effet, outre quelques passages sur la sous-location<sup>26</sup>, ce document ne donne que des indications sur la forme du logement, sans se préoccuper de son utilisation. On y trouve donc des notions d'éclairage naturel où une attention particulière est portée aux pièces sans fenêtre. Une pièce doit avoir une fenestration couvrant minimalement 10% de la surface du plancher et une tabatière ouvrant sur un puits de moins de six pieds peut être suffisante, bien qu'il soit interdit d'en avoir plus qu'une par logement<sup>27</sup>. L'utilisation d'une cave comme lieu d'habitation est complètement proscrite<sup>28</sup>.

Éclairage naturel déficient, ventilation insuffisante, caves habitées; ce sont là les principaux reproches fait à des logements qualifiés de vétustes par la Division, mais pouvant être aisément nommés taudis, terme que les journaux et autres intervenants ne se gênent guère d'employer. Ces critères sont donc déjà les points de référence pour distinguer la salubrité de

---

<sup>25</sup> AVM, Fonds du Service de santé, *op cit.*, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 1 juin 1934.

<sup>26</sup> Interdiction pour les propriétaires de louer à plus d'une famille ou à un locataire de sous-louer une pièce du logement à un logeur ou à une autre famille, sauf si le cube d'air par occupant est de 600 pieds et que la superficie du plancher par occupant est de 70 pieds carrés.

AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier document divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03. Service de Santé, Division de la salubrité, *Extraits des lois et règlements sanitaires relatifs à l'habitation en général*. p. 2.

<sup>27</sup> *ibid.* p. 1.

<sup>28</sup> *ibid.* p. 1-2.

l'insalubrité d'un logement. En effet, dès le 28 mai 1901, le Conseil d'hygiène de la province de Québec déclarait conditions « non-hygiénique ou nuisance : "Toute propriété, bâtisse, habitation ou dépendance devenue nuisible à la santé des occupants, soit par construction défectueuse, soit par malpropreté, soit par encombrement; aussi l'occupation, de jour et de nuit, de toute chambre qui n'a pas de fenêtre directement au dehors de la bâtisse"<sup>29</sup> ». La loi d'hygiène publique de la province donne également le pouvoir aux autorités municipales d'expulser tout habitant d'un logement déclaré insalubre en vertu de ces règlements<sup>30</sup>. En ce qui a trait à l'éclairage et à la ventilation, les autorités sanitaires ont le pouvoir de condamner toute pièce dépourvue de fenêtre donnant directement sur l'extérieur et d'afficher une interdiction d'utilisation, de jour comme de nuit<sup>31</sup>. Cet affichage est lié à une amende pouvant atteindre 20\$ par offense pour le retrait de la dite affiche<sup>32</sup>.

Nous pouvons déjà constater l'écart entre le discours d'Aimé Cousineau à la Commission du logement salubre et la réalité présentée par les règlements sanitaires utilisés par la Division de la salubrité dont il est un des hauts fonctionnaires. Alors que la Commission tente de faire émerger une définition de taudis liée à l'utilisation faite d'un logement, afin d'en limiter le nombre, la Division de la salubrité s'attarde surtout à la structure bâtie de l'habitation. En effet, la Division définit des normes minimales de qualité au niveau constitutif des bâtiments, s'attaquant à la fenestration, à la ventilation et à la superficie disponible par habitant. Cette définition, qui facilite le travail d'inspection et simplifie les mesures correctives que la Ville doit proposer, occulte cependant la réalité de la vie dans les logements insalubres. Cette négociation terminologique ne mène cependant pas l'administration municipale à la stagnation. Même si le refus d'utiliser le mot taudis dans les déclarations officielles permet de minimiser l'ampleur de la tâche de rénovation, la réflexion sémantique participe à construire la notion d'insalubrité et pousse Montréal à concevoir des plans de construction salubre et à réviser la réglementation entourant l'état des logements. Cette activité administrative, même si elle ne produit pas vraiment de résultats concrets durant la décennie étudiée ici, montre toutefois un gouvernement municipal soucieux d'agir, qui étudie

---

<sup>29</sup>*ibid.* p. 3.

<sup>30</sup>*ibid.* p. 4.

<sup>31</sup>*ibid.* p. 2.

<sup>32</sup>*ibid.*

et planifie des projets de revitalisation au fondement des grands chantiers de rénovation urbaine qui verront le jour après la Seconde Guerre mondiale. À travers cette réflexion sur l'état des logements montréalais se mettent en place les premiers balbutiements de discours concurrents, et complémentaires, opposant une vision structurelle de la notion de taudis à une vision sociale des impacts de l'insalubrité.

### *La médiatisation des taudis montréalais*

Si la Ville accepte de travailler sur la question du taudis, elle ne le fait qu'en utilisant les termes « logements vétustes » ou « vieux logements ouvriers ». En mettant l'accent sur la vétusté des logements, les autorités municipales parviennent à minimiser l'étendue du phénomène de détérioration des logements montréalais. Cette façon de faire permet également au gouvernement municipal de s'attaquer plus facilement au problème en le ramenant toujours à une question purement physique pouvant être réglée par une simple injection de fonds dans des projets de rénovation urbaine. Pourtant, comme nous le verrons, d'autres acteurs influents ne posent pas le même regard sur la situation.

Pour bien saisir la façon dont se construit la problématique des taudis dans les années 1930, il est important de comprendre comment se créent ces définitions à la fois contradictoires et complémentaires et pour quelles raisons elles prennent ces formes. Si les autorités municipales sont incapables de produire une définition limpide de ce qu'est un taudis, voire même de s'entendre sur la pertinence d'utiliser le mot, c'est principalement en raison des pressions exercées de toute part. En effet, les différents médias montréalais couvrent avec assiduité les enjeux touchant l'état des logements. Ne se contentant guère de présenter la situation locale et de rapporter les faits et gestes de l'administration municipale, les médias font un suivi serré des méthodes, propositions et améliorations au niveau international. Nous verrons, dans les pages qui suivent, comment ces pressions médiatiques influencent le discours des membres de la Commission du logement salubre pour mieux comprendre les réactions de ceux-ci.

Les articles utilisés dans les prochains paragraphes proviennent d'une sélection effectuée par Gérard Robert, notaire et secrétaire de la Commission du logement salubre entre 1938 et 1940 et conservés dans les archives de la Commission<sup>33</sup>. Cette minutieuse revue de presse, occupant une part importante de la tâche du secrétaire<sup>34</sup>, nous permet deux découvertes importantes. D'abord, le temps et la grande attention investis par le secrétaire Robert dans la sélection quotidienne d'articles de presse ainsi que la grande variété de publications, tant francophones qu'anglophones, montrent que la Commission accordait une importance majeure aux médias et aux informations en circulation en ce qui concerne les taudis, tant à Montréal qu'à l'international. Cet intérêt pousse même Robert à écrire aux directeurs de certains médias dont un article lui aurait échappé afin d'en obtenir une copie, quitte à réécrire à plusieurs reprises jusqu'à l'obtention d'une réponse satisfaisante<sup>35</sup>. Cet intérêt marqué pour les médias laisse penser que les membres de la Commission tenaient à rester à l'affût des changements dans l'opinion publique afin de tenter d'y arrimer leurs interventions et leurs plans d'action. Il est également important de noter la grande place laissée aux nouvelles internationales dans la sélection effectuée par Gérard Robert. Celui-ci ne se contentant guère des informations locales, voire canadiennes, prend bien soin de consigner les nouvelles concernant des actions liées à la salubrité des logements ailleurs dans le monde, avec une attention particulière portée à l'Europe et aux États-Unis. Se décèle donc ici une tendance à se référer aux actions mises en place par d'autres villes afin de se comparer, de s'inspirer ou encore de faire ressortir des lacunes des villes avec lesquelles Montréal se trouve en compétition.

Les quelques centaines d'articles conservés par la Commission du logement salubre peuvent être rassemblés en trois groupes distincts : 1) les articles généraux, discutant de façon assez large de la question du logement, des lois canadiennes et québécoises sur cet enjeu ainsi que des données statistiques sur les liens entre chômage et logement; 2) les articles traitant spécifiquement du cas de Montréal, faisant un suivi des discussions politiques municipales, du

---

<sup>33</sup>*ibid.*, Dossier coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02.

<sup>34</sup>*ibid.*, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, *Notes personnelles du Secrétaire Gérard Robert, notaire*.

<sup>35</sup>*ibid.*, *Lettre de Gérard Robert au directeur du Toronto Star*, 19 août 1938, 16 septembre 1938.

nombre de sans-logis et relatant la vie dans les taudis<sup>36</sup>; 3) les articles portant sur les actions entreprises dans le reste du Canada et à l'international, montrant les plans visant à venir en aide aux habitants des taudis et à rénover des quartiers qualifiés de vétustes. On remarque dans cette catégorie également de nombreuses critiques de l'administration municipale par des comparaisons peu avantageuses de la situation locale à celle d'autres villes.

Les articles généraux parus dans les journaux montréalais à la fin des années 1930 dressent, la plupart du temps, un portrait global de la situation. Loin des éditoriaux qui sont réservés aux critiques de l'administration et à l'apologie des actions menées à l'étranger, ces articles, souvent sans auteur, sont plutôt courts et fondés essentiellement sur des statistiques<sup>37</sup>. Leur importance n'en est pas moins grande puisqu'au cœur de ces articles se trouvent des messages que les médias tentent de faire passer à la population. Par exemple, lorsqu'une nouvelle loi fédérale sur l'habitation entre en vigueur en juillet 1938, *La Presse* en profite pour rappeler que « Le dernier mot de tout cela reste à la population elle-même<sup>38</sup> ». Retirant aux autorités municipales le rôle actif qu'elles devraient pourtant avoir, *La Presse* renvoie la balle dans le camp des citoyens qui devraient se charger eux-mêmes de profiter des « accommodements offerts et de mettre le mouvement en marche<sup>39</sup> ». Nous verrons plus loin que ce genre de discours est largement partagé par les membres de la Commission du logement salubre et qu'il influencera durablement le déroulement de ses discussions et de ses plans d'action.

On se soucie également de rapporter les conditions de vie dans les taudis montréalais. À ce sujet, les exemples ne manquent pas et certains journalistes se lancent dans de grandes descriptions afin de mettre au jour la triste réalité de familles s'entassant « pêle-mêle dans des réduits où nous n'oserions pas loger nos animaux<sup>40</sup> » :

---

<sup>36</sup> On note dans cette catégorie une grande part de critiques de l'administration municipale et un regard bien souvent négatif sur les taudis et leurs habitants.

<sup>37</sup> *ibid.*, Dossier coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02. Ces articles sont souvent rédigés par des correspondants à Ottawa, Toronto, etc., ou encore proviennent d'autres journaux basés ailleurs au pays.

<sup>38</sup> *ibid.*, [s.a], « Les constructions d'habitations », *La Presse*, 19 juillet 1938.

<sup>39</sup> *ibid.*

<sup>40</sup> *ibid.*, [s.a], « La plaie des taudis », *Le Devoir*, 29 août 1938.



Maison : 15 pieds de profondeur par 7 pieds et demi de large; 7 de hauteur; 2 pièces. Toutes les portes brûlées pour chauffer l'hiver dernier. Bâtie dans un fond de cour, au sein du quartier le plus peuplé de Montréal. La seule fenêtre de la maison ouverte sur un passage de 8 pieds de large avec, comme horizon, un mur de brique. Là-dedans, 7 personnes : le père, la mère, 5 enfants, le plus vieux 6 ans, le cadet 3 mois. Comme mobilier, un lit sans matelas, un grabat innommable, une table, 3 chaises boiteuses, une fournaise. La mère tuberculeuse. Trois des enfants atteints. Les deux autres à brève échéance. Le père à la charge de l'état depuis 1930. La promiscuité la plus épouvantable. Les enfants dans une complète nudité<sup>41</sup>.

Cette description illustre certains problèmes cités dans les pages précédentes : le manque de fenestration, causant une rareté de la lumière naturelle et une déficience de l'aération rend clairement ce logement insalubre. Si on y ajoute le surpeuplement, il devient clair que cet appartement pourrait être qualifié de taudis. Cependant, malgré les normes, ce logement reste habitable aux yeux de la Ville<sup>42</sup>. Les critiques formulées par *Le Devoir*, qui s'interroge sur le genre de société qui peut laisser ses membres vivre dans de telles conditions<sup>43</sup>, participent à définir plus avant le problème du taudis en identifiant clairement quelles sont les conditions réelles d'habitation. Contrairement aux autorités municipales, qui tentent de faire entrer dans des cases précises et d'évaluer de façon mathématique et statistique des données sur le bâti, les journaux utilisent plutôt certaines réalités familiales afin de les partager avec le public et, ainsi, tenter de modifier les conditions de vie. Nous verrons au chapitre 3, que ce n'est pas que par souci d'améliorer la vie des résidents des quartiers de taudis que les médias s'emparent de ces histoires; des enjeux sociopolitiques visant à préserver l'ordre libéral de plus en plus contesté se développant en trame de fond de ces articles.

Le dernier type d'articles généraux est celui présentant principalement des informations statistiques, légales et financières. Plus techniques et moins sensationnalistes que les précédents, ceux-ci visent clairement un public informé des tractations politiques et légales et à l'affût des nouveaux projets de loi et des statistiques sur la propriété et la valeur de l'immobilier. On y relate souvent la progression des tentatives de luttes au taudis et

---

<sup>41</sup>*ibid.*

<sup>42</sup>*ibid.*

<sup>43</sup>*ibid.*

d'encouragement de l'industrie de la construction<sup>44</sup>, la valeur des prêts fédéraux aux municipalités canadiennes<sup>45</sup> ou encore des statistiques sur l'occupation des logements<sup>46</sup>. Exposant la vie de ces milliers de familles qui vivent dans une « immoralité inévitable, inhérente à leurs conditions de misère<sup>47</sup> », les médias attaquent directement les instances gouvernementales qui, inaptes à s'occuper du problème des taudis, qui toucherait toujours 25 000 logements en 1938, ne pourraient être considérées comme un « gouvernement d'ordre<sup>48</sup> ». Ce nombre impressionnant était déjà contesté par Cousineau en 1934. Il proposait plutôt qu'il y avait « peut-être à Montréal un millier de logements que l'on pourrait qualifier de très insalubres mais non 25,000 [...] »<sup>49</sup>. Ce nombre frappant cité dans le procès-verbal quatre ans plus tôt est utilisé par Eugène Doucet, auteur d'un plan d'élimination des taudis. Celui-ci se défend en expliquant avoir choisi ce chiffre puisqu'il est utilisé dans les journaux<sup>50</sup>. On décèle ainsi une certaine perméabilité entre les articles portant sur la situation du logement et les membres de la Commission du logement salubre ainsi que la pérennité dans l'esprit du public d'un chiffre impressionnant faisant la une.

Bien qu'essentielles, les données diffusées dans les journaux sont cependant vagues et touchent bien souvent la société canadienne en entier, plutôt que d'être associées directement à Montréal. Ces articles dépassent la simple présentation de l'état des logements, pour se concentrer plutôt sur des propositions ou l'étude de plans de rénovation urbaine. Certains articles portent donc sur de grands plans proposés parfois par les journalistes, mais surtout par des spécialistes, lors de visites dans la métropole. Ainsi, lorsque l'architecte et urbaniste français Eugène Beaudouin s'arrête à Montréal dans le cadre d'une série de deux conférences proposant des solutions aux divers problèmes urbanistiques de la ville, les journaux en font

---

<sup>44</sup> *ibid.*, [s.a], « Les effets de l'amélioration des logements », *La Presse*, 21 septembre 1938.

<sup>45</sup> *ibid.*, [s.a], « \$25,803,044.91 ont été prêtés aux villes pour améliorer les maisons », *La Presse*, 7 octobre 1939.

<sup>46</sup> *ibid.*, [s.a], « 15% des logis occupés par les propriétaires », *La Presse*, 10 octobre 1938.

<sup>47</sup> *ibid.*

<sup>48</sup> *ibid.*, [s.a], « 25 000 taudis à Montréal », *Le Devoir*, 29 août 1938.

<sup>49</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 30 mai 1934.

<sup>50</sup> *ibid.*

une couverture complète<sup>51</sup>. Ces deux conférences présentent la situation de Montréal en proposant que trois enjeux minent la ville : les problèmes de circulation routière, la présence d'îlots insalubres et le manque d'espaces libres<sup>52</sup>. Pour Gabriel Rioux, dont la thèse de doctorat porte sur le (re)développement de l'urbanisme à Montréal de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le plan de Beaudouin est bien simple, il s'agit de penser le territoire « sous la forme de relations entre espaces libres et construits<sup>53</sup> ».

Beaudouin participe ainsi à la construction du concept de taudis et de quartier en détérioration en mettant en avant le facteur du manque d'espaces libres. Cette lacune dans l'aménagement de l'espace montréalais avait déjà été constatée par la Commission du logement salubre depuis quelques années<sup>54</sup>, même si aucune réalisation n'avait accompagné les plans de reconstruction. On peut cependant constater que le sujet continue d'attirer l'attention de la Commission puisque le secrétaire Gérald Robert demande et obtient une copie des conférences présentées par Eugène Beaudouin, qu'il s'empresse de faire parvenir à Omer Côté, président de la Commission en 1938<sup>55</sup>. Même si le constat était déjà fait, les conférences de l'urbaniste français attirent les journalistes qui ne se gênent guère de commenter la désastreuse situation montréalaise.

Cette propension à critiquer Montréal pour ses défauts, principalement lorsque les reproches proviennent de personnalités internationales, trouve sa source dans une forme de honte, un thème utilisé à plusieurs reprises par les journalistes de l'époque. En effet, souhaitant que la ville se présente sous ses plus beaux atours, surtout en raison des célébrations du tricentenaire de la fondation de Montréal qui approchent, les journaux de la métropole reviennent fréquemment à la charge sur ce qu'ils considèrent honteux. Ainsi, dans

---

<sup>51</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02, [s.a.], « Montréal a de grands problèmes à résoudre », *La Presse*, 24 octobre 1938 et [s.a.], « Notre région transformée en un paradis terrestre », *La Presse*, 25 octobre 1938.

<sup>52</sup> *ibid.*, [s.a.], « Montréal a de grands problèmes à résoudre », *La Presse*, 24 octobre 1938.

<sup>53</sup> Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941) : Histoire d'une refondation*, Thèse de Ph.D., Université du Québec à Montréal et Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Département d'études urbaines, Département d'histoire, 2013, p. 307.

<sup>54</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Eugène Doucet, *La démolition des taudis et la construction de logement salubres comme remède au chômage*, 1934.

<sup>55</sup> *ibid.*, Lettre de Gérald Robert à Monsieur Omer Côté, 26 octobre 1938.

son édition du 1<sup>er</sup> avril 1939, *La Presse* rappelle qu'à moins d'un mois de la date traditionnelle des déménagements, plusieurs chômeurs peinent à se trouver un logis en raison du manque de logements disponibles, mais également du refus de la Commission du chômage de payer une plus grande part des loyers exigés<sup>56</sup>. L'auteur tente d'en appeler à la fierté des dirigeants en soulignant que « ce n'est pas un honneur pour la métropole du Canada de voir des familles se loger dans des magasins ou des taudis inhabitables, surtout à la veille de la venue du roi aussi bien qu'au point de vue humanitaire<sup>57</sup> ».

On fait également référence dans les médias écrits à la rareté des logements et au nombre de plus en plus élevé de logis pouvant être qualifiés d'insalubres<sup>58</sup>. Pourtant, malgré ces nombreux appels, tant la Commission du logement salubre que la Commission métropolitaine continuent de nier la présence de taudis à Montréal. Pour ces deux organismes, le problème principal n'est pas la qualité des logements, mais bien leur nombre<sup>59</sup>. La Commission métropolitaine refuse ainsi d'utiliser le terme « taudis », problème déjà évoqué au sein de la Commission du logement salubre, tout en reconnaissant que « s'il n'existe pas de taudis à proprement parler, nombre de logis sont dans un état pitoyable<sup>60</sup> ». Malgré le fait que les membres de ces commissions nient le problème, il n'en demeure pas moins qu'ils ont raison d'ajouter que le manque de logements est un fléau. Les médias font d'ailleurs une vaste couverture de la situation entourant le 1<sup>er</sup> mai, date traditionnelle des déménagements : les journaux sont rapidement remplis d'articles portant sur les difficultés qu'éprouvent les familles de chômeurs à se trouver un toit<sup>61</sup>.

Finalement, en ce qui a trait aux représentations montréalaises de la situation du logement, les journaux participent pleinement à l'exposition de la vie dans les taudis. Nous avons déjà évoqué quelques exemples de descriptions de ces conditions. S'y ajoutent plusieurs

---

<sup>56</sup>*ibid.*, Dossier coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02, [s.a.], « Difficulté du chômeur à se trouver un logis », *La Presse*, 1 avril 1939.

<sup>57</sup>*ibid.*

<sup>58</sup>*ibid.*, [s.a.], « 3000 Montreal Houses Declared Unfit for Use », *Montreal Star*, 25 janvier 1938, [s.a.], « Une grande rareté de logements pas chers », *La Patrie*, 26 janvier 1938, [s.a.], « Des milliers de chômeurs sans logis », *La Presse*, 23 avril 1938.

<sup>59</sup>*ibid.*, [s.a.], « Contradiction au sujet de l'état du logement » *La Patrie*, 26 janvier 1938.

<sup>60</sup>*ibid.*, [s.a.], « Logement à Montréal » *La Presse*, 27 janvier 1938.

<sup>61</sup>*ibid.*, [s.a.], « 42 familles n'ont pas de logis », *La Presse*, 3 mai 1938.

photos illustrant la réalité de la vie dans ces logements insalubres. Les médias n'hésitant pas à utiliser le mot taudis, on en apprend davantage sur les critères adoptés par ceux-ci pour affubler d'une telle épithète une habitation. On constate un rapport direct entre maison en fond de cour – donc moins bien éclairée et ventilée – et le qualificatif taudis. On y déplore également les conditions hygiéniques de maisons situées près d'une écurie, aux abords d'une ruelle ou de tout autre endroit où « l'entourage est pour le moins sordide<sup>62</sup> ».

Cet intérêt pour la maison en fond de cour n'est pas nouveau, bien au contraire. Luc Carey souligne que ce type d'habitation est en déclin depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à Montréal<sup>63</sup>. Il énonce certaines conditions qui ont mené à sa disparition et fait émerger les éléments qui permettent aux journaux de les qualifier de taudis. Il propose d'abord que la réglementation municipale a toujours eu comme objectif d'augmenter la capacité publique de gérer la vie et les activités dans les cours arrière des maisons. Ces habitations devenaient donc un objet permettant aux autorités municipales d'augmenter leur contrôle sur cet espace<sup>64</sup>. Par l'ajout de règlements touchant la distance minimale devant être conservée entre toute construction et la fin d'un lot, Montréal pouvait interdire les logements en fond de cour dans le but avoué d'assainir l'espace, ces maisons étant mal ensoleillées et mal ventilées en raison de leur localisation à l'étroit entre d'autres bâtiments ou trop près de la ruelle<sup>65</sup>.

Bref, les journaux utilisent grandement la situation pour tenter d'influencer les décideurs, avec des résultats plus ou moins concluants selon les cas et les sujets traités. Pourtant, un type d'articles semble atteindre particulièrement la Commission du logement salubre, principalement son secrétaire qui ne tarde pas à amasser une foule de documents sur le sujet. Il s'agit des articles traitant des avancées canadiennes et internationales sur la question du logement. Que les progrès extérieurs soient utilisés par les journaux pour discréditer le travail de la Ville ou simplement pour transmettre aux lecteurs les découvertes et tentatives de solutions aux problèmes de logement, chaque article est conservé dans les

---

<sup>62</sup>*ibid.*, [s.a.], « La vie dans les taudis de Montréal », *La Presse*, 28 janvier 1938.

<sup>63</sup> Luc Carey, « Le déclin de la maison de fond de cour ? Montréal, 1880-1920 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 31, n° 1, (2002) p. 19-36.

<sup>64</sup>*ibid.*, p. 28.

<sup>65</sup>*ibid.*

archives de la Commission et le secrétaire Robert entre même en contact à plusieurs reprises avec des journaux étrangers afin d'obtenir davantage d'informations. Les innovations internationales dans le domaine du logement intéressent au plus haut point les médias et les élus montréalais. Comme le rappelle fort justement Pierre-Yves Saunier dans *Another Global City*, le concept de mondialisation et les réseaux d'échanges entre les villes ne sont pas de nouveaux phénomènes, mais bien d'anciennes réalités camouflées dans un processus ayant menée les villes à se dé-mondialiser puis à se re-mondialiser<sup>66</sup>. Cette recherche d'innovations, ou à tout le moins d'inspirations, par les membres de la Commission du logement salubre, trouve sa source dans un esprit de compétition entre les villes, tant canadiennes qu'internationales. Cette compétition participe à la conceptualisation du terme taudis en incitant les autorités à puiser à l'extérieur de la ville pour définir et illustrer la situation montréalaise.

Il n'est par ailleurs pas anodin d'identifier un esprit de compétition inter-municipale durant les années 1930, la période de l'entre-deux-guerres étant charnière en ce qui a trait au rôle de Montréal dans l'économie canadienne. En effet, son titre de métropole du Canada est alors remis en question par l'émergence de métropoles régionales telles que Winnipeg et Vancouver, mais surtout par la progression fulgurante de l'économie ontarienne et, *de facto*, de Toronto<sup>67</sup>. Cette dernière double Montréal au niveau des transactions boursières au cours de la décennie, ce qui officialise un écart entre les deux villes qui ne cessera de s'accroître dans les années suivantes<sup>68</sup>. Les journaux de l'époque n'hésitent pas à utiliser cette rivalité grandissante afin de mettre en lumière certains choix effectués par Montréal dans la gestion des problèmes de logement ou encore dans l'utilisation des fonds offerts par le gouvernement fédéral. Ainsi, Louis Dupire, du journal *Le Devoir*, met en lumière l'évolution de la situation du logement à Toronto soulignant que la ville-reine s'inquiète de la baisse du nombre de propriétaires par rapport au nombre total de logements<sup>69</sup>. Le titre de l'article, « Toronto

---

<sup>66</sup> Pierre-Yves Saunier, « Introduction, Global City Take 2: A View from Urban History » dans Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, dir., *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 6.

<sup>67</sup> Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 286.

<sup>68</sup> *ibid.*, p. 287.

<sup>69</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier coupures de presse (1938-1940), Boite 099-01-06-02, Louis Dupire, « Toronto s'alarme, mais Montréal dort », *Le Devoir*, 23 mars 1939.

s'alarme, mais Montréal dort » indique clairement une intention de montrer la lucidité des autorités torontoises par rapport aux montréalaises. Dans cet article, Dupire souligne la triste situation de la petite propriété à Montréal en rappelant que le nombre de propriétaires par rapport aux locataires y est bien plus faible qu'à Toronto et qu'ils ressentent malgré tout le besoin d'agir afin de régler le problème. Il ajoute, dans un argumentaire typiquement nationaliste que la taille des familles et, donc, l'avenir de la race canadienne-française seraient en jeu dans cette situation d'entassement des locataires et de diminution du nombre de propriétaires<sup>70</sup>. À ces critiques sur les modes d'habitation s'ajoutent des articles illustrant le retard montréalais dans l'utilisation des fonds fédéraux : dans un bref entrefilet, *La Presse* indique que Toronto double Montréal pour le nombre de prêts octroyés dans le cadre d'un programme visant l'amélioration des habitations<sup>71</sup>.

L'intérêt historique posé par ces articles va bien au-delà des informations qu'ils contiennent, souvent de simples statistiques ou critiques éditoriales. Ce qui rend ces écrits essentiels est l'illustration qu'ils offrent de la formation des idées concernant le logement à Montréal. Pour Marjatta Hietala, pionnière de la théorisation du transnationalisme municipal, il est clair que la compétition entre les villes, tant au niveau national qu'international, stimule la création, la diffusion et le développement des services publics<sup>72</sup>. Selon cette auteure, comprendre les processus de partage, d'imitation et d'influence entre les villes permet de mettre en lumière les motifs derrière les prises de décisions officielles<sup>73</sup>. Étaler au grand jour dans les journaux les progrès d'autres villes devient ainsi un moyen pour les médias montréalais de montrer les lacunes de l'administration montréalaise et de cibler des objectifs précis en présentant les innovations urbaines ailleurs au pays et dans le monde. C'est cette rivalité qui, selon Hietala, incite les villes à mettre en avant leurs réussites et à diffuser ces succès auprès des municipalités avec lesquelles elles entretiennent une saine rivalité<sup>74</sup>. Participant pleinement à cette diffusion des innovations et autres actualités internationales, les médias montréalais présentent quotidiennement les développements dans le monde du

---

<sup>70</sup>*ibid.*

<sup>71</sup>*ibid.*, [s.a.] « Toronto double Montréal », *La Presse*, 29 mars 1939.

<sup>72</sup>Marjatta Hietala, *Services and Urbanization at the Turn of the Century: The Diffusion of Innovations*, Helsinki, Finnish Historical Society, 1987, p. 69.

<sup>73</sup>*ibid.*

<sup>74</sup>*ibid.*, p. 395.

logement. Du simple entrefilet à l'article de fond, en passant par la reproduction d'articles provenant de la presse étrangère, on trouve dans les archives de la Commission une vaste collection d'extraits de journaux touchant la question du logement salubre. La recherche et la conservation de ces articles par la Commission témoignent de l'importance accordée aux critiques et propositions en matière de logement. Leur présence dans les archives de cette institution suggère une influence non-négligeable des innovations étrangères dans la construction du problème posé par les taudis à Montréal.

Les principales sources d'inspiration ou de compétition sont sans surprise les voisines continentales New York et Toronto, ainsi que plusieurs villes de Grande-Bretagne. Les médias abordent les enjeux de deux façons : l'invitation à éviter les erreurs commises dans d'autres villes et les encouragements à imiter certaines actions entreprises. Dans les deux cas, on peut déceler une critique de l'évolution du dossier à Montréal. On invite par exemple, en 1938, les autorités municipales à éviter de tomber dans le piège de construire des « *block apartments* », véritables « termitières humaines, qui déplaisent aux anglais eux-mêmes<sup>75</sup> ». Cet avertissement est accompagné de descriptions des tristes conditions de vie dans ces logements et d'une incitation à bâtir des habitations pour les logés, pas l'inverse<sup>76</sup>. Dans le même type d'articles, on relate la venue de Sir Raymond Unwin, expert urbaniste anglais, qui critique abondamment le mode de construction de logement pour la classe ouvrière en Amérique du Nord<sup>77</sup>. Faire un suivi des décisions prises ailleurs permet, comme nous l'avons souligné, de construire davantage la notion de taudis. Ainsi, lorsque New York met en place un grand plan d'assainissement urbain visant à remettre les chômeurs au travail, on peut voir certaines idées émerger : visant un nettoyage de la ville par l'élimination des déchets, New York autorise les employés à entrer dans les domiciles privés où ceux-ci s'accumulent<sup>78</sup>.

Cette façon de percevoir l'accumulation de déchets comme une tare n'a, bien sûr, rien d'original. Cependant, on constate qu'à la fois les journaux et les membres de la Commission

---

<sup>75</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02, [s.a.],

« Des briques seules ne constituent pas un foyer », *Le Devoir*, 19 août 1938.

<sup>76</sup> *ibid.*

<sup>77</sup> *ibid.*, [s.a.], « Poor Housing is Condemned », *Montreal Star*, 29 mars 1939.

<sup>78</sup> *ibid.*, [s.a.], « On affectera \$21,321,400 au nettoyage de New York », *La Presse*, 23 novembre 1938.



considèrent importantes ces informations sur les objectifs d'élimination visés par New York. Ces exemples, en plus de participer à la construction de la définition, ou à la perception, de certains types d'habitations ou de façons d'habiter comme étant des nuisances, permettent à la Commission du logement salubre et à la Division de la salubrité de produire des outils d'enquête et d'inspection afin de comprendre encore davantage l'ampleur du problème du logement à Montréal.

## **1.2 Recenser, comptabiliser et organiser : de l'importance de comprendre le problème**

La difficulté à définir le terme taudis au courant des années 1930 ne limite cependant pas Montréal dans sa volonté de contrôler la qualité des habitations sises sur son territoire. Pour ce faire, les autorités municipales poursuivent un travail d'inspection débuté durant la décennie précédente en y ajoutant diverses informations et en effectuant un suivi de l'évolution de la condition des logements. L'illustration la plus efficace de cette quête d'informations et de statistiques sur la salubrité des logements est sans doute l'utilisation des casiers sanitaires.

Nikolas Rose et Thomas Osborne ont déjà démontré l'importance que prend la création de savoirs liés à la ville<sup>79</sup>. Ils suggèrent que l'administration municipale doit créer ces connaissances afin de pouvoir faire émaner la réalité de la ville. Ainsi, les villes créent des méthodes de recensements, d'analyses et de diffusion des informations glanées par des inspecteurs afin de montrer et de comprendre la vie urbaine<sup>80</sup>. Abordant directement la question du logement, les deux auteurs soulignent que l'espace habité devient rapidement un lieu privilégié d'inspection gouvernementale. Au-delà de la simple ingérence dans les questions sexuelles, morales et de la natalité, les dirigeants municipaux voient le logement comme lieu de développement biopolitique et les résidents comme des créatures vivantes à

---

<sup>79</sup>Nikolas Rose et Thomas Osborne, « Governing Cities: Notes on the spatialisation of virtue », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 17, 1999, 737-60.

<sup>80</sup>*ibid.*, p. 739.

analyser<sup>81</sup>. L'habitat de ces « créatures » doit donc être étudié minutieusement afin de mettre au jour la réalité de ces individus et d'en faciliter la gestion.

Les casiers sanitaires utilisés par les ingénieurs sanitaires de la Ville de Montréal remplissent ce rôle d'outil de création de savoirs urbains. Leur analyse permet d'exposer les aspects du cadre bâti montréalais que souhaitait contrôler l'administration municipale, par l'entremise de son Service de santé. La figure 1 montre un exemple de fiche à remplir par les employés de la Division de la salubrité dans le cadre de ces enquêtes. On constate la quantité importante de données ainsi compilées. Ces données permettent de mieux comprendre quels aspects de la vie dans les logements la Ville souhaitait connaître, contrôler et dans les cas les plus graves, éliminer. On remarque un intérêt marqué à la fois pour l'environnement et pour ses composantes physiques : on y dénombre les écuries, les tavernes et les usines situées dans le même pâté de maisons<sup>82</sup>. Au niveau des logements, les inspecteurs doivent noter le nombre de résidents, le nombre de pièces et le nombre de personnes par pièce. On y recense également les caves habitées, les chambres noires, les pièces insuffisamment éclairées, les magasins habités, les logements sans baignoire, les logements jugés malpropres et les logements dont le toit n'est pas égoutté par l'extérieur<sup>83</sup>.

---

<sup>81</sup> *ibid.*, p. 745.

<sup>82</sup> AVM, FCCHLM, Série 5 Références du comité consultatif, Dossier 3 Rapports, Boîte 108-02-05-01, Service de Santé, *Casier sanitaire*, 1945.

<sup>83</sup> *ibid.*

**CASIER SANITAIRE**  
SERVICE DE SANTÉ — DIVISION DE L'INSPECTION SANITAIRE

Date 4-1-53 Inspection: 1945 Quartier CREMAZIE WARD  
Compilation: 1945

BATIMENTS DIVERS				Sup. en acres		Zone domiciliaire		NORD	
B	P			B	P				
Églises		Industriels		3					
Éducationnels		Boutiques							
Polices		Bureaux		1					
Pompiers		Entrepôts							
Hôpitaux		Garages privés							
Salles		Garages publics							
Théâtres		Écuries privées							
Clubs		Écuries publ.							
Comm. aliments		Bains							
Comm. divers	4	Population	360						
Institutions		Hommes							
Hôtels		Femmes							
Tavernes		Enfants							
Restaurants	1								

NATIONALITÉS		REMARQUES:		Zone commerciale		Zone industrielle		SUD	
Canadiens-Français	Canadiens-Anglais	B — occupe tout le bâtiment	P — occupe une partie du bâtiment						

QUADRILATÈRE No. BLOCK NO 10  
INSPECTEUR No. \_\_\_\_\_

Rue ONTARIO E  
Rue DE MONTIGNY E

OUEST ST-LAWRENCE EST ST-DOMINIQUE

MAISONS D'HABITATION	Batiments	Logements	Partie de log. occ. pour com.	No. de pièces	No. familles	Maisons de chambres	No. de chambres	No. de pièces par personne	Caves habitées	Chambres noires		Magasins habités	Pièces insuff. éclairées	W.C. non écl. et non vent.	W.C. non écl. et ventilés	Plomberie défectueuse	Plomberie satisfaisante	Malpropres	Log. non pourv. de baignoire	Toilettes jointes à l'extérieur	Chauffage		Éclairage	
										Habitées	Non habitées										Eau ch. ou vap.	Poêles mobiles	Élec-tricité	Autres modes
Maisons de rapport																								
Maisons individuelles																								
Maisons jumelles																								
Plain-pied	156	6	27	139	28	1	20.90	2						4	15				12			27	27	
Maisons à logements et com. combinés	204	14	28	184	28	11	95.11	21						5	13				11	5		22	28	
Autres maisons																								
TOTAUX	360	20	55	323	56	12	97.00	(63)						9	28				23	5		6	49	55
Moyennes générales																								

6 pers. par fam.

8-2-13, 3M-12-45-59552

Figure 1 : Casier sanitaire. AVM, FCCHLM, Série 5 Références du comité consultatif, Dossier 3 Rapports, Boîte 108-02-05-01, Service de Santé, *Casier sanitaire*, 1945.

Ce travail de compilation en est un de longue haleine pour la Division puisqu'elle entreprend de monter les casiers sanitaires des habitations montréalaises dès le début des années 1920<sup>84</sup>. À la fin de cette décennie, le rapport annuel nous apprend que cette série d'inspections visant à dresser un portrait de l'état des logements est terminée. C'est pourtant à partir de cette date que le véritable travail débute. En effet, le recensement de la condition des habitations étant maintenant fait, il faut dorénavant intervenir. C'est à ce suivi de l'évolution de la situation que s'attaquera tout au long des années 1930 la Division de la salubrité<sup>85</sup>. Ainsi, les rapports annuels de cette branche du Service de santé nous permettent de voir, au-delà de

<sup>84</sup> AVM, Fonds Service de santé, Série 2 Rapports annuels, Boîte 09-03-02-02, Dossier 007 Rapports annuels 1928-1930, Service de santé, *Rapport annuel* 1929, p. 113.

<sup>85</sup> *ibid.*

la simple recension de l'état des logements, à quoi s'attaque réellement la Ville et, de cette façon, de mieux percevoir ce qu'elle considère comme une nuisance à éliminer. Grâce à cette identification, nous pouvons nous approcher davantage de la définition de taudis telle qu'elle pouvait être perçue par les autorités municipales.

De la multitude de données compilées par les enquêteurs dans les casiers sanitaires, seulement trois semblent être jugées assez importantes pour être notées dans les rapports annuels déposés au conseil municipal : les caves habitées, les chambres noires et les logements jugés insalubres<sup>86</sup>. Ces rapports, en plus de montrer l'évolution du nombre de chambres noires et de faire le suivi de leur condamnation, rapportent le nombre d'avis de non-conformité émis en lien avec ces pièces sans éclairage ni ventilation. On y note également le nombre de chambres noires corrigées à la suite des inspections de la Division. Ces interventions municipales portent fruits puisque le rapport annuel de 1933 dénombre 372 chambres noires occupées<sup>87</sup> contre seulement 58 en 1940<sup>88</sup>. Pour les inspecteurs, le problème des chambres noires semble réglé dès 1935 alors que l'on atteint un sommet dans le nombre de chambres placardées (876) et corrigées (292)<sup>89</sup>. Par la suite, la Division cesse complètement d'intervenir pour bloquer l'accès ou corriger ces pièces problématiques, bien qu'on distribue tout de même une moyenne de 47 avis par année jusqu'à la fin de la décennie<sup>90</sup>.

Les casiers sanitaires se révèlent donc utiles pour évaluer la qualité des habitations montréalaises, en plus de fournir au Service de santé plusieurs données sur les aspects physiques du cadre bâti. Ces informations récoltées par des inspecteurs permettent aux autorités municipales de mieux intervenir et, surtout, de mieux définir la notion de taudis et de tracer une limite de plus en plus claire entre salubrité et insalubrité. Pour parvenir à tracer cette mince ligne, la Division profite pleinement de la professionnalisation des ingénieurs sanitaires qui, formés dans les grandes écoles d'hygiène publique américaines, amènent crédibilité et

---

<sup>86</sup>*ibid.*, Dossiers 007-013, Rapports annuels 1928-1937.

<sup>87</sup>*ibid.*, Dossier 009 Rapports annuels 1931-1933, Service de Santé, *Rapport annuel 1933*, p. 182.

<sup>88</sup>*ibid.*, Boîte 09-03-02-03, Dossier 015 Rapports annuels 1938-1940, Service de santé, *Rapport annuel 1940*, p. 156.

<sup>89</sup>*ibid.*, Boîte 09-03-02-02, Dossier 013 Rapports annuels 1935-1937, Service de santé, *Rapport annuel 1935*, p. 125.

<sup>90</sup>*ibid.*, Boîte 09-03-02-02 et 09-03-02-03, Dossiers 013-015, Rapports annuels 1937-1940.

bonnes pratiques. Cette professionnalisation influence la façon d'aborder l'enjeu de l'insalubrité puisque les ingénieurs sanitaires tendent à rester dans l'analyse de la structure du bâti plutôt que d'intervenir sur les modes d'habitation. Ceci s'explique par le sentiment d'urgence qui frappe l'administration publique quant à la gestion des inconvénients causés par un développement rapide de la ville et qui la mène, durant le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, à embaucher de plus en plus d'ingénieurs qualifiés<sup>91</sup>. Le principal point d'entrée de ces nouveaux employés est la Division de la salubrité dirigée alors par Aimé Cousineau, n'ayant pas lui-même de formation en génie sanitaire<sup>92</sup>. Cette lacune dans la formation du directeur de la Division est comblée par une formation suivie au États-Unis grâce à une bourse octroyée par la Ville<sup>93</sup>.

Ce système de bourses décernées aux ingénieurs pour parfaire leur formation à l'étranger, principalement aux États-Unis, devient rapidement la norme. Selon Robert Gagnon et Natasha Zwarich, cette situation s'explique par le fait que le programme offert à l'École polytechnique en génie sanitaire ne mène pas au titre d'ingénieur sanitaire<sup>94</sup>. Leur étude montre que pratiquement tous les finissants ayant fait carrière comme ingénieur sanitaire ont dû obtenir un diplôme supplémentaire dans une grande école américaine<sup>95</sup>. Le Massachusetts Institute of Technologies (MIT) et l'École d'hygiène publique de l'Université Harvard sont alors les endroits privilégiés pour la spécialisation du personnel. Les rapports annuels du Service de Santé montrent que des bourses continuent d'être octroyées à bon nombre d'employés au rythme soutenu d'une ou deux par année, tout au long de la décennie 1930<sup>96</sup>. L'école d'hygiène de l'Université John-Hopkins et l'Université Columbia s'ajoutent alors comme lieu de perfectionnement professionnel.

---

<sup>91</sup> Robert Gagnon et Natasha Zwarich, « Les ingénieurs sanitaires à Montréal, 1870–1945 : lieux de formation et exercice de la profession. » *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 37 n° 1, 2008, p. 14-16.

<sup>92</sup>*ibid.*, p.14.

<sup>93</sup>*ibid.*

<sup>94</sup>*ibid.*, p. 13.

<sup>95</sup>*ibid.*

<sup>96</sup> AVM, Fonds Service de santé, Série 2 Rapports annuels, Boîte 09-03-02-02 et 09-03-02-03, Dossiers 007-015, *Rapports annuels 1928-1940*.

## *Recevoir et partager les innovations techniques et scientifiques*

Ces séjours à l'étranger visant à développer des compétences plus précises et utiles pour le travail exigé à la Division sont des moments propices pour tisser des liens avec des spécialistes internationaux et pour participer à différentes formes d'échanges techniques et scientifiques. De retour à Montréal, les experts municipaux peuvent mieux intégrer la Ville dans ces réseaux de partage de savoir-faire et de connaissances. Marjatta Hietala identifie à ce sujet quatre modes de diffusion des innovations : 1) l'embauche d'experts étrangers; 2) les voyages d'études et les contacts personnels; 3) la référence à des études, publications et statistiques internationales; 4) les expositions et les congrès internationaux<sup>97</sup>. Ces différentes façons de partager les avancées et découvertes seront largement utilisées par les agents de la Ville de Montréal liés de près ou de loin à la question du taudis. Nous avons déjà pu observer que les médias réfèrent abondamment aux nouvelles étrangères les concernant, que ce soit pour comparer, critiquer ou inspirer les décideurs. Ils ne sont cependant pas les seuls à s'intéresser aux progrès et aux innovations provenant de l'extérieur de la province.

L'administration municipale, tout comme les acteurs civils, semble porter une attention particulière à l'expertise étrangère, qu'elle soit canadienne ou internationale. La recherche internationale sur les questions d'urbanisme, de logement et d'aménagement permet de développer un discours s'ancrant directement dans les grandes tendances mondiales et de faire de Montréal une ville moderne. C'est ainsi que la Ligue du progrès civique et le *Board of Trade*, dans un comité conjoint visant à produire une enquête sur le logement et la suppression des taudis, consultent une multitude d'experts : Sir Raymond Unwin, ancien haut fonctionnaire spécialiste du logement et de l'urbanisme au ministère de la Santé britannique; le Dr. Ernst Kahn, représentant de la Ville de Frankfort et administrateur de *Frankfort Housing* en Allemagne; Ernest J. Bohn de Cleveland en Ohio, président de la *National Association of Housing Officials of America*<sup>98</sup>. Ces trois experts sont chaleureusement remerciés par le Comité pour leur déplacement à Montréal dans le cadre de cette enquête civile. Cette

---

<sup>97</sup>Marjatta Hietala, *op cit.*, p. 38.

<sup>98</sup>AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee of the Montreal Board of Trade and the Civic Improvement League, *A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, mars 1935, p. 2.

recherche de conseils et d'innovations s'ajoute à l'expertise interne de ce comité conjoint où siègent déjà des personnalités considérées comme des sommités dans leurs domaines respectifs, que l'on pense au professeur de l'Université McGill Grant Fleming, professeur de santé publique et de médecine préventive, ou à Percy E. Nobbs, architecte-urbaniste de renommée mondiale<sup>99</sup>.

Les nouvelles internationales et la présence en sol montréalais d'experts étrangers attirent l'attention des médias qui en font bien souvent une couverture complète, comme nous l'avons vu précédemment dans le cas de la visite de l'architecte-urbaniste Eugène Beaudoin. Les revues spécialisées ne sont pas en reste lorsqu'il est question de couvrir les avancées techniques et les innovations dans le domaine du logement et de l'aménagement urbain. La diffusion de ces progrès est l'objectif principal de la *Revue municipale du Canada*, une publication mensuelle destinée à un public de fonctionnaires municipaux de langue française. La *Revue* propose ainsi à ses lecteurs une couverture complète de l'actualité municipale et offre une gamme de services pour les administrations locales qui inclut la consultation pour obtenir « des renseignements et le fruit de l'expérience municipale<sup>100</sup> ». Selon Gabriel Rioux, le comité éditorial de la revue offre son « soutien indéfectible à la cause de l'urbanisme et du logement » et milite « ardemment au côté des experts montréalais » faisant ainsi écho « à toutes les revendications du milieu : de la réforme municipale en passant par la politique du logement et l'adoption d'une législation d'urbanisme<sup>101</sup> ». En plus d'un article mensuel du Dr Baudouin sur les questions d'hygiène, la revue expose les problèmes de logements ailleurs au pays et offre des comptes-rendus de conférences présentées dans différentes villes<sup>102</sup>. Ainsi, ces médias spécialisés participent à la circulation des idées et permettent aux dirigeants montréalais de développer une nouvelle vision de la question du logement et de l'hygiène basée sur des expériences extérieures.

---

<sup>99</sup> *ibid.*, p. 3.

<sup>100</sup> [s.a.], [s.t.], *La Revue municipale du Canada*, vol. 1, n° 1, juin 1923, p. 2.

<sup>101</sup> Gabriel Rioux, *op cit.*, p. 199.

<sup>102</sup> [s.a.], « L'hygiène municipale » *La Revue municipale du Canada*, vol. 1 n° 6, novembre 1923, p. 205; Chouinard, F.-X., « Administration civique et urbanisme » *La Revue municipale du Canada*, vol. 7, juillet 1929, p. 148-153; Arthur Gaboury, « Causerie sur la sécurité publique », *La Revue municipale du Canada*, vol. 9, janvier 1931, p. 6.

L'intérêt des membres de la Commission du logement salubre pour l'expertise internationale et les récits d'expériences d'outre-mer est également perceptible dans ses procès-verbaux. On note, par exemple, l'obtention par le secrétaire d'un volume traitant de la question des taudis au Royaume-Uni incluant une liste des règlements et lois s'y attaquant<sup>103</sup>. Ce document, prêté par Armand Dupuis, avait été obtenu lors d'un voyage d'études mené à Londres quatre ans plus tôt pour la Ville de Montréal. En 1934, Armand Dupuis rendait compte à la Commission de ses découvertes : un plan de revitalisation des quartiers vétustes passant par l'achat de terrains, la démolition et la reconstruction de logements avec des prix assez bas<sup>104</sup>. On y note également l'intention de retenir les services de Jacques Gréber, urbaniste français, dans le but de concevoir un plan d'aménagement de la ville<sup>105</sup>, cette réalisation se voulant un préalable à la reconstruction des logements vétustes. Ces références externes sont essentielles à la production de nouveaux savoirs et permettent de formuler des hypothèses et de faire des comparaisons entre les villes, ouvrant la porte à des succès dans les questions d'aménagement qui seront ensuite répétés et adaptés ailleurs dans le monde<sup>106</sup>.

Pour parvenir à comprendre les enjeux découlant du taudis et de l'urbanisme dans les grandes villes, les membres de la Commission utilisent également des informations publiées dans des magazines, des revues scientifiques et dans divers documents officiels. Le secrétaire Gérald Robert se montre particulièrement efficace dans sa recherche de documentation internationale. Dès son embauche, celui-ci s'attèle à la lourde tâche d'obtenir le maximum de données concernant les taudis et autres formes de logements vétustes. Oslo, Stockholm, Copenhague, Berlin, Londres, Genève, Paris, Washington, New York, Toronto, Winnipeg, presque toutes les grandes villes du Canada, d'Europe et de la côte est américaine sont contactées dans le but d'en apprendre davantage sur leurs méthodes d'intervention en matière de logement<sup>107</sup>. Le taux de réponse positive avoisinant les 100%, la Commission reçoit rapidement de nombreuses sources de documentation. Ces données incluent des statistiques

---

<sup>103</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-17, *Procès-verbal*, 3 février 1938.

<sup>104</sup> *ibid.*, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 19 juin 1934.

<sup>105</sup> *ibid.*, *Procès-verbal*, 26 mai 1934.

<sup>106</sup> Marjatta Hietala, « Epilogue: Cities, Competition, and Cooperation. Prospect meets Retrospect » dans Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, *dir.*, *op cit.*, p. 187.

<sup>107</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02.



sur le logement<sup>108</sup>, des plans de revitalisation<sup>109</sup>, des rapports gouvernementaux<sup>110</sup>, des livres d'urbanismes, etc. Cette recherche, et l'obtention de documents, exposent la forte sensibilité des membres de la Commission à la question de la diffusion des connaissances urbanistiques. Elle montre également le mode de construction transnationale de l'idée de taudis et de gestion de la salubrité des quartiers. Ce type de discours sur la question prend sa source dans ces échanges de données et d'expertises s'inscrivant dans un réseau mondial d'interconnexions techniques et professionnelles<sup>111</sup>. C'est entre autres grâce à ces échanges que les membres peuvent avancer l'idée que Montréal ne compte pas, ou très peu, de taudis. Cette façon d'utiliser les connaissances internationales pour montrer Montréal comme étant plus avancée au niveau de la qualité de son parc résidentiel illustre bien à quel point la compétition entre les villes peut être vive. En effet, malgré une reconnaissance du nombre important de logements insalubres, la Commission utilise des définitions et références internationales pour décrire la réalité des taudis afin de mieux en nier, par la suite, l'existence sur son territoire.

Le dernier mode de diffusion des innovations, tel que proposé par Hietala, est la participation à des associations et des congrès internationaux. Les problèmes urbains étant partagés par l'ensemble des villes, les congrès discutant de ceux-ci, que ce soit au niveau de la salubrité des logements, de l'hygiène publique ou de l'aménagement de l'espace, sont fréquents au cours de la décennie, malgré la crise économique. Ces congrès étant des occasions idéales d'inspiration, d'imitation, de découverte de succès étrangers, ainsi que de démonstration, de promotion et de publicisation de l'expertise locale, les dirigeants montréalais y participent activement. Selon Hietala, ces rendez-vous ont historiquement été des lieux de partage de savoirs<sup>112</sup>. Gabriel Rioux, pour sa part, avance que la circulation des

---

<sup>108</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, City of Winnipeg, Health Department, *Report of the Twentieth Annual Survey of Vacant Houses and Vacant Suites in the City*, Janvier 1938.

<sup>109</sup> *ibid.*, *An Account of Recent Government and Municipal Action for the Solution of the Housing Problem* Stockholm, Suède, Août 1936.

<sup>110</sup> *ibid.*, City of Winnipeg, *Report on a Survey of Certain Selected District*, 1934.

<sup>111</sup> Shane Ewen, « Conclusion: Lots in Translation? Mapping, Molding, and Managing the Transnational Municipal moment », dans Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, *dir.*, *op cit.*, p. 176.

<sup>112</sup> Marjatta Hietala, « Epilogue: Cities, Competition, and Cooperation. Prospect Meets Retrospect » dans Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, *dir.*, *op cit.*, p. 188.

idées est intrinsèque à l'évolution de l'urbanisme<sup>113</sup>. Ce dernier suggère que lors de l'étude des questions urbanistiques, l'échelle transnationale s'impose puisqu'elle rend visible les modes de connexions et d'échanges entre les individus, les institutions et les gouvernements<sup>114</sup>.

C'est donc avec l'objectif de développer de nouvelles idées et de les adapter à la situation montréalaise que certains fonctionnaires parcourront le Canada et la côte est américaine afin de participer à ces rencontres. Une association fortement fréquentée par les experts en hygiène et salubrité de la Ville est l'*American Public Health Association*. Publiant une revue mensuelle – *Journal of the American Public Health Association* – cette organisation se veut un centre d'échange et de partage des avancées et découvertes dans le monde de la santé publique<sup>115</sup>. La Ville de Montréal se trouve au centre de certaines études publiées, mais rédigées par des spécialistes étrangers, offrant ainsi un regard extérieur sur la situation de l'hygiène et du logement montréalais<sup>116</sup>. Les professionnels montréalais participent à cette revue, en publiant des articles ou simplement comme membres, ainsi qu'aux congrès annuels de cette association couvrant l'ensemble de l'Amérique du Nord, incluant le Mexique et Cuba<sup>117</sup>. Pierre-Yves Saunier souligne que c'est précisément cette mise en place de réseaux d'interconnaissances et d'intertextualité qui donnent à ces communautés scientifiques et professionnelles leur importance en termes de ressources intellectuelles<sup>118</sup>.

Le début des années 1930 marque d'ailleurs une occasion pour Montréal de recevoir le congrès annuel de l'association, pour une rare édition tenue à l'extérieur des États-Unis. Cette édition du congrès international est légèrement moins populaire que celles en sol américain, en raison de la crise, mais également de l'absence de délégués mexicains et cubains<sup>119</sup>. Malgré tout, l'association semble satisfaite du nombre de représentants et se félicite de l'implication

---

<sup>113</sup> Gabriel Rioux, *op cit.*, p. 45.

<sup>114</sup> *ibid.*

<sup>115</sup> H.W. Hill *et al.*, « Announcement of Committee on Journal », *Journal of the American Public Health Association*, vol. 1 n° 1, janvier 1911, p. 2.

<sup>116</sup> Charles Porter, « Housing : Your Problem and Ours », *Journal of the American Public Health Association*, vol. 30, Août 1940, p. 909-914.

<sup>117</sup> *ibid.*, p. 1.

<sup>118</sup> Pierre-Yves Saunier, « Les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 : projets et ingénierie de la convergence et de la différence », *Genèses*, vol. 71, n° 2, 2008, p. 16.

<sup>119</sup> [s.a.] « The Montreal Meeting » *Journal of the American Public Health Association*, vol. 20, n° 10, octobre 1931, p. 1137-1138.

de nombreux participants européens<sup>120</sup>. Parmi la multitude de sujets présentés, une séance complète est réservée aux questions relatives au génie sanitaire. On discute entre autres de la situation du logement et de l'urbanisme au Canada, avec F.A. Dallyn, ingénieur à la Ville de Toronto, ainsi que du logement moderne et de son rapport à la salubrité, avec J.H. Fink, du *Housing Committee* de Brooklyn<sup>121</sup>. Montréal prend donc sa place dans la discussion internationale sur les questions d'hygiène et de salubrité, ces échanges transnationaux étant la pierre angulaire de l'identification et de la construction des problèmes posés par certaines situations. Les exemples de conférences et d'articles évoqués traitant de la situation montréalaise montrent bien, de plus, que le logement est l'une des grandes préoccupations au niveau de la salubrité urbaine.

### **1.3 Ce que causent les taudis : de l'importance de donner une forme visible au problème**

Le travail de définition du problème posé par les taudis de Montréal ne serait guère complet sans que la question des habitudes de vie des habitants de ces résidences ne soit abordée. Si l'état du cadre bâti, sa détérioration et ses lacunes sanitaires ont été étudiés dans les pages précédentes, les conséquences de ceux-ci sur la vie quotidienne restent cependant à définir. En effet, les quartiers de taudis, ou à risque de détérioration, semblent, pour les élites libérales montréalaises, avoir un impact direct sur certains comportements et phénomènes. L'enquête menée au milieu de la décennie par la Ligue du progrès civique de concert avec le *Board of Trade* étudie cette question de front et participe à enraciner plus profondément une forme de discours représentant les habitants de ces quartiers vétustes comme des masses malades, désorganisées, délinquantes et immorales.

La vaste étude menée par ces deux organismes prend fin en 1935 avec la publication d'un rapport intitulé *Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*. Cette recherche offre une vue d'ensemble de la situation du logement à Montréal tant au niveau des

---

<sup>120</sup> *ibid.*

<sup>121</sup> [s.a.] « Preliminary Programm of the Sixtieth Annual Meeting », *Journal of the American Public Health Association*, vol. 21, p. 902-923.

statistiques locatives que du portrait socioéconomique des résidents. D'entrée de jeu, les auteurs du rapport soulignent que le problème du taudis est économique, les quartiers à taudis entraînant automatiquement une baisse de la valeur de l'immobilier<sup>122</sup>. Ils réaffirment l'idée que Montréal a un nombre de taudis inférieur à celui des autres grandes villes du monde, mais que les taudis montréalais « *are scattered throughout more than a dozen wards where their presence does great harm to neighbouring property values*<sup>123</sup> ». La question des coûts associés à ces parties de la ville qui, d'ailleurs, sont en expansion selon le comité de rédaction du rapport, est étudiée largement. On y explique, citant une étude menée par Cleveland, qu'il en coûte davantage à une municipalité de laisser les habitants des taudis se débrouiller seuls que de prendre en main la gestion de ces résidences<sup>124</sup>. Bien qu'on perçoive l'ambition du comité de restaurer la valeur du parc immobilier montréalais, objectif favorisant clairement les propriétaires, on constate et présente également l'enjeu du manque flagrant de logements de plus de quatre pièces à des prix accessibles pour les petits salariés<sup>125</sup>. C'est ce problème qui expliquerait, selon eux, la présence de familles s'entassant dans une seule pièce, le principal fléau touchant les habitants des taudis et le point de départ de l'ensemble des maux les accablant<sup>126</sup>. Le comité est donc bien conscient des questions entourant le prix des logements. Selon lui, offrir à la classe ouvrière des logements à plus faible coût réduirait les cas de malnutrition, de tuberculose, d'hospitalisation, etc<sup>127</sup>. Cette réduction aurait un impact concret sur les finances municipales puisque les quartiers de taudis entraînent une augmentation des dépenses en termes d'hôpitaux, de policiers, de prisons, de soins de santé mentale, de services sociaux et de prévention des incendies<sup>128</sup>. Pour les auteurs, ces dépenses sont causées par des comportements que le comité associe à la vie dans les quartiers de taudis.

Maladie, taux de mortalité élevé, délinquance juvénile et problèmes de moralité; tels sont les enjeux touchant les taudis que la Ligue du progrès civique et le *Board of Trade* souhaitent combattre. Avec l'appui de nombreuses cartes et de statistiques officielles, les

---

<sup>122</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee..., *op cit.*, p. 5.

<sup>123</sup> *ibid.*, p. 20.

<sup>124</sup> *ibid.*, p. 5.

<sup>125</sup> *ibid.*, p. 12.

<sup>126</sup> *ibid.*, p. 21.

<sup>127</sup> *ibid.*, p. 13.

<sup>128</sup> *ibid.*, p. 22.

auteurs présentent le quotidien dans ces quartiers comme étant associé aux vices, aux crimes et aux maladies. Le lien entre maladie et taudis est sans doute le plus évident et celui sur lequel la plupart des spécialistes s'entendent, la tuberculose étant sans conteste la principale maladie combattue par les experts. Un plan des quartiers de Montréal où la mortalité causée par la tuberculose est la plus présente associé avec un autre montrant les zones habitées par les familles les plus pauvres établit une causalité entre cette maladie et la vie dans les taudis<sup>129</sup>.

La Commission du logement salubre s'intéresse également à cette question liant tuberculose et taudis. En effet, en juin 1938, le secrétaire de la Commission écrit à A.-R. Foley, épidémiologiste au ministère de la Santé du Québec, afin d'obtenir un rapport sur cette maladie et sur ses ravages. Il souligne que « cette Commission est particulièrement intéressée par les relations entre la peste blanche et les taudis<sup>130</sup> ». Bien qu'un rapport produit pour le gouvernement provincial affirme que la principale souche de tuberculose soit liée à des problèmes d'assainissement du lait<sup>131</sup>, on semble vouloir réduire la question à la qualité des logements. Il est clair, cependant, que la salubrité est un facteur pouvant engendrer un plus grand nombre de décès par tuberculose. En effet, un rapport sur la lutte contre la tuberculose dans la province de Québec montre que les quartiers affichant les plus hauts taux de mortalité par tuberculose, frôlant parfois les 160 décès par 100 000 habitants (la moyenne montréalaise étant de 80.9/100 000)<sup>132</sup>, sont les quartiers ciblés par l'enquête de la Ligue du progrès civique comme zones à taudis ou à risque de taudis, à savoir, les quartiers Crémazie, St-Joseph, St-Jacques, Papineau, Ste-Marie, St-Georges, Bourget, St-Jean et St-Laurent<sup>133</sup>.

Alliant analyses statistiques et déclarations sur les quartiers malades, les élites montréalaises créent donc un discours largement repris par les médias associant taudis et maladies. La tuberculose, terrible fléau dont les symptômes et complications sont connus de la population, sert ainsi les intérêts de ces élites en illustrant à merveille les dangers posés par les taudis, marginalisant davantage leurs résidents.

---

<sup>129</sup>*ibid.*, p. 16 et 19.

<sup>130</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, *Lettre de Gérald Robert à A.R. Foley*, 17 juin 1938.

<sup>131</sup>*ibid.*, *Rapport sur la lutte à la tuberculose*, p. 10.

<sup>132</sup>*ibid.*, p. 6.

<sup>133</sup>*ibid.* et AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee..., *op cit.*, p. 16 et 19.

La délinquance juvénile, et le crime en général, permettent également aux autorités municipales de poursuivre le travail de stigmatisation des quartiers de taudis et de définir encore plus précisément les problèmes causés par ceux-ci. Selon les élites urbaines, la surpopulation des logements mènerait à une trop grande promiscuité et causerait une désorganisation familiale problématique. À leur avis, « *all combine to trust the child upon the streets; while lack of organized facilities for recreation and weakened home influences, encourage the formation of the "gang"* »<sup>134</sup>. Cet impact que pourrait avoir le manque d'espaces de récréation est explicité par Michèle Dagenais dans son livre *Faire et fuir la ville*. Elle y montre que cette vision fonctionnelle de l'espace est basée sur la croyance que le milieu physique peut avoir une influence positive sur les comportements<sup>135</sup>.

Pour bien marquer la différence fondamentale entre les habitants de ces quartiers et les résidents des quartiers « sains », les auteurs du rapport suggèrent que « *undoubtedly, certain elements of the population prefer to live there, for the anonymity, the very lack of social control or convention, which such areas offer* »<sup>136</sup>. De plus, pour bien marquer les taudis comme la source des problèmes et montrer l'inutilité d'espérer pacifier ces quartiers sans les reconstruire en totalité, on ajoute que « *the story of the slums is that their inhabitants change but their evils stay* »<sup>137</sup>. Cette logique place le taudis à la source des problèmes sociaux, laissant de côté des causes plus structurelles de la réalité ouvrière urbaine. Nancy B. Bouchier et Ken Cruikshank abondent dans le même sens dans leur étude des populations de squatters occupant des hangars à bateaux le long du lac Ontario à Hamilton. Selon eux, la lutte contre ces lieux insalubres était une guerre culturelle qui, pour être gagnée par les autorités municipales, devait présenter les quartiers visés comme des « *immoral spaces, where gambling, prostitution, and other crimes flourished amongst dangerous transients and outlaws* ».

---

<sup>134</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee..., *op cit.*, p. 22.

<sup>135</sup> Michèle Dagenais, *Faire et fuir la ville: espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIXe et XXe siècles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, p. 141-142.

<sup>136</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee..., *op cit.*, p.13.

<sup>137</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee..., *op cit.*, p. 22.

*beyond the authority of the city*<sup>138</sup> ». Cette façon de décrire la situation vécue dans ces quartiers permet d'ancrer plus solidement l'idée que ces lieux créent des dépenses inutiles pour la Ville et fait germer les projets de démolition visant la revitalisation de ces espaces « dangereux ». Nous reviendrons plus longuement sur cet aspect dans le chapitre trois.

Pour achever efficacement le travail de définition de la population vivant dans ces quartiers, on s'attaque finalement à la morale. Utilisant encore une fois la surpopulation des logements, les auteurs du rapport abordent la question de la séparation des sexes. On y indique alors que cet environnement ne peut être bénéfique pour les enfants et adolescents et, ceci menant à cela, cause les problèmes évoqués au paragraphe précédent<sup>139</sup>. Ils ne sont cependant pas les seuls à s'attaquer à la moralité des familles vivant dans ces logements<sup>140</sup>. *L'Ordre nouveau*, organe de presse des Semaines sociales du Canada, fait de la question morale son principal cheval de bataille en ce qui concerne la question du logement. En mars 1940, la revue catholique fait paraître un numéro spécial suivant l'encyclique du pape Pie XI associant la piètre qualité des logements ouvriers et la déchristianisation de cette classe de travailleur. Affirmant qu'« en sabotant la famille, sanctuaire de la foi, elles [les conditions déplorables de l'habitation] ont ruiné la religion et la moralité<sup>141</sup> », la revue donne le ton en ce qui a trait à la relation entre la moralité et le logement. Reprenant l'argument économique du *Board of Trade* et de la Ligue du progrès civique, en y ajoutant une bonne dose de morale chrétienne, Auguste Gosselin suggère dans les pages de la revue que « Insalubre, malpropre, surpeuplé, le logis détruit l'âme et le corps de ces petits qui n'ont pas d'autres gîtes, en fait des révoltés ou des loques humaines dont le rendement économique est minime, quand ils ne sont pas une charge pour la société<sup>142</sup> ».

---

<sup>138</sup> Nancy B. Bouchier et Ken Cruikshank, « The War on the Squatters, 1920-1940: Hamilton's Boathouse Community and the Re-Creation of Recreation on Burlington Bay », *Labour/Le Travail*, n° 51, printemps 2003, p. 12.

<sup>139</sup> *ibid.*

<sup>140</sup> On notera, par ailleurs, la différence de traitement de la surpopulation selon l'objectif de l'interlocuteur. En effet, alors que, comme nous l'avons abordé en début de chapitre, la surpopulation des logements montréalais est niée, ou nuancée par des comparaisons internationales, lorsqu'il est question de moralité, l'enjeu refait surface et est, cette fois, assumé complètement et développé sous forme de principal problème posé par les taudis.

<sup>141</sup> La Direction, « Le problème du logement dans la sociologie catholique », *L'ordre nouveau*, vol. 4 n° 11, 5 mars 1940, p. 1.

<sup>142</sup> Auguste Gosselin, « L'habitation, comment elle engage l'avenir d'un peuple », *L'ordre nouveau*, *op. cit.*, p. 1.

## Conclusion

Nous avons pu examiner dans ce chapitre de quelle façon s'est développée la notion de taudis. D'une définition de travail difficilement circonscrite servant de point de référence aux membres de la Commission du logement salubre, nous avons vu se façonner les critères permettant aux élites de la Ville de Montréal de qualifier un logement, voire même des quartiers entiers, de taudis ou de zones vétustes. Ces spécifications permettaient à la Commission de faire émaner une forme de définition du terme taudis qui servait à présenter la situation montréalaise sous un jour favorable en comparaison avec les autres grandes villes occidentales. Cette compétition prenant une place importante dans l'espace médiatique, les membres de la Commission n'ont eu guère le choix d'aller chercher une expertise étrangère afin de s'inspirer, d'imiter et d'adapter des idées et innovations provenant d'ailleurs.

Par l'entremise des casiers sanitaires utilisés par la Division de la salubrité, nous avons pu délimiter plus précisément les enjeux touchant le cadre bâti qui affectaient négativement la qualité des logements montréalais. Ces outils d'inspection ont permis de constater que la faible qualité de la ventilation et de l'éclairage de même que l'habitation dans des caves étaient les principaux aspects retenus par la Ville comme pouvant former des problèmes à résoudre. On remarque ainsi un contraste entre les enquêtes menées par la Division et les critères identifiés par les médias dans leurs critiques des quartiers de taudis. N'étudiant guère la surpopulation ou la promiscuité, les enquêteurs sanitaires ne semblent observer que la structure du bâtiment. Émettant des avis de non-conformité, exigeant des modifications et condamnant des pièces, ces inspecteurs tentaient de régler le problème des taudis par des rénovations et des sanctions monétaires. Cette façon d'analyser la question de l'insalubrité provient principalement de la formation de ces ingénieurs sanitaires qui, en plein processus de professionnalisation, tentent de démontrer leurs compétences et s'en tiennent ainsi aux observations techniques et remédiables sur la structure du bâti plutôt que sur les façons d'habiter. Finalement, la moralité des habitants des taudis, déjà abordée largement dans les médias, est étudiée et dénoncée par les élites libérales. Ces reproches achèvent de circonscire le problème du taudis en dépeignant les résidents de ces quartiers comme des êtres immoraux, portés vers le crime et le vice, et susceptibles de participer à la propagation de la tuberculose.



Difficile de conclure que les dirigeants et les élites de l'époque avaient une définition claire de ce qu'est réellement un taudis. Entre les comparaisons internationales, les critiques médiatiques et les tergiversations sur le nombre et la réalité des taudis montréalais, les autorités municipales se trouvent, durant la crise des années 1930, devant un problème majeur dans le monde du logement : élaborer une solution permettant de loger convenablement des milliers de familles de chômeurs. Nous verrons maintenant comment les diverses définitions présentées ici permettent d'échafauder des solutions et dans l'espoir de parvenir à gérer le problème. S'il est difficile de s'entendre sur le sens des termes, les multiples représentations proposées dans les pages précédentes offrent cependant l'opportunité et la légitimité à Montréal d'intervenir dans le domaine du logement insalubre. Quel que soit le terme employé pour le définir, il est maintenant temps pour la Ville de s'y attaquer directement.

## Chapitre 2 : « Notre région transformée en un paradis terrestre » : lutter contre les taudis pour transformer la ville

### Introduction

Le 31 octobre 1938, le secrétaire de la Commission du logement salubre, Gérald Robert, rédige une lettre de remerciement à un certain J-T Chénard, représentant de la Compagnie d'assurance du Canada contre les incendies, pour l'envoi de copies de sa causerie intitulée *Démolissons les taudis de la cité de Montréal*<sup>1</sup>. Robert souligne que Chénard établit formellement « la nécessité et l'urgence de régler ce problème des taudis avant qu'il n'en coûte trop cher et ceci reflète encore une fois le sentiment du public relativement à cette question ». Pourtant, malgré l'urgence, peu d'avancées concrètes dans le domaine du logement peuvent être constatées à la fin de la décennie 1930 puisque la Ville de Montréal tarde à mettre en place des mesures de lutte à l'insalubrité.

Depuis plusieurs années, les agences sociales et autres organismes civiques s'intéressaient de près au problème de la salubrité et de la disponibilité des logements pour les petits salariés. Leurs études tels que *La petite propriété urbaine* d'Arthur St-Pierre parue dans le compte-rendu de la Semaine sociale de 1924, le *Report on Housing and Slum Clearance for Montreal* de la Ligue du progrès civique et du *Board of Trade* diffusé en 1935 ou encore le rapport *Housing for the Low Wage Earner* publié par le *Council of Social Agencies* en 1936 mettent en lumière les problèmes de logements de la ville. Selon les membres de la Commission métropolitaine de Montréal, toutefois, il était primordial d'obtenir des données précises afin de cerner l'étendue et les différentes implications des logements insalubres<sup>2</sup>. C'est pourquoi le Département d'urbanisme et de recherche de la Commission mandate au

---

<sup>1</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, *Lettre de Gérald Robert à J-T Chénard*, 31 octobre 1938.

<sup>2</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7450, Réal Bélanger, George S. Mooney et Pierre Boucher, *Les vieux logements de Montréal*, Commission métropolitaine de Montréal, Département d'urbanisme et de recherche, janvier 1938, p. 2.

milieu de la décennie des experts pour mener une vaste enquête sur l'état du parc immobilier dans une quinzaine de quartiers. Cette enquête permet à la Ville de Montréal de construire ses propres données sur l'état des habitations, au-delà des simples critères étudiés par les casiers sanitaires. Elle offre également la chance d'analyser plus avant les enjeux découlant de la quantité et de la qualité des logements<sup>3</sup>.

Cette enquête est un exemple, sur lequel nous reviendrons plus attentivement dans les pages qui suivent, des démarches qu'entreprend Montréal pour augmenter sa capacité à gérer la question du logement. Ce chapitre montrera de quelle façon l'administration municipale parvient, malgré le contexte difficile et contraignant de la Crise, à développer différentes formes d'innovations et de plans d'actions afin d'intervenir sur les logements insalubres.

Tout comme les gouvernements provincial et fédéral, Montréal tente par divers moyens, tout au long de la décennie, de régler les problèmes de logements de sa population. Or, la tradition historiographique dans l'étude des gouvernements municipaux durant la crise des années 1930, et de Montréal en particulier, tend à montrer ces institutions comme étant paralysées ou complètement dépassées par l'ampleur des problèmes<sup>4</sup>. On le constate parfaitement dans la contribution de Terry Copp à l'ouvrage datant de la fin des années 1970, *The Usable Urban Past*. Son chapitre s'attarde à démontrer l'impuissance de Montréal et la chute de ses revenus et de sa capacité à gérer son budget adéquatement menant, presque inévitablement, à sa mise sous tutelle en 1940<sup>5</sup>. Plus récemment, Sylvie Taschereau propose une vision de Montréal comme uniquement réactive, au niveau de l'aide aux locataires, ou encore à la traîne par rapport aux organismes de charité qui géraient depuis le début de la décennie la question du soutien aux familles de chômeurs<sup>6</sup>. Ces études, bien que n'étant pas

---

<sup>3</sup>*ibid.*, p. 3.

<sup>4</sup> Michèle Dagenais, « A Model for the Emerging Welfare State? Municipal management in Montreal during the 1930s », dans Michèle Dagenais, Irene Maver, et Pierre-Yves Saunier, dir., *Municipal Services and Employees in the Modern City: New Historic Approaches*, Historical Urban Studies, Burlington, Ashgate, 2003, p. 125.

<sup>5</sup> Terry Copp, « Montreal's Municipal Government and the Crisis of the 1930s », dans Alan F. J. Artibise et Gilbert Arthur Stelter, dir., *The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City*, Toronto, Macmillan of Canada, 1979, p. 112-129.

<sup>6</sup>Sylvie Taschereau, « Les années dures de la Crise », dans Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, Régions du Québec 21, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 821.

complètement erronées, occultent le dynamisme dont fait preuve l'administration municipale dans sa recherche de solutions à la crise.

Ce manque de reconnaissance des efforts de la Ville s'explique facilement : l'absence de résultats concrets au courant de la décennie. En effet, en plus de devoir contribuer au soutien des familles de chômeurs, les coffres de la Ville se dégarnissent rapidement en raison de la baisse majeure des revenus municipaux tirés des taxes foncières que les propriétaires peinent de plus en plus à payer<sup>7</sup>. Cette situation s'ajoute au peu de soutien offert à la Ville par les autres paliers de gouvernement. Comme le montre Gabriel Rioux, le manque d'implication de la part du gouvernement provincial, qui se retranche derrière son plan de colonisation, freine l'ardeur des autorités municipales et annule bon nombre d'efforts de lutte contre la crise<sup>8</sup>. Pour sa part, le gouvernement fédéral propose, en 1935, une loi fédérale sur le logement qui aura peu d'impact à Montréal<sup>9</sup>. L'administration municipale doit donc composer avec une crise du logement, qualitative et quantitative, tout en faisant face à un déficit croissant et en devant offrir du secours aux familles de chômeurs de plus en plus nombreuses.

Nous étudierons d'abord, dans ce chapitre, l'enquête dirigée par la Commission métropolitaine de Montréal en mettant l'accent sur les données que ses membres souhaitent recueillir et sur la manière dont les projets d'élimination et de rénovation des taudis les utilisent. Ceci permettra d'identifier les divers objets sur lesquels souhaite agir Montréal. Nous pourrions également constater l'utilisation des informations obtenues par la Commission du logement salubre auprès d'organisations étrangères.

Nous porterons par la suite notre attention sur trois projets de gestion des taudis déposés devant la Commission du logement salubre en 1934. Proposés à la Ville par des citoyens montréalais, ces trois projets sont déjà connus des membres lors de la première rencontre de la Commission qui s'attaque immédiatement à l'analyse et l'évaluation de ceux-

---

<sup>7</sup> Michèle Dagenais, *op cit.*, p. 128.

<sup>8</sup> Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941) : Histoire d'une refondation*, Thèse de Ph.D., Université du Québec à Montréal et Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Département d'études urbaines, Département d'histoire, 2013, p. 299-300.

<sup>9</sup> *ibid.*, p. 301.

ci. Les plans Ouimet, Armstrong et Doucet ont chacun un intérêt historique puisqu'ils mettent en lumière les modes de pensée des autorités municipales dans la résolution du problème de taudis. Le plan Doucet sera étudié plus avant en raison de sa pérennité tout au long de la décennie. Ces projets nous permettront d'en apprendre davantage sur les objectifs de l'administration et de saisir les liens établis entre les conditions de vie et le cadre bâti. L'absence de mise en œuvre de ces plans, en tout ou en partie, avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne diminue en aucun cas leur intérêt puisque les acteurs historiques les analysant et tentant de les réaliser sont convaincus du bien fondé de leurs démarches. L'étude de cette situation permettra de mettre en lumière l'éclosion de diverses factions au sein de l'appareil municipal, et de la ville dans son ensemble, qui mèneront à des tensions que nous analyserons au chapitre 3. Nous proposons ainsi d'étudier les plans pour ce qu'ils sont fondamentalement, c'est-à-dire des sources historiques montrant des projets de sortie de crise, plutôt que d'étudier la forme qu'ils prendront, ou auraient pris, une fois mis en place.

Finalement, nous utiliserons ces conclusions pour montrer les objectifs que les autorités municipales cherchent à atteindre avec ces grands projets de réaménagement urbain. Nous verrons que les questions économiques liées au chômage, le désir de mettre fin au secours direct et une volonté accrue de contrôler la population urbaine sont liés aux tentatives de résolution des problèmes causés par les taudis. Loin de la Ville apathique et lente à réagir à laquelle l'historiographie nous a habitué, nous verrons prendre forme une administration montréalaise active dans la planification et la création de projets visant à intervenir sur les taudis, le chômage et les conditions précaires de sa population.

## **2.1 Planifier ses interventions : de l'importance de dresser un portrait clair**

Les casiers sanitaires avaient déjà permis à la Ville de Montréal de connaître l'état des logements selon des critères précis et en restreignant l'étude à certains enjeux très circonscrits. L'administration municipale devait cependant en apprendre davantage sur la qualité globale des logements avant de pouvoir mettre en place de véritables plans d'actions pour résoudre cette crise locative. Ainsi, en janvier 1937, Réal Bélanger et d'autres membres de la

Commission métropolitaine de Montréal publient une première version de leur enquête sous le titre *1376 logements de Montréal et Verdun*<sup>10</sup>. Cette vaste étude réalisée pour le Département d'urbanisme et de recherche de la Commission métropolitaine ne durera que deux semaines, mais considère plusieurs variables. Tout comme les enquêteurs de la Division de la salubrité du Service de santé, l'équipe derrière cette recherche travaille avec un système de fiches de logements à remplir. Cependant, les données recensées dépassent largement les seuls aspects pouvant affecter la salubrité des lieux. En effet, on recueille des informations extrêmement variées : le type de chauffage, les points d'accès au logement (cour arrière, porte avant, escalier intérieur ou extérieur), l'état des dépendances (hangars, remises, caves), la présence d'eau chaude, le nombre de cabinets d'aisance, la densité d'individus par pièce, etc<sup>11</sup>.

En obtenant ces données, la Commission construit sa connaissance des modes d'habitation de la population. Cette préoccupation pour les conditions de vie des familles montréalaises dénote un souci de mieux saisir leur réalité afin de répondre plus efficacement à leurs besoins. Toutefois, l'obtention de ces données nécessitaient un accès aux logements que les enquêteurs, des étudiants en génie civil ou en sciences sociales de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, tous bilingues et choisis après un processus d'entrevues<sup>12</sup>, n'étaient guère certains d'obtenir. La Commission demande alors au Service de santé de mettre à sa disposition des inspecteurs en uniformes « pour accompagner [les] enquêteurs et leur faciliter l'accès aux logements visités<sup>13</sup> ». En effectuant cette manœuvre, Montréal étendait plus largement son pouvoir d'inspection en imposant sa présence dans la sphère privée des individus résidant sur son territoire. Comme le souligne Tom Crook dans une étude sur les inspections sanitaires en Angleterre au tournant du XX<sup>e</sup>, ce type d'intrusions dans la vie des citoyens est intrinsèque à la culture de la gouvernance libérale et est présenté comme étant essentiel pour le maintien de ce qui se veut « *a civilized, respectable public sphere, free of sources of disgust and disquiet and committed to the integrity and enjoyment of property*<sup>14</sup> ».

---

<sup>10</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7411, Réal Bélanger *et al.*, *1376 logements de Montréal et Verdun*, Commission métropolitaine de Montréal, Département d'urbanisme et de recherche, Janvier 1937.

<sup>11</sup> *ibid.*, p. 11-17.

<sup>12</sup> *ibid.*, p. 9.

<sup>13</sup> *ibid.*

<sup>14</sup> Tom Crook, « Sanitary Inspection and the Public Sphere in Late Victorian and Edwardian Britain: A Case Study in Liberal Governance », *Social History*, vol. 32, n° 4, novembre 2007, p. 375.

Ainsi, par cette enquête, on cerne davantage le rôle de régulateur que veut jouer le gouvernement municipal dans la gestion du logement et des conditions d'habitation.

L'enquête menée par le Département d'urbanisme va cependant bien au-delà de la simple inspection des bâtiments et des façons de les habiter. En effet, une grande place est faite dans le rapport au coût mensuel des logements visités et au revenu des membres de chaque ménage<sup>15</sup>. Dans cette section, on note que, des 1376 logements visités, 1203 coûtent moins de 16\$ par mois<sup>16</sup>. Il est intéressant de constater le désir de la Ville d'obtenir cette information puisqu'elle sera directement liée aux diverses tentatives de mises en place de solutions à la crise locative. Nous verrons cependant que les plans proposés sont bien loin de répondre aux besoins des familles payant ces frais.

En conclusion de leur rapport, les auteurs présentent trois types de logements inspectés et proposent trois catégories d'interventions :

En premier lieu, des logements dont la structure est encore saine et solide, et dont on peut entreprendre la restauration. Ensuite, des logements passablement délabrés, mais dont il est difficile d'interdire l'occupation à cause de l'insuffisance actuelle d'autres logis. Enfin, des logements si vieux et si dégradés qu'il n'y a pas autre chose à faire que de les démolir et de loger ailleurs leurs occupants<sup>17</sup>.

De ces trois catégories, les auteurs suggèrent de faire porter l'attention municipale sur les deux dernières. On suggère de demander au Service de santé d'inspecter plus avant ces immeubles frôlant l'insalubrité afin d'en ordonner l'évacuation au besoin<sup>18</sup>. Quant à la première catégorie de logements, ils espèrent porter à l'attention du conseil municipal l'importance de leur restauration. Le rapport souligne d'ailleurs que Toronto a déjà effectué la rénovation des logements présentant des telles conditions en adoptant une ordonnance de restauration.

---

<sup>15</sup> Les auteurs du rapport prennent pour acquis que le coût du logement est partagé entre chacun des habitants. De fait, ils calculent le total des revenus disponibles en additionnant les revenus individuels.

<sup>16</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7411, Réal Bélanger *et al.*, *1376 logements de Montréal et Verdun*, *op cit.*, p. 25.

<sup>17</sup> *ibid.*, p. 27.

<sup>18</sup> *ibid.*

On constate ainsi un désir grandissant au sein de l'appareil municipal d'intervenir sur les problèmes de la qualité et de la quantité de logements. Cette étude éclaire divers enjeux touchant l'habitation montréalaise et met en place plusieurs éléments qui guideront les différentes commissions souhaitant s'attaquer à ces enjeux de façon plus précise et efficace.

De son côté, la Commission du logement salubre travaille elle aussi sur un plan d'action efficace pour lutter contre l'insalubrité et la dépréciation de la valeur des habitations montréalaises. La crise avait déjà grandement affecté la capacité des petits propriétaires à effectuer des rénovations souvent essentielles à leurs logements. À ce sujet, Paul-André Linteau rappelle que pendant les premières années de la décennie 1930, les familles manquant de moyens pour se loger convenablement commencent à cohabiter et les célibataires, à se contenter d'une seule pièce<sup>19</sup>. Cette situation augmente dramatiquement le taux d'inoccupation des logements, affectant automatiquement les revenus de ces petits propriétaires ne parvenant plus à trouver des locataires et, *de facto*, à investir dans des rénovations<sup>20</sup>. La situation se dégradant tant du point de vue du locateur que du locataire, la Ville se devait d'intervenir dans l'entretien du parc locatif.

Saisissant l'opportunité de promouvoir un système permettant la rénovation à grande échelle des logements montréalais, la Commission du logement salubre distribue auprès des propriétaires montréalais un document intitulé *Référendum en faveur du logement salubre*<sup>21</sup>. D'entrée de jeu, on y affirme que « La construction de logements est le meilleur moyen de donner de l'ouvrage à tous les corps de métiers et de mettre fin à la crise<sup>22</sup> ». Arguant que les États-Unis et l'Angleterre ont déjà usé de ce « remède », la Commission souligne que depuis dix-huit mois, Montréal réfléchit également à cette solution. Évitant d'utiliser le terme taudis, on incite les propriétaires de maisons considérées « en état de vétusté et ayant perdu leur valeur de rapport » à remplir le sondage après « avoir lu avec attention » les informations présentées dans celui-ci. Par cette démarche la Ville cherche à « connaître exactement le

---

<sup>19</sup> Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 381.

<sup>20</sup> *ibid.*

<sup>21</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, *Référendum en faveur du logement salubre*, 1934.

<sup>22</sup> *ibid.*, p. 1.



nombre de ceux qui désirent reconstruire leurs propriétés à la faveur des avantages de ce projet de logements salubres. » L'objectif est de dresser un portrait financier plus précis de la situation afin de prévoir des sommes suffisantes pour mener à bien le projet.

Quatre conditions encadrent ce projet de rénovation des logements vétustes : 1) la valeur de l'hypothèque ne doit pas dépasser l'évaluation municipale; 2) le nouveau bâtiment sera reconstruit sur le même lot; 3) le propriétaire paiera 7% d'intérêt sur toutes les sommes versées par la Commission; 4) une compagnie de fiducie sera créée pour administrer les prêts<sup>23</sup>. Présentant un tableau sur l'évolution des paiements effectués année après année par les propriétaires acceptant de participer au projet, la Commission propose un amortissement sur 23 ans, à raison de paiements annuels d'une valeur de 70\$<sup>24</sup>. Ainsi, pour des versements mensuels de 5,83\$, le propriétaire participant posséderait dorénavant un logement neuf, salubre et pouvant être loué à un prix bien plus élevé que précédemment.

C'est cet avantage principal que la Commission met en avant. Présentant un « état comparatif des revenus d'une vieille propriété à deux étages qui a perdu sa valeur économique », elle propose aux propriétaires de constater eux-mêmes l'augmentation potentielle de leurs revenus en fournissant une grille de calcul<sup>25</sup>. On étudie ainsi le cas d'un immeuble insalubre de deux logements de quatre pièces évalué à 3,000\$ par la Ville et procurant un revenu annuel de 288\$ à raison de 12\$ (3\$/pièce) par mois par logement. En participant au projet suggéré, on construirait une maison moderne de trois logements de six pièces chacun qui serait évaluée par la Ville à 6,250\$. Selon la Commission, ces logements rapporteraient au propriétaire un revenu annuel frôlant 1,000\$ à raison de 27\$ par mois (4.50\$/pièce). Nous nous pencherons plus loin sur cette proposition qui, comme nous pouvons aisément le constater, ne répond en rien aux difficultés financières des locataires qui verraient leur loyer augmenter de 15\$ par mois.

---

<sup>23</sup>*ibid.*

<sup>24</sup>*ibid.*, p. 2.

<sup>25</sup>*ibid.*, p. 3.

Ce projet de rénovation ayant comme objectif d'aider les petits propriétaires répond à la problématique posée par la baisse de leur nombre au cours de la décennie. Linteau rappelle que le pourcentage de propriétaires à Montréal passe, entre 1931 et 1941, de 15% à 11,5%<sup>26</sup>. Au-delà de l'augmentation des revenus tirés de la location de logements, la Commission du logement salubre propose une multitude d'autres avantages afin d'encourager la participation des propriétaires au projet. Parmi ceux-ci, on note la gratuité des plans et devis de construction, une indemnité de 500\$ par logement vétuste démoli et le déménagement des locataires, le temps de la reconstruction, aux frais de la Commission<sup>27</sup>. Il semble donc évident que la volonté de la Ville est de venir en aide aux petits propriétaires davantage qu'aux locataires. Bien que ce projet, s'il voit le jour, participerait à la création d'emplois dans le secteur de la construction et, de cette façon, permettrait à des familles de quitter le secours direct, les propriétaires demeurent les principaux bénéficiaires de la proposition.

L'aspect le plus intéressant de ce document est mentionné dans la phrase placée sur la dernière page du fascicule où on y demande aux propriétaires intéressés de signer et de donner leurs coordonnées à la Commission. Ainsi, le signataire témoigne qu'il « désire prendre avantage du projet du Comité du Logement Salubre, *si les gouvernements lui donnent leur appui*<sup>28</sup> ». Cette incertitude quant à l'octroi des sommes suffisantes par les gouvernements montre bien le flou dans lequel évolue la Commission. Bien que ses membres proposent des projets d'amélioration locative permettant, par la même occasion, d'atténuer les effets de la crise, la situation financière de la Ville de Montréal ne leur permet pas d'assurer la disponibilité des fonds. Dépendante du gouvernement du Québec, la Ville n'aura, au final, ni les fonds ni le soutien nécessaires à la réalisation du projet qui restera, cependant, bien vivant au sein de la Commission.

Le plan suggéré dans le cadre du *Référendum en faveur du logement salubre*, est semblable aux plans de sortie de crise mis en place aux États-Unis et en Angleterre. Ce ne sont cependant pas les deux seuls pays desquels s'inspire la Commission. Ce désir de nommer

---

<sup>26</sup> Paul-André Linteau, *op cit.*, p. 281.

<sup>27</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, *Référendum en faveur du logement salubre*, p. 2.

<sup>28</sup> *ibid.*, p. 4. Nos italiques.

explicitement l'emprunt international et de le publiciser dans des communications destinées au public est partie prenante du phénomène d'imitation et d'emprunt. Selon Wade Jacoby, cette imitation est non seulement possible parmi les différentes municipalités, mais également nécessaire au partage et à la création d'innovations<sup>29</sup>. Il présente à cet effet trois aspects des transferts internationaux de savoirs et de savoir-faire que nous retrouvons dans la réalité montréalaise des années 1930: 1) les élites réfèrent explicitement à des mesures et politiques mises en œuvre dans d'autres pays; 2) les acteurs locaux identifient le cadre légal et les manœuvres faites à l'étranger pour mener à bien les projets; 3) les dirigeants développent une imitation, en tout ou en partie, du projet emprunté en créant un nouveau système ou en l'adaptant aux conditions locales déjà présentes<sup>30</sup>.

Pour Florian Urban, ce rapport, parfois conflictuel, entre discours internationaux et enjeux locaux permet de faire émerger à l'échelle locale plusieurs modernités, qu'il prend soin de distinguer d'une forme unique de modernité<sup>31</sup>. Selon lui, ces tensions entre les deux échelles d'analyse et d'intervention sur des enjeux urbains mettent en lumière le fait difficilement contestable que l'histoire de la construction de logements pour les masses est une histoire de mondialisation<sup>32</sup>. Cette opposition d'échelles entre les études transnationales et locales est également mise en avant par Andrew Brown-May. Ce dernier avance que les tensions permettent de montrer les villes comme étant des entités à la fois génériques et profondément ancrées dans leur milieu culturel distinct<sup>33</sup>. Il affirme à ce sujet que les défis auxquels font face les villes sont si similaires qu'ils permettent la production d'une quantité importante de documentation utile à toutes<sup>34</sup>.

---

<sup>29</sup>Wade Jacoby, *Imitation and Politics: Redesigning Modern Germany*, Ithaca, Cornell University Press, 2000, p. 2.

<sup>30</sup>*ibid.*

<sup>31</sup>Florian Urban, *Tower and Slab: Histories of Global Mass Housing*, New York, Routledge, 2012, p. 2.

<sup>32</sup>*ibid.*

<sup>33</sup>Andrew Brown-May, « In the Precincts of the Global City: The transnational Network of Municipal Affairs in Melbourne, Australia, at the End of the Nineteenth Century », dans Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, *dir., Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 22.

<sup>34</sup>*ibid.*, p. 24.

Ainsi, lorsque la Commission du logement salubre étudie divers plans d'actions pour éliminer les taudis et revitaliser certains quartiers considérés comme vétustes, il lui est impossible de ne pas jeter un coup d'œil aux réalisations internationales. C'est pourquoi, comme nous l'avons déjà abordé au premier chapitre, le secrétaire de la Commission, Gérald Robert, contacte des gouvernements étrangers afin d'obtenir des sources d'inspiration. Ces échanges, cependant, se limitent souvent au partage de statistiques qui, bien que fort utiles à la création d'un discours international sur les taudis, ne peuvent guère aider à la mise en place de plans d'actions concrets et efficaces. Malgré cela, dans toute la documentation reçue par le secrétaire de la Commission, certaines revues révèlent des points de convergences entre les plans mis en avant à l'international et les plans qui ont été ou qui seront publicisés par la Ville de Montréal au courant de la décennie.

Le magazine *Habitation*, mensuel suisse sur les questions d'urbanisme, fait partie de ces documents conservés par la Commission du logement salubre aux Archives de Montréal. Dans l'un des numéros, le magazine centre son attention sur la vieille ville de Genève, quartier de taudis dont un plan de revitalisation vient tout juste d'être mis en place. Certains grands principes le guidant sont les mêmes que ceux présentés dans différents projets soumis à la Commission du logement salubre, indiquant la participation montréalaise à la discussion internationale sur la revitalisation et les partages de connaissances. Ad. Guyonnet y aborde d'entrée de jeu les grands pans du projet de rénovation urbaine de la vieille ville. On note entre autres le désir de conserver le tracé des rues, l'ajout et la modernisation des espaces verts et la disparition des taudis<sup>35</sup>. La Commission d'urbanisme présentant le projet souligne que l'ajout de *squares* au sein des quartiers insalubres de la ville permettra de les assainir et de mettre en valeur les immeubles<sup>36</sup>. Nous verrons dans la prochaine partie que cette attention portée aux espaces verts dans les projets de rénovation urbaine est au cœur des plans montréalais depuis le début de la décennie.

---

<sup>35</sup> AVM, Fonds Commission du logement salubre, Dossiers Coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02, Ad. Guyonnet, [s.t.], *Habitation*, vol. 11, avril 1938, p. 54.

<sup>36</sup> *ibid.*, [s.a.], « Extraits du rapport de la Commission d'urbanisme », *Habitation*, *op.cit.*, p. 59.

Le transfert de connaissances est davantage visible lorsque d'autres documents produits à Montréal par des acteurs civils sont mis en relation avec des productions étrangères. Le *Report on Housing and Slum Clearance*, conçu par le *Board of Trade* et la Ligue du progrès civique, fait abondamment référence à des études internationales, tant dans sa description des problèmes que dans ses propositions de reconstruction. On trouve au cœur de ce rapport une série de plans de logements ouvriers tels qu'ils sont conçus dans différentes villes dont Vienne, Zurich, Berlin, Prague et New York<sup>37</sup>. Présentant chaque type de logement ainsi que ses avantages et inconvénients, les auteurs du rapport proposent ensuite des modèles qui seraient, selon eux, parfaits pour remplacer les taudis montréalais. Le rapport indique que le balcon commun servant de point d'accès aux logements, que les auteurs suggèrent de construire sur quatre étages et de réunir en groupe de 16 à 24, n'est pas recommandé pour Montréal, malgré le fait qu'on l'utilise abondamment en Europe<sup>38</sup>. Il s'agit d'un bon exemple d'adaptation locale d'idées puisées à l'international. Ce refus d'utiliser les balcons comme passage pour accéder aux logements est dû à la perte d'intimité causée, selon les auteurs, par cette forme de construction<sup>39</sup>.

Il est intéressant de mettre en lumière la ressemblance frappante entre les plans proposés par Percy Nobbs et ses collaborateurs dans le *Report*, et ceux proposés par la revue *Habitation* d'août 1937<sup>40</sup>. Dans cette édition, on présente les plans d'un logement ouvrier de la cave au grenier. Il est difficile de ne pas noter les similarités entre cette proposition et celle faite deux ans plus tôt par le comité formé de la Ligue du Progrès civique et du *Board of Trade*. Bien qu'aucune preuve directe ne prouve que les auteurs de la revue *Habitation* ont eu accès au *Report*, la parenté des idées est aisément perceptible et on constate que les élites montréalaises sont parfaitement à jour dans les discussions internationales sur les questions d'aménagement urbain. Loin d'être dépassées par les innovations environnantes, on les voit même être, dans l'exemple que nous venons d'évoquer, à l'avant-garde. Évidemment, cet

---

<sup>37</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee of the Montreal Board of Trade and the Civic Improvement League, *A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, mars 1935, p. 23-24.

<sup>38</sup> *ibid.*, p. 25.

<sup>39</sup> *ibid.*

<sup>40</sup> AVM, Fonds Commission du logement salubre, Dossiers Coupures de presse (1938-1940), Boîte 099-01-06-02, Groupe du Bouchet, « Variante de plans sans modifications du gros œuvre », *Habitation*, vol. 10, août 1937, p. 136 et AVM, Centre de documentation, Pièce 7451, Joint..., *op cit.*, p. 25-26.

avant-gardisme est étroitement lié au travail de P. Nobbs, membre actif de la Ligue du progrès civique, professeur à l'Université McGill et spécialiste de renommée mondiale en architecture et en aménagement urbain.

Nous avons donc pu constater que les experts montréalais réfèrent à différents niveaux à des études et projets mis en avant ailleurs dans le monde. Nous avons déjà abordé au chapitre précédent les façons dont les élites économiques et politiques allaient chercher cette expertise étrangère et nous avons vu ici comment elle était utilisée. Cependant, une fois ces informations locales et internationales obtenues, encore fallait-il agir dans la lutte au taudis.

## **2.2 Du discours aux actes : proposer, étudier et publiciser les plans d'actions**

En 1934, la Commission du logement salubre étudie plusieurs plans visant à rénover, reconstruire ou éliminer les logements jugés insalubres. Les membres se penchent alors sur les solutions à la crise du logement qui leurs sont proposées. Nous poserons notre regard sur les trois principaux projets étudiés.

Le premier plan d'action est celui conçu par Séraphin Ouimet, ingénieur montréalais. Son plan est simple et ne demande, à toute fin pratique, que l'accord de la Ville de Montréal. Selon sa présentation faite devant la Commission le 1<sup>er</sup> juin 1934 :

fondamentalement [le projet] consiste en une gare centrale et des cours pour la manutention de frets pour tous les chemins de fer qui convergent vers Montréal; Projet intéressant au point de vue urbaniste, étant donné qu'il fera disparaître 20,000 maisons vétustes et insalubres dans la plus vieille partie de Montréal. Selon M. Ouimet, si l'exécution en est commencée immédiatement il aura le simple avantage de supprimer le déficit annuel du C.N.R., d'assainir le centre de la ville et de terminer le chômage<sup>41</sup>.

Ainsi, Ouimet soutient que le problème des taudis serait réglé par leur simple élimination. On notera que son plan ne comprend nullement la construction de nouveaux logements. Selon lui,

---

<sup>41</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal, 1<sup>er</sup> juin 1934*.

la destruction de 20 000 logements inciterait l'entreprise privée à construire des habitations abordables en raison de la forte demande liée à la disparition d'un important nombre d'unités<sup>42</sup>. Il suggère que la stimulation de la construction en périphérie de la ville est à encourager. Il ajoute finalement que 50 000 familles seraient mises à contribution dans la construction de cette grande gare sous-terrainne.

De cette proposition, qui sera finalement rejetée par la Commission en raison de son intérêt limité en ce qui a trait à l'amélioration des enjeux liées à la salubrité<sup>43</sup>, on retiendra principalement une confiance très forte en la capacité de l'industrie privée de répondre à la demande causée par une raréfaction des logements disponibles. D'autres projets présentés à la Commission montrent cette confiance, bien que de façon moins évidente.

Ce plan s'inscrivait pourtant dans une logique internationale intéressante. En effet, Séraphin Ouimet soutenait, comme prémisse de départ, que les plans publics de logements ouvriers ne pouvaient être rentables à Montréal en raison du climat. Dans une lettre adressée à Henri L. Auger, échevin et président de la Commission du logement salubre, Ouimet suggérait que « l'Allemagne loge ses ouvriers à 3.00\$ par mois, l'Angleterre à 5.00\$ par mois, ce sont des pays chauds. Notre pays froid exige des habitations plus dispendieuses...<sup>44</sup> ». Selon lui, seule l'entreprise privée pouvait offrir des logements adéquats à la classe ouvrière, et ces logements devaient être en périphérie de la ville.

De plus, ce projet se voulait une chance unique de rivaliser avec les grands centres urbains nord-américains avec lesquels Montréal était en compétition en tant que plaque tournante du commerce. En effet, le plan de Séraphin Ouimet comprenait la construction de vastes entrepôts qui auraient permis d'accueillir les grains en provenance des provinces de

---

<sup>42</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Séraphin Ouimet, *Travaux avec revenus*, [s.d.].

<sup>43</sup> Les membres de la Commission du logement salubre se rendent rapidement compte que ce projet ne vise qu'à régler les difficultés économiques du monde du transport ferroviaire et que, pour cette raison, il ne répond guère aux exigences de la Commission et ne relève point de sa compétence. AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 13 juin 1934.

<sup>44</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, *Lettre de Séraphin Ouimet à Henri L. Auger*, 14 mai 1934.

l'Ouest durant toute l'année, plutôt que durant six mois comme c'était alors le cas<sup>45</sup>. Selon lui, Montréal, « par sa géographie humaine et physique est, par eau et par terre, le seul centre économique de distribution de l'Amérique du Nord pour toute la production canadienne qui se déverse vers l'Atlantique<sup>46</sup> ». Nous avons déjà abordé au premier chapitre l'importance de la compétition entre les villes dans la création et la diffusion des innovations urbaines telles que proposés par Marjatta Hietala<sup>47</sup>, ainsi que la rivalité croissante entre Montréal et Toronto comme principal moteur économique au pays<sup>48</sup>. Cet exemple est un cas particulièrement intéressant puisqu'il montre bien la situation compétitive dans laquelle se retrouve Montréal.

Le plan Ouimet illustre surtout l'enjeu principal au cœur des tentatives de solution au problème des taudis montréalais. En effet, le chômage massif nuit grandement à la capacité de se payer un logement adéquat ou de faire des réparations sur les logements vétustes. En souhaitant remettre au travail 50 000 familles, Ouimet tente de revitaliser le marché de l'emploi afin de stimuler l'économie. Au final, ce plan sera rejeté puisqu'il ne répond pas au mandat de la Commission qui étudiera deux autres projets avant de choisir celui qu'elle voudra promouvoir.

Le deuxième projet étudié par les membres de la Commission est le Plan Armstrong, proposé par James Armstrong, homme d'affaires montréalais. Celui-ci consiste :

dans l'organisation d'une compagnie privée ayant pour objet : 1<sup>o</sup> la construction en masse de logements ouvriers; 2<sup>o</sup> la construction d'édifices commerciaux et autres pour le compte d'autrui; 3<sup>o</sup> la rénovation de logements vétustes et insalubres, ce qui automatiquement contribuera à éliminer le chômage et à améliorer la santé publique<sup>49</sup>.

---

<sup>45</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Séraphin Ouimet, *Travaux avec revenus*, [s.d.].

<sup>46</sup> *ibid.*

<sup>47</sup> Marjatta Hietala, *Services and Urbanization at the Turn of the Century: The diffusion of innovations*, Helsinki, Finnish Historical Society, 1987, p. 69.

<sup>48</sup> Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 286-287.

<sup>49</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 13 juin 1934.



Armstrong demande à ce que Montréal lui donne sa garantie pour un emprunt de 12 500 000\$ (sur un coût total de 50 000 000\$) et en retour la compagnie consentira à ce que la Cité exerce un contrôle effectif sur toute sa comptabilité<sup>50</sup>.

C'est un véritable plan de solution à la crise économique que propose en fait James Armstrong. Dans son plan conservé aux Archives de Montréal, il met en avant les buts de l'organisation qu'il souhaite créer dont : « Revivifier l'industrie du bâtiment », « Remettre en circulation des millions de dollars dans les entreprises commerciales » et « Faire renaitre la confiance parmi les propriétaires harassés afin qu'ils se décident à dépenser au lieu de thésauriser<sup>51</sup> ». Ces différents objectifs montrent bien l'ambition derrière ce projet, dont le sous-titre, « constituant un projet complet pour remédier au chômage et porter un coup direct au système inique des secours directs », ne laisse place à aucune ambiguïté quant aux intentions de l'auteur.

Armstrong propose une série d'étapes pour supprimer durablement les taudis et garder active l'industrie de la construction. Parmi celles-ci, l'interdiction de construire des résidences dans les zones industrielles est primordiale, selon lui, à l'élimination des logements insalubres. En fait, il avance que cette réglementation de la construction éliminerait automatiquement les taudis montréalais<sup>52</sup>.

Il est intéressant de constater la diversité des arguments d'Armstrong dans son projet. En effet, celui-ci alterne entre arguments pour le logement salubre et arguments pour mettre fin au chômage et au secours direct. Cette double ambition met en lumière les objectifs visés par les élites montréalaises durant la crise. En effet, pour les membres de la Commission, l'élimination des taudis semble n'être qu'une façon parmi d'autres d'éliminer le chômage. On note également dans ce projet la même confiance en l'entreprise privée pour résoudre la question du logement. Cette situation n'est guère surprenante quand on sait que la petite

---

<sup>50</sup>*ibid.*

<sup>51</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7410, James A. Armstrong, *Le plan Armstrong, constituant un projet complet pour remédier au chômage et porter un coup direct au système inique des secours directs*, [s.d.]

<sup>52</sup>*ibid.*, p. 2.

bourgeoisie montréalaise s'est toujours opposée à l'idée d'offrir des secours directs<sup>53</sup>. Citant un article datant de 1934, Marc Choko rappelle que les divers paliers de gouvernements ont grand « intérêt à la cessation du chômage et des secours directs qui en sont la conséquence, de même qu'à la sauvegarde de la classe des petits propriétaires, le rempart le plus efficace contre le communisme<sup>54</sup> ». Nous reviendrons plus longuement au chapitre trois sur les tensions politiques liées à la question du logement et nous verrons comment s'articulent ces discours et luttes de pouvoirs entre locataires et petits propriétaires.

Ce vaste projet fort coûteux, mais particulièrement détaillé sur le plan budgétaire, sera étudié par les membres de la Commission. Cependant, avant même qu'un jugement puisse être émis sur sa valeur, Armstrong décide de retirer son projet. En effet, entre deux rencontres, des institutions financières privées ont accepté de le financer sans demander de garantie de la Ville<sup>55</sup>. Ne souhaitant pas nuire aux chances de succès de son projet en rendant publiques les données financières et les devis, Armstrong demande à la Commission d'en cesser l'étude, ce qu'elle accepte en lui souhaitant bon succès<sup>56</sup>.

Cette demande d'Armstrong ne pose pas de problèmes à la Commission dans son processus d'évaluation des projets puisque celle-ci, se référant à son mandat tel qu'énoncé par le Conseil municipal, constate qu'elle ne peut, au final, étudier que le plan proposé par Eugène Doucet<sup>57</sup>. En effet, les autres projets n'abordant que très vaguement l'élimination des taudis, seul le plan Doucet répondait aux critères de la Commission. C'est sur celui-ci, dont les principes traverseront la décennie, que nous porterons maintenant notre attention. Nous constaterons que ce plan, tout comme les deux précédemment étudiés, s'articule autour de la relance de l'économie de la construction afin de soulager la Ville du fardeau posé par les secours directs.

---

<sup>53</sup> Marc H. Choko, *Crises du logement à Montréal, 1860-1939*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, p. 123.

<sup>54</sup> *ibid.*

<sup>55</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 20 juin 1934.

<sup>56</sup> *ibid.*

<sup>57</sup> *ibid.*, *Procès-verbal*, 19 juin 1934.

Présenté par Eugène Doucet, imprimeur montréalais et membre citoyen de la Commission dès sa création, ce plan de restauration du parc locatif montréalais arrive à point lorsqu'il est présenté aux autorités publiques. En plein cœur de la crise économique, comme Gabriel Rioux le propose, les experts s'entendent pour dire que l'urbanisme « devait préparer l'avènement d'une nouvelle période de prospérité<sup>58</sup> ». On avance également que la meilleure distribution de subventions pour les travaux publics est celle destinée à « procurer de nouveaux logements aux membres les plus pauvres de la collectivité<sup>59</sup> ». Ce projet vise la relance de la construction résidentielle comme solution à la fois à la crise du chômage et à celle du logement qui frappent la ville.

C'est dans cet esprit qu'Eugène Doucet propose la mise en place de son *Projet pour la démolition des taudis et leur remplacement par des maisons salubres comme remède au chômage et l'abolition du secours direct*<sup>60</sup>. Ce projet vise à démolir 25 000 unités jugées insalubres par les inspecteurs de la Ville de Montréal et à reconstruire des habitations dans lesquelles les familles ouvrières pourraient se loger.

Le plan Doucet s'appuie principalement sur des considérations économiques qui forment la base des réflexions sous-jacentes à la production du projet. D'entrée de jeu, Doucet rappelle que la majorité des chômeurs proviennent de l'industrie de la construction, qu'ils sont spécialisés et que le chômage les afflige depuis déjà quatre ans<sup>61</sup>. Il rappelle également que le petit propriétaire, comme nous l'avons déjà abordé, se voit incapable de payer les charges liées à sa propriété, et risque ainsi de perdre son logement. Il soutient que le travailleur préfère exercer son métier que de recevoir des allocations de la part de la municipalité et que son projet permettra à celui-ci de retrouver un emploi, résolvant ainsi différents problèmes liés à la crise.

---

<sup>58</sup> Gabriel Rioux, *op cit.*, p. 273.

<sup>59</sup> *ibid.*

<sup>60</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Eugène Doucet, *Projet pour la démolition des taudis et leur remplacement par des maisons salubres comme remède au chômage et l'abolition du secours direct*, [s.d.].

<sup>61</sup> *ibid.*, p. 1.

Dans le cadre de son projet d'une durée de plus de trois ans, il compte donner du travail à 10 000 ouvriers à raison de huit heures par jour et de 300 jours par année. À ces 10 000 nouveaux emplois s'ajouteraient 15 000 autres dans les diverses fabriques et manufactures liées à l'industrie de la construction et du transport. Ce projet permettrait par la même occasion d'embellir Montréal en éliminant des sources de nuisances et d'aménager des espaces verts afin d'élever « le niveau moral de toute la population en améliorant ses conditions de vie<sup>62</sup> ». À cela s'ajoutent de nombreux autres avantages pour les petits propriétaires, qui pourraient rénover leurs logements à peu de frais, et pour les contribuables, qui verraient enfin disparaître les lourdes charges financières posées par les allocations de secours directs.

Doucet suggère également à la Ville de saisir l'opportunité offerte par son plan pour obtenir à faible coût une importante quantité de terrains. La stratégie financière derrière le projet étant le rachat, au prix de l'évaluation municipale, des terrains sur lesquels des logements seraient démolis, Montréal se trouvait dans une position intéressante puisqu'elle éviterait ainsi « le procédé hasardeux de l'expropriation<sup>63</sup> ». Cette proposition permettait donc d'acheter les lots ciblés par le projet, de démolir les logements, de les reconstruire, puis de les revendre en garantissant les prêts au propriétaire. Cependant, durant la période où Montréal serait propriétaire du lot, elle devrait en profiter pour refaire le plan cadastral et, ainsi, garder la propriété de certains terrains, en partie ou en totalité, augmentant sensiblement la propriété foncière publique. Doucet suggérerait à la Ville d'utiliser cette stratégie pour élargir les rues et aménager différents espaces verts, idées très en vogue dans les discussions urbanistiques, comme nous l'avons montré précédemment. Ce projet devenait ainsi un outil de plus pour le contrôle et la modification du territoire montréalais.

Selon Doucet, la mise en œuvre de son projet de rénovation urbaine permettrait de mettre fin à la fois au chômage et aux problèmes de salubrité des logements. À son avis, l'investissement public dans la reconstruction permettrait aux ouvriers de dépenser davantage

---

<sup>62</sup>*ibid.*, p. 2.

<sup>63</sup>*ibid.*, p. 6.

dans des produits et services, remettant ainsi en marche la « roue du progrès<sup>64</sup> », relançant la création d'emplois et mettant fin à la crise économique.

Pourtant, ce plan prometteur laisse certains enjeux en suspens. En effet, on compte démolir 25 000 logements insalubres pour n'en reconstruire que 20 000. Balayant du revers de la main les problèmes pouvant être causés par la disparition de 5000 logements dans une ville déjà en crise locative, Doucet souligne que la reconstruction de seulement 80% des logements évite la concurrence déloyale et laisse la place à l'entreprise privée une fois qu'elle sera remise en marche par la réalisation du projet<sup>65</sup>. Il est intéressant de voir s'exprimer de nouveau cette confiance en l'entreprise privée quand on sait que la simple mise en place d'un plan public d'assainissement était due en grande partie à l'incapacité de l'entreprise privée de garder en bon état le parc locatif montréalais, comme le souligne Gabriel Rioux<sup>66</sup>.

Finalement, Doucet soutient dans sa présentation du projet que celui-ci se financerait par lui-même. Il ne demande ainsi qu'une mise de fonds initiale de la part des gouvernements puisque les propriétaires rembourseront les dépenses encourues par la démolition et la reconstruction, sans compter l'amélioration substantielle de la valeur et de la qualité des logements et des quartiers menant à une augmentation des taxes foncières et à une chute des dépenses en santé et sécurité publique<sup>67</sup>.

Pour prouver la validité de sa solution, Doucet s'appuie allègrement sur les succès internationaux de plans semblables au sien. Il affirme que son projet n'est pas sans précédent puisque Londres, Liverpool, Dublin, Paris, Amsterdam, Berlin, Vienne, Rome, New-York, Détroit, Philadelphie, Cleveland et « presque toutes les grandes villes américaines<sup>68</sup> » ont déjà réalisé des plans semblables pour « améliorer les conditions de vie des êtres humains et stimuler les affaires<sup>69</sup> ». Armand Dupuis, membre du Comité, souligne

---

<sup>64</sup>*ibid.*

<sup>65</sup>*ibid.*, p. 7.

<sup>66</sup> Gabriel Rioux, *op. cit.*, p. 273.

<sup>67</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Eugène Doucet, *op. cit.*, p. 12.

<sup>68</sup>*ibid.*, p. 13.

<sup>69</sup>*ibid.*

qu'un plan semblable a été mis en place en banlieue de Londres et qu'on parvient à y louer des appartements pour 18\$ par mois. Ce projet est un tel succès qu'on doit, selon lui, y refuser des familles<sup>70</sup>.

Initialement déposé en 1933, le Plan Doucet sera proposé de nouveau en 1938 après quelques séances d'études par la Commission du logement salubre. Toutefois, le gouvernement de Maurice Duplessis tergiverse sur la question de l'investissement et de son implication au niveau de la modification de la charte de Montréal. Pourtant, au début de 1938, le gouvernement du Québec avait déjà accepté un investissement de 5 500 000\$ pour que Montréal puisse finalement lancer la démolition et la reconstruction des logements vétustes<sup>71</sup>. La Commission du logement salubre devait cependant proposer un projet de modification à la charte de la Ville de Montréal afin de permettre à celle-ci de garantir des prêts et de créer une corporation régissant la démolition et la reconstruction des logements. Malheureusement, ce projet de loi ne sera pas adopté par l'Assemblée législative qui promet d'agir si le gouvernement fédéral contribue également<sup>72</sup>. Toutefois, pour le secrétaire de la Commission, Gérald Robert, la partie est loin d'être gagnée au niveau de la participation fédérale, comme en témoigne une lettre envoyée le 18 juin 1938 à une citoyenne, en réponse à ses interrogations concernant la mise en place prochaine du plan d'action, dans laquelle il soutient que le projet n'est pas encore approuvé par Québec et qu'il doute de la participation d'Ottawa<sup>73</sup>.

Ce projet de rénovation des taudis, tout comme ceux présentés auparavant, montre un certain dynamisme de la Ville et illustre un désir réel d'agir face aux problèmes de salubrité des logements. Les autorités municipales et les élites civiles ont constaté les enjeux liés aux conditions d'habitation de la classe ouvrière, même si les solutions proposées laissent perplexe. On pense, entre autres, à la confiance en la capacité du marché privé de gérer le parc locatif montréalais et au coût des loyers que peuvent se permettre les familles de chômeurs. Comme nous l'avons souligné, Montréal est loin d'être uniquement en réaction par rapport à

---

<sup>70</sup>AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 19 juin 1934.

<sup>71</sup>[s.a.], « \$5,500,000 pour des logements salubres », *La Patrie*, 25 janvier 1938.

<sup>72</sup>[s.a.], « Rapport d'une étude relative à l'habitation », *La Presse*, 11 mai 1938.

<sup>73</sup>AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, *Lettre de Gérald Robert à madame James Morley*, 18 juin 1938.

l'évolution de la situation du logement et tente de trouver des solutions à la crise. Diverses conjonctures politiques et économiques l'empêchent cependant de mener à bien ces plans.

### **2.3 Ce que ville veut : relancer l'économie en temps de crise**

Si les plans d'actions étudiés à la Commission du logement salubre ne solutionnaient pas toujours les problèmes auxquels faisaient face les locataires montréalais, ils avaient cependant tous l'ambition de résoudre en partie la crise économique qui frappait la ville et ses finances. Cette constatation laisse penser qu'au-delà de la crise locative, d'autres enjeux étaient dans la mire des différents auteurs, et principalement d'Eugène Doucet, dont le plan a été le plus publicisé par la Commission.

Montréal fait face, durant la décennie 1930, à une crise économique sans précédent et ce, à plusieurs niveaux. D'abord, les mises à pieds massives dans les usines montréalaises créent une situation de chômage rarement égalée, bien que l'on pense d'abord qu'il s'agit d'une situation similaire aux baisses d'emploi saisonnières dans le secteur manufacturier<sup>74</sup>. Cette crise a des répercussions directes sur la capacité de paiement des chômeurs qui ne peuvent plus se permettre des loyers de qualité au prix exigé par les propriétaires de logements. Ces derniers se retrouvent donc devant des logements rapportant peu, ce qui les empêchent de payer les frais courants entourant leur propriété, dont les taxes foncières essentielles au revenu municipal. Par conséquent, la Ville voit ses revenus diminuer grandement, limitant l'aide qu'elle pourrait apporter aux chômeurs et sa capacité à insuffler un peu de vigueur à l'économie moribonde de l'époque.

Montréal n'est évidemment pas la seule ville dans cette situation, Terry Copp souligne à ce sujet qu'un simple survol des rapports déposés devant la Commission sur les relations entre les provinces et le Dominion montre que l'ensemble des villes canadiennes affrontaient

---

<sup>74</sup> Sylvie Taschereau, *op cit.*, p. 811.

la même situation<sup>75</sup>. Il rappelle cependant que Montréal était étranglée financièrement par les dépenses liées au soutien aux familles. Les autorités municipales étaient compatissantes envers les payeurs de taxes et réticentes à exproprier les mauvais payeurs, comprenant bien que, essentiellement, ces propriétaires ne payaient pas en raison d'un manque de revenus de la part des locataires<sup>76</sup>. Malgré cette situation difficile, l'administration augmente tout de même la part de budget accordée aux services visant les individus (santé, bien-être social, parcs, loisirs, etc.) de 17.9% en 1932 à 25.7% en 1940-1941<sup>77</sup>.

Nous verrons dans cette dernière partie que la Ville était fort active dans l'intervention auprès de la population de chômeurs et tentait d'innover au niveau de l'offre de travail. Nous examinerons les raisons derrière ces décisions en analysant plus avant le contexte de crise économique au sein de l'appareil municipal. Cela nous permettra de mieux comprendre les modes de réflexions des fonctionnaires municipaux qui devaient trouver des solutions à la crise du logement et à la crise économique, tout en gardant les finances publiques à flot. À travers cette analyse plus critique du travail effectué par la Ville de Montréal, il s'agit de mettre en lumière les objectifs municipaux qui sous-tendent les décisions prises par les acteurs agissant en son nom.

Il paraît évident, à la lumière des plans d'actions déposés à la Commission du logement salubre, que la question principale qui préoccupait Montréal n'était pas réellement la qualité du parc locatif. En effet, les trois plans présentés offrent, d'abord, des solutions visant à réduire les impacts du chômage en diminuant les dépenses en secours directs. Les coûts liés aux secours directs étouffaient la Ville de Montréal qui devait donc, pour assainir ses finances, trouver une façon de relancer l'économie. Les plans répondent parfaitement à cet objectif. Ainsi, le plan Armstrong ne laisse place à aucune ambiguïté en arborant un titre tel que « Le plan Armstrong, constituant un projet complet pour remédier au chômage et porter un coup direct au système inique des secours direct<sup>78</sup> ». Tout comme celui de Ouimet, intitulé

---

<sup>75</sup> Terry Copp, *op cit.*, p. 113.

<sup>76</sup> *ibid.*, p. 119.

<sup>77</sup> Michèle Dagenais, « « A Model for the Emerging Welfare State?... », *op cit.*, p. 133

<sup>78</sup> AVM, Centre de documentation, Pièce 7410, James Armstrong, *op cit.*.



« Travaux avec revenus. Abolition du secours direct à Montréal en 60 jours. Abolition du déficit des chemins de fers en 60 mois<sup>79</sup> ».

Comme nous le savons maintenant, ni le plan Armstrong ni le plan Ouimet ne seront appliqués. Cependant, le fait que des projets ayant comme objectif la fin des secours directs bien davantage que la fin des logements insalubres aient été reçus et étudiés par les membres illustre les objectifs de cette commission : la fin du chômage et la baisse des dépenses municipales. Le plan Doucet en témoigne bien par son sous-titre tout aussi évocateur : « Où la mise de fonds se rembourse automatiquement<sup>80</sup> ». Quand on pense à l'autre titre utilisé pour désigner ce projet, les objectifs de l'intervention de la Ville apparaissent encore plus clairement : « Projet pour l'abolition des taudis et leur remplacement par des maisons salubres comme remède au chômage et abolition des secours directs<sup>81</sup> ».

La réduction des dépenses liées aux secours directs est donc l'enjeu central des travaux sur les taudis menés sous l'égide de la Commission du logement salubre. Dans l'introduction à son projet, Doucet établit clairement le lien entre chômage et industrie de la construction. Il propose donc de relancer cette industrie essentielle à l'économie montréalaise et dont la chute brutale causée par la crise économique avait affecté une grande quantité de familles<sup>82</sup>.

Selon Paul-André Linteau, c'est à ce secteur de l'économie montréalaise que les élus s'attaquent en premier dans les plans visant à mettre fin au chômage<sup>83</sup>. Nous croyons cependant que cet objectif a pris une place plus large que prévu dans les délibérations de la Commission. En effet, en 1937, lors d'une réunion du conseil municipal, une résolution est adoptée visant à (re)créer un comité du logement salubre. Ce nouveau comité avait comme

---

<sup>79</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Séraphin Ouimet, *Travaux avec revenus*, [s.d.].

<sup>80</sup> *ibid.*, Eugène Doucet, *Le Projet Doucet*, [s.d.].

<sup>81</sup> *ibid.*

<sup>82</sup> Paul-André Linteau affirme à ce sujet qu'au Canada, près du deux tiers des employés de la construction sont au chômage durant la crise des années 1930. Paul-André Linteau, *op cit.*, p. 311-312.

<sup>83</sup> *ibid.*

mandat principal d'étudier « la mise à exécution d'un plan de logements salubres<sup>84</sup> ». Pourtant, c'est une copie conforme du Plan Doucet que cette nouvelle mouture de la Commission proposera aux élus. Encore une fois, la fin du chômage était promue sans que l'on étudie plus avant les propositions de rénovation des logements au-delà de leur intérêt économique.

Dès son premier dépôt, le projet Doucet laissait déjà de côté l'amélioration du parc locatif au profit de la fin du chômage. Ainsi, le 9 octobre 1934, la Commission du logement salubre énonce une série de considérations en préambule d'une proposition déposée devant le conseil municipal. De ces douze considérations, seulement deux évoquent la qualité des logements montréalais. Et encore, dans l'un des cas, la Commission nie davantage la présence de taudis sur le territoire de la métropole en signalant qu'elle « est d'avis qu'il existe à Montréal peu de logements qui, au terme du code, puissent être classés comme insalubre (taudis) et dont la Cité puisse en conséquence ordonner la démolition<sup>85</sup> ». Dans l'autre, on souligne l'une des qualités du projet, c'est-à-dire que « la ville serait embellie par le remplacement des maisons délabrées et disgracieuses par des maisons neuves<sup>86</sup> ». Finalement, la dernière considération expose sans équivoque les enjeux ciblés par la Commission lorsqu'elle affirme que son projet vise à permettre « aux propriétaires de maisons ayant perdu leur valeur économique de les reconstruire et, ce faisant, d'atteindre dans une large mesure *les deux buts visés, soit l'abolition du chômage et la suppression des secours directs*<sup>87</sup> ». Il paraît évident que la Commission n'envisageait l'amélioration du parc locatif montréalais que dans la perspective de mettre fin au chômage.

Pour Marc Choko, il est clair que l'objectif du projet Doucet n'est pas de régler les problèmes de logements puisqu'il s'adresse uniquement aux propriétaires fonciers et favorise une reconstruction avec des revenus accrus pour ceux-ci<sup>88</sup>. Il évoque également l'opposition

---

<sup>84</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Greffier de la Cité de Montréal, *Extrait du procès-verbal d'une assemblée spéciale du Conseil municipal de Montréal tenue mercredi le 22 décembre 1937*, 22 décembre 1937.

<sup>85</sup> *ibid.*, Greffier de la Cité de Montréal, *Extrait du procès-verbal de l'assemblée mensuelle du Conseil municipal de Montréal tenue mardi le 9 octobre 1934*, 9 octobre 1934.

<sup>86</sup> *ibid.*

<sup>87</sup> *ibid.*, Nos italiques.

<sup>88</sup> Marc H. Choko, *op cit.*, p. 123.

de Percy Nobbs qui considère que la Ville devait plutôt établir un vaste plan d'ensemble et investir dans la construction d'habitations à loyer modique (HLM) afin de faire des économies d'échelle et de constituer une réserve foncière municipale<sup>89</sup>. Ceci confirme également une proposition de Florian Urban qui suggère que l'intérêt des classes moyennes et supérieures pour les conditions d'habitation de la classe ouvrière est principalement centré sur la préservation de leurs intérêts spécifiques<sup>90</sup>. Les propositions de la Commission du logement salubre remplissent parfaitement cet objectif.

## Conclusion

Ce chapitre a présenté les différentes propositions de la Ville de Montréal pour lutter contre les logements insalubres. Comme nous l'avons déjà suggéré, l'historiographie traditionnelle de la crise économique des années 1930 tend à présenter l'action municipale comme étant réactive, parfois négligente, ou encore complètement dépassée par une situation d'une grande complexité. Or, il n'en n'est rien. La Ville s'active plutôt à développer et analyser des mesures visant à apporter des solutions aux problèmes causés par la crise. Cependant, régie par une charte contrôlée par le gouvernement du Québec, peu de latitude lui était laissée pour innover en dehors de ce cadre légal, même si celui-ci offrait une certaine autonomie dans la façon d'intervenir dans la crise<sup>91</sup>. C'est donc au niveau de la recherche, de l'analyse, de la production d'idées et de plans novateurs que l'activité municipale se distingue en matière de salubrité au courant des années 1930. Bien que les projets étudiés ne mènent finalement pas à des actions concrètes, les élus et fonctionnaires montréalais profitent de la situation pour réfléchir au développement urbain et aux meilleures pratiques de planification et de gestion du territoire de la ville. Plutôt que de penser à résoudre les problèmes selon une perspective sociale, c'est la logique économique qui prédomine. La Ville est, en effet, plus outillée pour la gestion du cadre bâti et du territoire, ce qui ne l'empêche pas de viser à travers cela à gouverner sa population.

---

<sup>89</sup> *ibid.*, p. 123-125.

<sup>90</sup> Florian Urban, *op cit.*, p. 7.

<sup>91</sup> Michèle Dagenais, *op cit.*, p. 127.

Les différentes enquêtes sur la qualité du parc locatif montréalais, tels les casiers sanitaires, l'étude menée pour la Commission métropolitaine ou les recherches menées par la Commission du logement salubre visaient à doter la Ville de données variées afin de cesser de dépendre des enquêtes privées telle celle menée par la Ligue du progrès civique et le *Board of Trade*. Ces données ont permis aux acteurs municipaux de planifier de façon plus pointue la lutte au taudis. Pour ce faire, ils distribuent un sondage visant les propriétaires de logements vétustes souhaitant rénover leur propriété avec l'aide de la Ville. Les informations collectées visaient principalement à connaître l'étendue de l'intérêt envers le projet afin d'en prévoir les coûts de façon plus précise.

Nous avons également constaté l'importance des plans de rénovation urbaine mis en place à l'international. En effet, étudiant certaines revues européennes traitant du logement et du réaménagement de quartiers vétustes, les principaux acteurs de la Ville dans le domaine de la lutte au taudis parviennent à créer des plans de réfection du parc locatif. L'étude de projets menés en Suisse a montré que Montréal n'est pas seulement passive dans l'exploration de solutions à l'insalubrité des logements puisque des plans de logements ouvriers de qualité proposés au début de la décennie se retrouvent également dans les projets suisses de réaménagement du quartier de la vieille ville de Genève. Sans accorder le crédit de la création de ces plans à Montréal, nous proposons que les intervenants dans le secteur du logement ouvrier tentaient de rester à la fine pointe de l'innovation dans ce domaine.

L'étude des plans présentés par la Ville à la suite de ces enquêtes a mis en lumière les objectifs des membres de la Commission du logement salubre et de la classe politique montréalaise. Les trois plans étudiés étaient principalement des solutions au problème de chômage affligeant la ville. Bien que le plan Doucet apportait une importante contribution à la lutte aux logements insalubres, il n'en demeure pas moins qu'il réduisait drastiquement le nombre de logements disponibles et proposait d'augmenter le coût des loyers. Cette mesure visait à stimuler l'industrie de la construction qui aurait alors comblé le manque de logements. Comme nous le savons maintenant, aucun de ces plans ne sera mis en place et la crise du logement à Montréal n'est toujours pas résolue à la fin de la décennie.

La lutte au taudis montréalais prend une place importante durant la crise économique, tant en ce qui concerne la couverture médiatique qui traite de la question avec des images, des témoignages et des éditoriaux, qu'en ce qui a trait à la vision de la rénovation urbaine comme solution au chômage. Pourtant, derrière ce combat contre l'insalubrité des logements se profilent les volontés plus profondes des différents acteurs municipaux. En effet, au-delà des problèmes de chômage et de logements, ce sont des enjeux sociopolitiques et des luttes de pouvoir qui occupent l'esprit des élites de l'époque. La lutte au taudis visait en effet à combattre les forces politiques contestant l'ordre établi et à affirmer l'importance des propriétaires dans la gestion de la cité. Si les plans étudiés par la Ville de Montréal proposent des pistes de sortie de crise, ils participent également à la stabilisation sociale et à la protection des classes dominantes de la société montréalaise. C'est ce que nous verrons dans le prochain chapitre qui permettra d'achever l'exploration des rapports entre la Ville de Montréal, les taudis et les Montréalais les habitant.

### Chapitre 3 : « Le taudis, cause de toutes les déchéances<sup>1</sup> » : l'administration municipale du logement et du logé

#### Introduction

Au printemps 1940, la Ville de Montréal est dépassée par le fardeau financier qui lui est imposé. Les nombreuses dépenses liées au soutien des familles ouvrières souffrant du chômage, de même que le grave manque à gagner dans ses coffres obligent l'administration municipale à déclarer faillite<sup>2</sup>. En mai de la même année, le gouvernement du Québec intervient et met Montréal sous tutelle<sup>3</sup>. Cette décision est le point culminant d'une décennie durant laquelle la Ville tente tant bien que mal d'équilibrer le budget municipal, malgré la hausse constante des dépenses liées à l'offre de secours directs.

Ces difficultés à produire un budget équilibré sans emprunter à outrance ont des causes fondamentalement politiques. Montréal compte à l'époque un nombre de propriétaires très faible par rapport au nombre de locataires. Paul-André Linteau avance les chiffres de 90% de locataires contre 10 % de propriétaires en 1940<sup>4</sup>. Ces derniers protestent devant chaque proposition d'augmenter le financement des secours directs. Il est inconcevable pour ce groupe d'offrir des services supplémentaires à une population dont la contribution au financement public de la Ville est plutôt faible<sup>5</sup>. Sous l'égide de diverses associations défendant leurs intérêts, telles que la Ligue du progrès civique ou la Ligue des propriétaires, les propriétaires fonciers militent pour une reconfiguration du conseil municipal afin d'augmenter leur représentation et leur influence dans la gestion des dépenses et des revenus de la Ville<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> [s.a.], « Le taudis, cause de toutes les déchéances », *L'Ordre nouveau*, mars 1940.

<sup>2</sup> Sylvie Taschereau, « Les années dures de la Crise », dans Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, Régions du Québec 21, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 832.

<sup>3</sup> *ibid.*

<sup>4</sup> Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 414.

<sup>5</sup> *ibid.*, p. 415.

<sup>6</sup> Michèle Dagenais, « A Model for the Emerging Welfare State? Municipal management in Montreal during the 1930s », dans Michèle Dagenais, Irene Maver, et Pierre-Yves Saunier, dir., *Municipal Services and Employees in the Modern City: New Historic Approaches*, Historical urban studies, Burlington, Ashgate, 2003, p. 129.

Ce sont ces enjeux politiques, évoluant parallèlement aux travaux de la Commission du logement salubre, qui occuperont notre attention dans ce dernier chapitre. Au cours de la décennie, les propriétaires qui considèrent les taudis et leurs habitants comme l'une des causes principales des problèmes financiers de la Ville, exercent de fortes pressions afin de les éliminer ou, à tout le moins, d'en assurer une gestion efficace. Leurs interventions publiques pour l'assainissement des finances s'accompagnent de réformes, dont celle concernant la fiscalité sera la plus efficace et originale.

Selon Nikolas Rose et Thomas Osborne, le logement est un lieu privilégié de gouvernance en raison des conditions de vies difficiles des masses populaires que les élites avaient comme ambition de contrôler et diriger afin d'éviter une corruption des mœurs et des esprits<sup>7</sup>. Par la classification et la recension de données, la surveillance et l'administration, le gouvernement municipal parvient à réguler et civiliser la population urbaine, malgré ses conditions de vie précaires<sup>8</sup>. C'est cette vision de l'habitat urbain qui explique les actions de la Ville de Montréal pour tenter d'améliorer sa capacité à gérer l'état des logements et les comportements de leurs occupants. En effet, en plus de mettre fin au chômage, les différents plans de rénovation urbaine proposés par les membres de la Commission du logement salubre visaient à développer des méthodes d'administration du territoire montréalais passant par la gestion des individus y habitant. Or, comme nous le savons maintenant, ces plans ne verront jamais le jour. Néanmoins, ce désir d'améliorer la gestion des zones considérées comme vétustes est présent tout au long de la décennie 1930 dans les discours diffusés par les élites municipales. Le logement devient ainsi un espace à gouverner d'une importance particulière pour influencer la population au chômage.

Ce chapitre montrera quelles formes prend cette ambition de développer la gestion de la population urbaine, ainsi que la façon dont ces démarches culminent en une modification profonde de l'administration publique montréalaise. Alors que les chapitres précédents

---

<sup>7</sup>Nikolas Rose et Thomas Osborne, « Governing Cities: Notes on the Spatialisation of Virtue », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 17, 1999, p. 745.

<sup>8</sup>*ibid.*, p. 743-744.

présentaient les recherches et réflexions menant à divers plans d'actions analysés par la Commission du logement salubre, le présent chapitre met en lumière le développement d'outils et de méthodes d'interventions politiques et socio-économiques sous-jacents à ces réflexions sur la question des taudis. Nous comprendrons ainsi davantage le raisonnement des dirigeants entourant certaines décisions municipales.

Nous verrons d'abord l'évolution du discours sur le taudis et sur ses habitants. Faisant de nombreux détours pour éviter d'utiliser le mot « taudis » dans ses publications officielles, la Commission du logement salubre est bien moins réticente à user de nombreux termes péjoratifs pour décrire ceux qui y habitent. Ce changement de ton selon l'objet visé par les discours des élites résulte d'une catégorisation de la vie urbaine. Alors que le refus d'utiliser le mot taudis pour décrire le cadre bâti permettait à Montréal de se targuer de posséder un parc immobilier de bonne qualité, minimisant au passage l'importance d'investir rapidement et efficacement dans sa rénovation, la diffusion de propos dégradants pour les habitants de ces milieux permet aux élites civiques et municipales de définir et de publiciser les comportements qu'elles souhaitent modifier par son intervention. Ainsi, la préservation de la famille catholique, les dangers d'épidémies et les maisons en ruine qui ont « toujours été une invitation aux moins désirables des émigrants [sic]<sup>9</sup> » sont présentés au grand public par l'entremise des journaux ou de divers organismes. Un dialogue s'installe alors entre la Ville et les acteurs civiques sur la qualité de la vie dans certains quartiers. Ceux-ci participent à la construction du problème des taudis et incitent la Ville à développer un discours visant à préserver la paix et la santé sur son territoire. Se formera donc au courant de cette décennie, un lien théorique direct entre logement insalubre, quartiers vétustes et idées de gauche révolutionnaires. Cet amalgame largement discuté dans les médias influencera grandement les membres de la Commission qui réfléchiront dès lors à la meilleure façon de contenir les idées subversives dans leur champ d'intervention, le logement. Le discours sur les habitants des taudis étant bien en place, la Ville pourra dorénavant proposer des interventions sur ceux-ci pour combattre les maux identifiés.

---

<sup>9</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers 1934-1939, Boîte 099-01-06-03, Leonard E. Schlemn, *Problèmes d'urbanisme traitant des conditions présentes à Montréal*, 8 mai 1934.



Finalement, nous étudierons la lutte entre propriétaires et locataires pour accroître leur ascendant sur l'appareil municipal en montrant comment le logement devient un enjeu central de la vie politique montréalaise. Nous montrerons que l'attention portée aux locataires montréalais et à leurs conditions de vie est aussi guidée par une volonté de mieux gérer les finances publiques et de diminuer le fardeau des propriétaires par une diversification des sources de revenus. Nous proposons que c'est ce désir d'équilibrer le budget municipal qui poussera la Ville à augmenter ses interventions dans le domaine de la salubrité des logements. Nous étudierons également la participation des organismes civiques à cette construction du problème posé par les taudis et leurs habitants par le biais de leurs mobilisations et revendications sur la scène publique.

Ce chapitre culmine par la présentation du nouveau modèle d'élection du Conseil municipal instauré sous la tutelle du gouvernement du Québec. Nous verrons alors que la qualité des logements occupe une place centrale dans la vie politique montréalaise et que celui qui contrôle le logement contrôle la ville.

### **3.1 Gérer l'habitat et gérer l'habitant : préserver la paix et promouvoir la propriété**

Lorsque les membres de la Commission du logement salubre proposent un plan de rénovation urbaine s'attaquant aux taudis de la ville, ils précèdent leur exposé de bon nombre de considérations. Parmi celles-ci se trouve une volonté de sauvegarder la « classe des petits propriétaires, rempart le plus efficace contre le communisme <sup>10</sup> ». Ce type d'affirmation sur la menace communiste qui planerait sur Montréal est fréquent, tant dans les présentations de projets que dans les réflexions des membres de la Commission notées dans les procès-verbaux, sans compter les nombreux articles de journaux dénonçant les dangers de la propagation d'idéologies subversives. Les élites politiques savent bien que les circonstances sont propices au développement de discours politiques s'opposant à l'ordre capitaliste, d'où leur volonté d'agir sur les différents canaux pouvant accélérer sa diffusion.

---

<sup>10</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers 1934-1939, Boîte 099-01-06-03, [s.a.], *Rapport et résolution de la Commission du logement salubre*, [s.d.], p. 2.

Pour Christine Elie, dont la thèse de doctorat s'intéresse à la gauche politique montréalaise de la crise économique des années 1930 à la période d'après-guerre, il est clair que les campagnes de revendications menées par des groupes politiques proches du Parti Communiste du Canada touchaient la population et encourageaient la mobilisation politique, tant chez les francophones que chez les anglophones. Elle souligne que le nombre de communistes francophones, à Montréal, peinait à dépasser les 500 individus, mais que des campagnes pour la paix, le logement abordable et la syndicalisation impliquaient une plus large part de la population de la ville<sup>11</sup>.

Aux yeux des élites, les milieux de vie dégradés forment un terreau fertile pour les idées politiques de gauche et, partant, représentent un danger réel pour l'ordre établi. Nous avons déjà abordé les enjeux relatifs à la santé publique posés par la présence de logements insalubres et par leur occupation qui causaient une augmentation des dépenses municipales en matière de surveillance policière, d'inspections sanitaires, etc. Or, les comportements et les idées ne sont pas davantage à l'abri des dangers de la dégradation de la qualité des logements. Pour les médias, qui couvrent largement le phénomène, le statut de locataire rend vulnérable à la propagande communiste puisqu'il n'y aurait aucun attachement à la propriété. Ainsi, *La Presse* rapporte, en 1938, un discours tenu par l'abbé de St-Simon-de-Drummond dans lequel celui-ci souligne que « si tous étaient propriétaires, chacun aurait à cœur de garder sa propriété et par le fait même de combattre les principes du communisme, lequel veut le partage des biens<sup>12</sup> ».

Certains enjeux soulevés dans les chapitres précédents laissent penser que consolider l'importance d'une classe de petits propriétaires qui auraient à cœur de conserver leur habitation et de la garder en bon état devient le principal objectif des élites montréalaises. Le Plan Doucet répond directement à ces préoccupations. En suggérant de démolir les taudis et de reconstruire au même endroit des logements neufs, de meilleure qualité et en garantissant les

---

<sup>11</sup> Christine Elie, « The City and the Reds: Leftism, the Civic Politics of Order, and a Contested Modernity in Montreal, 1929-1947 ». Thèse de Ph.D., Queen's, 2015, p. 64.

<sup>12</sup> [s.a.], « Assemblée bien réussie », *La Presse*, 22 juillet 1938.

prêts aux anciens propriétaires, il participe à consolider l'importance de cette classe de citoyens. S'il avait finalement été mis en place, le projet aurait d'ailleurs fait d'une pierre deux coups dans la lutte aux idées subversives gagnant petit à petit les ouvriers au chômage. En effet, en proposant de faire travailler les chômeurs à la rénovation de pâtés de maisons en entier, la Commission aurait permis de sortir de l'oisiveté une grande quantité de travailleurs<sup>13</sup>.

Pour Andrée Lévesque, il est clair que l'exaspération causée par le manque d'emploi, le mécontentement envers la distribution des secours directs et les « longues heures d'oisiveté forcée créent le sentiment d'être abandonné par les responsables de cet état des choses<sup>14</sup> ». Les élites sont ainsi bien conscientes que cette aliénation due à la passivité imposée par la situation économique rend forcément sensible aux nouvelles idées et facilite la mobilisation politique de la population chômeuse<sup>15</sup>. Lévesque poursuit son analyse de la gauche québécoise des années 1930 en soulignant que la crise économique augmente l'inquiétude des élites en raison de la prévisible exaspération des chômeurs, ce qui mène à une montée de l'anticommunisme parmi les élites catholiques<sup>16</sup>.

En effet, les attaques les plus virulentes proviennent de l'Église catholique. Andrée Lévesque rappelle que « provoquée par les éléments internationaux et les activités communistes au pays, et alimentée par les encycliques papales, la lutte contre le communisme devient chez certains membres du clergé et chez certains politiciens, une véritable obsession<sup>17</sup> ». Dans un article dans lequel un auteur anonyme attaque les conditions de logements de la classe ouvrière, *L'ordre nouveau* rappelle qu'il est essentiel de s'attaquer au taudis si nous voulons jouir un jour de la paix sociale<sup>18</sup>. Ainsi, l'adéquation du chômage et des

---

<sup>13</sup> La Commission du logement salubre avance les chiffres de 10 000 travailleurs qui seraient sollicités pour effectuer ces grandes rénovations. AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Eugène Doucet, *Projet pour la démolition des taudis et leur remplacement par des maisons salubres comme remède au chômage et l'abolition du secours direct*, [s.d.], p. 1.

<sup>14</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit: les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 60.

<sup>15</sup> *ibid.*

<sup>16</sup> *ibid.*, p. 121

<sup>17</sup> *ibid.*

<sup>18</sup> [s.a.], « Le taudis, cause de toutes les déchéances », *L'ordre nouveau*, mars 1940.

conditions de vie dans les taudis participerait grandement à la propagation des projets communistes.

On perçoit bien l'opposition des élites catholiques aux idées de gauche dans la couverture médiatique des enjeux liés au chômage et aux conditions de vie des familles habitants dans les taudis montréalais. Cette opposition provient sans doute de la vision du communisme comme étant profondément antifamilial<sup>19</sup>. En effet, le communisme ne reconnaît « aucun lien particulier de la femme avec la famille et le foyer, proclame le principe de l'émancipation de la femme et retire aux parents le droit à l'éducation<sup>20</sup> ». Pour l'Église, selon qui la famille forme le fondement de la société, tolérer une position semblable est difficilement acceptable.

Cette position de l'Église catholique au sujet des idées politiques de gauche transparait largement dans la nature des propos tenus par les critiques de la situation locative montréalaise. Ainsi, les pourfendeurs de la vie dans les taudis abordent différents sujets touchant la morale qui rejoignent les reproches formulés par les élites montréalaise à propos des dépenses municipales visant à contrôler plusieurs vices : l'alcoolisme, les femmes au travail (« cette plaie de la société moderne<sup>21</sup> »), la délinquance juvénile, la dénatalité, les jeux de ruelles (« c'est là que s'amorcent bien des aventures précocement sentimentales, qui se continueront bientôt, avec l'âge, dans les endroits les moins recommandables, la salle de danse, le cinéma, les parcs publics...<sup>22</sup> »). Il est ainsi assez aisé de comprendre la façon dont sont perçus, et présentés, les taudis, leurs habitants et les quartiers en détérioration. Ces élites catholiques considéraient que le développement des idées communistes se faisait plus facilement dans des milieux déchristianisés<sup>23</sup>, d'où leur intérêt à préserver un milieu de vie traditionnel et stable pour les chômeurs montréalais.

---

<sup>19</sup>Caroline Désy, *Si loin, si proche: la Guerre civile espagnole et le Québec des années trente*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, p. 35.

<sup>20</sup>*ibid.*

<sup>21</sup> [s.a.] « Le taudis, cause de toutes les déchéances », *L'ordre nouveau*, mars 1940.

<sup>22</sup>*ibid.*

<sup>23</sup> Christine Elie, *op cit.*, p. 52.

Les articles tout juste évoqués sont publiés dans le mensuel religieux *L'Ordre nouveau* et soigneusement conservés par le secrétaire Gérard Robert dans les archives de la Commission. Sensible à cette peur des communistes et des idées révolutionnaires les autorités montréalaises développent des stratégies pour apaiser les tensions sociales. Comme nous l'avons déjà proposé, les plans de luttes aux taudis avaient comme objectif principal la remise au travail de nombreux chômeurs, autant sinon plus que la rénovation urbaine. Cette volonté de favoriser un retour massif au travail s'inscrit dans l'idée de relancer l'économie, certes, mais également dans le désir de l'administration municipale de réaffirmer son autorité. Profitant de l'ouverture, par le gouvernement fédéral, de camps de travail pour chômeurs, Montréal les encourage fortement à s'y engager<sup>24</sup>. Ces camps sont susceptibles régler un problème majeur pour la classe dirigeante de la ville : l'errance des chômeurs<sup>25</sup>. Cette situation causait une certaine instabilité politique par le fait que ceux-ci étaient particulièrement prompts à démontrer leur mécontentement.

Ne réclamant pas uniquement des emplois, ces chômeurs ont développé leurs discours revendicateurs en y ajoutant des exigences minimales dans le domaine social, notamment la salubrité des logements. Lara Campbell, dans son analyse de la situation sociale en Ontario durant la crise, montre que 49% des grèves et manifestations répertoriées durant la période visait des enjeux comme le logement salubre, la nourriture, la santé et la distribution des secours directs<sup>26</sup>. Cela montre bien que l'instabilité politique de cette décennie est directement reliée à la situation misérable dans laquelle se retrouve une grande partie de la population.

Pour Christine Elie, la répression des groupes de gauche à l'époque est le résultat d'un désir d'ordre qu'elle montre en proposant que l'administration montréalaise se doit d'intervenir auprès des individus subversifs, et de ceux dont les conditions de vie stimulent un certain potentiel mobilisateur. Ceux-ci sont problématiques en raison de l'affront qu'ils posent à la capacité municipale de générer un ordre social solide sur lequel peut reposer la société<sup>27</sup>.

---

<sup>24</sup> Sylvie Taschereau, *op cit.*, p. 822.

<sup>25</sup> *ibid.*

<sup>26</sup> Lara Campbell, *Respectable Citizens: Gender, Family, and Unemployment in Ontario's Great Depression*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 154.

<sup>27</sup> Christine Elie, *op cit.*, p. 6.

Cet ordre social se voyait remis en cause par l'incapacité de la Ville d'améliorer concrètement la qualité de vie des familles ouvrières. Celles-ci devaient donc se tourner vers des réseaux informels issus de liens familiaux ou de voisinage afin de parvenir à combler le manque à gagner entre leurs besoins et le soutien offert par la municipalité<sup>28</sup>. La situation incite ainsi Montréal à tenter de trouver des solutions au problème du logement afin d'améliorer sa capacité à gérer la population urbaine.

Démontrant une bonne compréhension des problèmes de la classe ouvrière en matière de logement, les organisations de gauche s'impliquent dans la lutte pour l'obtention de logements à la fois salubres et à loyer modique. Ces nombreuses demandes s'inscrivent, bien sûr, dans la lignée de contestations des conditions de vie des familles ouvrières, mais également dans la lutte contre les moyens mis en place pour se débarrasser des mauvais payeurs. S'organisent ainsi, du côté de la gauche politique montréalaise, divers mouvements visant à protéger les familles vulnérables contre les actions entreprises par les propriétaires. L'Association humanitaire, fondée par Albert St-Martin et Émile et Abel Godin en 1932, devient l'une des voix fortes du combat pour l'offre de logements à prix modique<sup>29</sup>. Fondateur de l'Université ouvrière, Albert St-Martin ne rate pas une occasion de déplorer la façon dont sont traités les chômeurs et les méthodes arbitraires et douteuses adoptées pour distribuer les secours<sup>30</sup>.

La lutte contre les évictions devient un enjeu central à mesure que s'aggrave la crise économique. Dès 1931, la Ligue d'unité ouvrière (LUO) exige l'« abolition complète de l'expulsion des logements des chômeurs qui sont incapables de payer le loyer. Exemption pour tous les chômeurs du paiement du loyer, des taxes et dépenses pour les services communautaires nécessaires aussi longtemps qu'ils ne seront pas assurés d'une assurance sociale adéquate<sup>31</sup>. » Revendiquant du même souffle la construction d'habitations à loyer modique, cette organisation, liée de près au Parti communiste, milite ardemment pour une amélioration concrète de la qualité de vie des chômeurs. Les organisations syndicales ne sont

---

<sup>28</sup>Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1991, p. 230.

<sup>29</sup>Christine Elie, *op cit.*, p. 190.

<sup>30</sup>*ibid.*, p. 187.

<sup>31</sup>[s.a.], *Worker*, février 1931. Cité dans Marc H. Choko, *Crises...*, p. 116.

pas en reste puisque dès le début de la décennie 1930, le Congrès des Unions nationales catholiques demande un moratoire sur les saisies des biens des travailleurs après leur retour au travail afin d'éviter que ceux-ci soient harcelés par leurs créanciers<sup>32</sup>.

Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les syndicats québécois adoptent également de nombreuses positions et méthodes d'interventions dans le domaine public afin de revendiquer une amélioration des conditions de vie des travailleurs. Ainsi, au cours des années 1920, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) développe ses demandes en termes de sécurité sociale : des allocations familiales (1923), des pensions de vieillesse (1926) et l'assurance-chômage (1928)<sup>33</sup>. Ces revendications s'ajoutent à celles proposées par le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) qui intervenait dans l'espace public et auprès des trois paliers de gouvernement concernant la qualité de vie de l'ensemble de la classe ouvrière, concevant ainsi un « projet de société de type réformiste qu'on qualifierait aujourd'hui de social-démocrate<sup>34</sup> ».

Les organisations syndicales utilisent d'ailleurs leurs divers organes de presse pour promouvoir leur vision de la gestion des logements et contester, et parfois appuyer, celle proposée par les administrations publiques. Marc Choko a recensé au début des années 1980, pour le compte de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), l'ensemble des positions de cette organisation, et quelques unes des centrales concurrentes, concernant le logement. Ce document inédit présente plusieurs propositions et débats menés au sein de l'organisation, ainsi que de nombreux extraits de revendications publiées dans leur journal, *La vie syndicale*.

Par exemple, l'organisation appui la demande faite par la Ville de Montréal auprès du gouvernement du Québec d'obtenir un amendement à la charte autorisant celle-ci à emprunter pour effectuer la démolition et la reconstruction des taudis<sup>35</sup>. Bien que le Plan Doucet ne soit pas nommé directement dans cette proposition, le fait qu'il soit discuté dans le cadre du Congrès de la CTCC de 1936 laisse penser que c'est bien à ce projet que réfère

---

<sup>32</sup> Marc H. Choko, *Revendications de la CSN sur le logement*, mai 1982, p. 6.

<sup>33</sup> Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois: deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, p. 63.

<sup>34</sup> *ibid.*, p. 61.

<sup>35</sup> *ibid.*

l'organisation<sup>36</sup>. Le syndicat semble informé des projets proposés par la Commission du logement salubre et milite pour leur mise en œuvre. Le logement salubre devient un enjeu essentiel autour duquel une part importante de l'argumentaire syndical se construit. Ces organisations sont donc opposées aux propriétaires désireux d'être payés et de rentabiliser leur investissement immobilier. Cette opposition illustre bien que le débat sur la salubrité des habitations est au cœur d'un conflit politique entre propriétaires et locataires.

*La vie syndicale* devient rapidement un médium de revendications prisé pour faire la promotion de meilleures conditions de vie pour les chômeurs. N'ayant pas toujours les positions les plus radicales, le syndicat catholique relaie tout de même des propositions partagées par des groupes communistes, comme en fait foi une manchette d'avril 1930 dans laquelle le journal demande d'offrir des logements gratuits aux chômeurs<sup>37</sup>. Cette manchette montre bien l'importance du logement, et de son coût, dans la politique municipale de l'époque. En effet, alors que la Ville tente d'augmenter sa présence dans ce secteur de la vie montréalaise, les demandes des groupes représentant les chômeurs montrent que le logement devient à la fois un territoire disputé et un objet de revendications.

Au-delà de ces revendications, l'approche privilégiée par *La vie syndicale* pour l'amélioration des conditions de vie des chômeurs est principalement centrée sur la relance de l'industrie de la construction. C'est dans cet esprit qu'en juin 1931, l'organe de presse demande la « démolition des taudis et la construction de logements ouvriers salubres<sup>38</sup> ». Cette proposition rejoignant directement la vision des membres de la Commission, il est clair que le diagnostic posé sur la situation économique est sensiblement le même pour ces syndicalistes<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> Deux ans plus tôt, le 9 octobre 1934, le Conseil municipal de Montréal adoptait une série de propositions recommandant la rédaction d'un projet de loi modifiant la charte qui permettrait à la Ville de Montréal de lancer officiellement le Projet Doucet. AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Greffier de la Cité de Montréal, *Extrait du procès-verbal de l'assemblée mensuelle du Conseil municipal de Montréal tenue mardi le 9 octobre 1934*, 9 octobre 1934.

<sup>37</sup> [s.a.], *La Vie syndicale*, vol. 6, n° 6, avril 1930, p. 9. Cité dans Marc H. Choko, *Revendications..., op cit.*, p. 8.

<sup>38</sup> Léonce Girard, [s.t.], *La Vie syndicale*, vol. 7, n° 8, juin 1931, p. 7-10. Cité dans Marc H. Choko, *Revendications..., op cit.*, p. 8.

<sup>39</sup> Rappelons que le préambule du plan Doucet souligne que la majorité des chômeurs sont issus du milieu de la construction et que ceux-ci pourraient, en conséquent, participer grandement et efficacement à la démolition et la reconstruction des habitations ciblées par le projet. AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier



Or, constatant l'absence de suite donnée au projet Doucet, la Fédération provinciale du travail du Québec reformule exactement la même demande en 1939, exigeant l'utilisation des fonds offerts par la loi nationale sur l'habitation afin de proposer un projet municipal de construction résidentielle<sup>40</sup>.

Cette situation atteste l'existence d'une vision partagée par la Ville et les syndicats sur la méthode d'intervention à privilégier en matière d'insalubrité des logements. Ces derniers acceptent volontiers de laisser Montréal augmenter son influence dans la gestion du parc locatif. Cette implication supplémentaire, déjà évoquée dans les chapitres précédents, passerait par la prise en charge de la démolition des taudis, la reconfiguration des cadastres, la reconstruction et la revente à l'ancien propriétaire avec un prêt garanti par la Ville. Le logement insalubre est ainsi présenté, par ces syndicats, comme étant à la fois le problème et la solution, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des chômeurs.

Il est intéressant de constater que le plan Doucet, tel qu'adopté par la Commission du logement salubre, ne fait en aucun temps référence, tant dans son contenu que dans les discussions issues des procès-verbaux, aux revendications syndicales. Pourtant, certaines d'entre elles sont incluses dans la proposition finale. Il en va ainsi de la proposition faite en octobre 1931 de profiter de l'occasion offerte par la destruction des taudis pour élargir les rues et augmenter le nombre de parcs et d'espaces verts dans la ville<sup>41</sup> rejoignant le plan proposé dans le cadre du projet Doucet<sup>42</sup>.

L'inclusion de certaines de ces revendications politiques dans le projet final de la Commission du logement salubre peut être une simple coïncidence, mais il paraît étonnant d'en constater les similitudes. Comme nous l'avons exposé précédemment, les groupes de

---

Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Eugène Doucet, *Projet pour la démolition des taudis et leur remplacement par des maisons salubres comme remède au chômage et l'abolition du secours direct*, [s.d.], p. 1.

<sup>40</sup> [s.a.], [s.t.], *Le monde ouvrier*, 12 août 1939. Cité dans Marc H. Choko, *Revendications...*, *op cit.*, p. 10.

<sup>41</sup> [s.a.], [s.t.], *La Vie syndicale*, vol. 9 n° 11, octobre 1931, p. 18. Cité dans Marc H. Choko, *Revendications...*, *op cit.*, p. 8.

<sup>42</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Eugène Doucet, *Projet pour la démolition des taudis et leur remplacement par des maisons salubres comme remède au chômage et l'abolition du secours direct*, [s.d.], p. 7.

pression émanant de la gauche étaient très actifs sur les questions liées aux conditions de vie des chômeurs et sur les enjeux touchant les logements. Les membres de la Commission étaient sans aucun doute au courant de ces revendications et leur intégration dans le projet final s'inscrivait probablement dans une volonté de montrer une ouverture du gouvernement municipal aux problèmes des citoyens.

Déplacer les habitants des taudis en périphérie de la ville semble être l'un des objectifs de la classe dirigeante montréalaise durant la crise économique, si l'on en croit les plans étudiés par la Commission. Cet objectif était cependant difficile à réaliser en raison de l'attachement des individus à leur milieu de vie. De nombreux journaux soulignent en effet l'ampleur de la tâche. Par exemple, un article du *Devoir* suggère que les maisons des nouveaux quartiers n'ont pas d'âme et que, pour cette raison, les familles ouvrières ne se transporteront pas « facilement en masse, du centre ou des vieux quartiers à la périphérie<sup>43</sup> ». Louis Dupire, du même quotidien, ajoute pour sa part qu'il « est important pour assainir la ville, pour favoriser l'hygiène, diminuer la criminalité et enrayer le chômage, de reconstruire ou de remodeler les quartiers lépreux du centre [...] la rapidité de plus en plus grande des transports en commun permet[ant] un développement intéressant à la périphérie<sup>44</sup> ». On note une volonté d'éloigner du centre de la ville les habitants des taudis, mettant ainsi un frein à leur prétendue contagion et à l'ensemble des maux dont ils seraient responsables. Il incombait donc à la Ville de mettre en place des conditions favorables au déplacement de ces familles. La gestion de la population défavorisée devenait ainsi un enjeu important puisqu'il fallait dorénavant planifier le développement urbain en fonction de ce déplacement vers la périphérie souhaité par les élites.

Les médias ne sont pas les seuls à promouvoir ce projet puisqu'au sein même de la Commission du logement salubre, différentes personnalités l'appuient. Il en va ainsi de Séraphin Ouimet, dont le projet de démolition d'un quartier de logements vétustes, présenté au chapitre précédent, vise à repousser la pauvreté aux frontières de la ville. Dans son fascicule, Ouimet propose deux avantages liés entre eux : « 9<sup>o</sup> – Démolition de 20,000 bâtisses dans le

---

<sup>43</sup> [s.a.], « Des briques seules ne constituent pas un foyer », *Le Devoir*, 19 août 1938.

<sup>44</sup> Louis Dupire, « Toronto s'alarme, mais Montréal dort », *Le Devoir*, 23 mars 1939.

district des taudis, pour être transformé en une zone commerciale. 10° – Provoquer l’initiative privée pour construire des logis *ailleurs* pour près de 40 millions de dollars annuellement<sup>45</sup> ». Selon lui, la destruction de ces taudis allait stimuler l’industrie privée de la construction, relançant du même coup l’économie montréalaise. Or, cette reconstruction devait avoir lieu principalement à l’extérieur des limites de la ville puisque le site d’origine de ces taudis serait dorénavant occupé par une grande gare centrale et des industries liées au commerce ferroviaire.

Au-delà de l’analyse des plans de lutte aux logements vétustes, la Commission affirme, elle aussi, une volonté de repousser la pauvreté vers la périphérie. Le 3 février 1938, alors que les membres se penchent sur le projet de loi modifiant la charte de la Cité de Montréal dans le but de mettre en place le projet Doucet, un membre de la Commission propose d’amender la proposition afin d’affirmer la volonté de construire des logements à bas loyer accessibles aux petits salariés<sup>46</sup>. Cette proposition est rejetée par la Commission, faute d’appui. Lors de la rencontre suivante cependant, on propose et adopte un amendement au même endroit, mais indiquant plutôt que les trois millions de dollars demandés serviront exclusivement à « la construction de logements nouveaux dans la périphérie de la Cité de Montréal<sup>47</sup> ».

Ces quelques exemples démontrent l’ambition de certains promoteurs de la rénovation urbaine de repousser la pauvreté vers la périphérie de la ville. Les familles pauvres étaient considérées comme nuisibles au niveau économique en raison de leurs coûts en secours directs et leur impact sur la dégradation du parc immobilier. De plus, en raison des multiples dépenses entraînées par les dangers sociaux et politiques qu’ils représentent aux yeux des élites montréalaises<sup>48</sup>, il devient essentiel de les éloigner de la ville. Cette position s’inscrit dans une

---

<sup>45</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Séraphin Ouimet, *Travaux avec revenus*, [s.d.], p. 5. Nos italiques.

<sup>46</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-17, *Procès-verbal*, 3 février 1938.

<sup>47</sup> AVM, Fonds du Service de santé, Série 6, Sous-série 2, Dossier 004, Boîte 119-04-05-16, *Procès-verbal*, 17 mai 1938.

<sup>48</sup> Le *Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, réalisé par la Ligue du progrès civique et le *Montreal Board of Trade* souligne que les conditions de vie misérables dans lesquelles évoluent ces familles engendrent différents maux allant d’une augmentation de la criminalité dans les quartiers défavorisés à des dépenses en inspections sanitaires et en santé et en services sociaux pour intervenir auprès de cette population. Voir AVM,

lutte de pouvoir au cœur de la vie politique montréalaise des années 1930 qui incite la Ville à se pencher sur la question des logements vétustes et à se préoccuper des comportements politiques de ceux qui y habitent. C'est dans ce contexte que le gouvernement municipal cherche à augmenter son influence dans la gestion de la population urbaine et de son milieu de vie.

### **3.2 À qui appartient la ville? Le taudis comme objet et territoire de lutte politique municipale**

L'intérêt marqué des classes dirigeantes montréalaises pour la question des taudis était influencé par un désir de contenir la hausse des dépenses municipales. En effet, la petite bourgeoisie étant largement opposée à l'offre de secours directs, la construction de nouveaux logements permettaient de mettre fin à ce système par la relance de l'industrie de la construction qui, selon elle, réduirait drastiquement le chômage à Montréal<sup>49</sup>. L'objectif visé? Une plus grande justice fiscale entre les différents usagers des services municipaux. Également, la question de l'équilibre budgétaire occupe une grande place dans l'esprit des élites montréalaises en raison des difficultés financières qui frappent la Ville. Selon Paul-André Linteau, cette situation précaire s'explique par une taxation trop basse de la propriété pour une ville de la taille de Montréal<sup>50</sup>.

En 1938, *Le Devoir* rapporte que, devant la Commission Montpetit, la très active Ligue des propriétaires demande un changement à l'imposition municipale en ajustant celle-ci à partir de la valeur locative de l'immeuble, plutôt qu'à partir de l'évaluation municipale<sup>51</sup>. De cette façon, un immeuble comprenant des taudis serait moins taxé par la Ville, avantageant ainsi largement les propriétaires au détriment des conditions de vie des familles locataires.

---

Centre de documentation, Pièce 7451, Joint Committee of the Montreal Board of Trade and the Civic Improvement League, *A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, mars 1935, p. 22.

<sup>49</sup> Marc H. Choko, *Crises...*, p. 123.

<sup>50</sup> Paul-André Linteau, *op cit.*, p. 415.

<sup>51</sup> [s.a.], « Devant la commission Montpetit », *Le Devoir*, 6 octobre 1938.

Dans le même sens, le plan de Doucet comprend une importante composante fiscale. En effet, le préambule de celui-ci met l'accent, nous l'avons vu, sur la perte de valeur économique que causent les taudis<sup>52</sup>. La reconstruction permettrait ainsi d'augmenter grandement la valeur de l'immeuble et, par le fait même, la contribution de son propriétaire au trésor municipal. Eugène Doucet chiffre cette augmentation globale de l'évaluation municipale à 25 millions de dollars, montant non négligeable qui permettrait à la Ville de dégager 350 000\$ annuellement<sup>53</sup>. La Commission ajoute à sa présentation la baisse des dépenses liées à la destruction des taudis et la revitalisation des quartiers ouvriers, qui coûtent, comme nous l'avons noté, une fortune en frais de surveillance, d'interventions policières, etc. L'intervention municipale en matière de salubrité des logements réduirait ainsi les dépenses, tout en augmentant les revenus.

S'ajoutent également des prévisions d'augmentation du nombre de bâtiments abritant des logements. Le plan Doucet vise à démolir 25 000 unités de logements pour n'en reconstruire par la suite que 20 000<sup>54</sup>. Cette baisse du nombre d'habitations dans les quartiers rénovés encouragerait, selon la Commission, la construction privée dans le reste de la ville en raison d'une augmentation anticipée de la demande. Ainsi, aux nouveaux logements reconstruits évalués à la hausse s'ajouteraient des constructions sur le territoire municipal qui permettraient à la Ville de tirer des revenus fonciers supplémentaires.

Pour leur part, les locataires semblent avoir peu de poids dans ces discussions les concernant en premier lieu. Le fonds de la Commission du logement salubre ne comprend aucune correspondance, revendication ou article de journal défendant ces locataires. Les médias font bien sûr grand cas des conditions de vie déplorables dans les taudis, mais laissent peu de place aux revendications en faveur du droit au logement modique de qualité. Nancy B. Bouchier et Ken Cruikshank constatent le même phénomène à Hamilton dans leur analyse du combat des résidents des hangars à bateaux situés dans la baie Burlington, en périphérie de la

---

<sup>52</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Eugène Doucet, *Projet...*, [s.d.], p. 1.

<sup>53</sup> *ibid.*, p. 3.

<sup>54</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Commission du logement Salubre, *La démolition des taudis et la construction de logements salubres comme remède au chômage. Le projet Doucet où la mise de fonds se rembourse automatiquement*, [s.d.], p. 7.

ville. Selon ces deux chercheurs, ces citoyens obtiennent une certaine forme de sympathie de la part du public, mais « they did not have the economic, legal, or political resources to fight those who saw their community as an aesthetic and moral blot on Hamilton's waterfront<sup>55</sup> ». On doit ajouter, dans le cas montréalais, que les élites voyaient également ces quartiers comme une dépense publique alourdissant inutilement le budget municipal. Le taudis devient ainsi, pour la Ville, un objet à administrer dans un objectif de rationalisation budgétaire.

La situation fiscale a donc une influence majeure sur le jugement porté par les décideurs sur les enjeux liés aux taudis, leurs habitants et leurs valeurs. Ces problèmes financiers des propriétaires, aggravés par la perte des revenus de location et des taxes foncières ne s'adaptant pas à leur situation économique, les inciteront, par le biais de leurs nombreuses associations, à revendiquer une meilleure gestion des dépenses publiques. Parmi les demandes qui auront une suite heureuse pour les propriétaires se trouve celle visant à obtenir le paiement des loyers directement par la Ville. Depuis le début de la crise, les propriétaires se plaignaient de devoir payer des taxes alors que leurs propres locataires ne payaient plus les loyers mensuels. Ainsi, les propriétaires de logements commençaient à s'impatisser et c'est après de longues pressions sur les dirigeants, conjointement avec les chômeurs, que la Ville accepte d'offrir de l'aide pour payer l'électricité et le loyer<sup>56</sup>.

Ces revendications visant à payer directement les propriétaires sont également appuyées par les syndicats catholiques. En effet, en avril 1933, le journal *La vie syndicale* rapporte que le Conseil central de Montréal de la CTCC s'est prononcé en faveur « de l'octroi d'une indemnité aux propriétaires dont les locataires ne peuvent pas payer le loyer, étant au chômage<sup>57</sup> » et a créé un comité pour en discuter avec les autorités municipales. Ainsi, chômeurs et propriétaires forment un front uni sur cette question. Rien de bien surprenant puisque cette revendication commune protégeait ces deux classes de citoyens, les premiers réduisaient les risques d'expulsion et le stress attaché à la condition de locataire précaire et les

---

<sup>55</sup>Nancy B. Bouchier et Ken Cruikshank, « The War on the Squatters, 1920-1940: Hamilton's Boathouse Community and the Re-Creation of Recreation on Burlington Bay », *Labour/Le Travail*, n° 51, printemps 2003, p. 44.

<sup>56</sup>Sylvie Taschereau, *op cit.*, p. 821.

<sup>57</sup>[s.a.], [s.t.], *La Vie syndicale*, vol. 13, n° 2, avril 1933. Cité dans Marc H. Choko, *Revendications...*, p. 9.

seconds s'assuraient d'une entrée d'argent constante, bien que moins élevée que le paiement normal des loyers.

La gestion des taudis montréalais passait également par le contrôle de leur nombre, de leur multiplication et de leur revitalisation dans l'objectif de limiter les dépenses municipales. Ainsi, le plan Doucet convenait de l'importance de soutenir les propriétaires dans l'amélioration physique de leurs unités locatives et de nombreux objectifs du projet avaient cet aspect en ligne de mire. L'essence de ce plan était de soutenir les propriétaires de taudis afin de rénover les logements à coût moindre et de permettre l'obtention de revenus de location beaucoup plus élevés. En soulignant l'importance de ce plan de rénovation des quartiers vétustes dans la remise en marche de la « roue du progrès<sup>58</sup> », les membres de la Commission rappellent que « dès que les ouvriers retournant à leurs occupations normales, obtiendront du travail, ils se sentiront encouragés, reprendront confiance en eux-mêmes et pourront subvenir aux besoins de leurs familles sans le secours de l'État<sup>59</sup> ». Cette baisse des dépenses devient l'avantage principal que mettent en avant les membres de la Commission. De plus, la Ville de Montréal a tout à gagner d'une reprise de l'économie passant par la stimulation de l'industrie de la construction puisque ce secteur demeure le plus touché tout au long de la crise<sup>60</sup>.

L'importance de l'industrie de la construction pour la vitalité économique de Montréal et la remise au travail de nombreux chômeurs sont clairement mises en avant par la petite bourgeoisie. Cette promotion a pour but de mieux gérer la qualité du parc locatif montréalais en revitalisant des quartiers perçus comme vétustes et en organisant leur développement futur, que ce soit au niveau des espaces verts, de la taille des rues ou de l'espacement entre les maisons. Ainsi, par leurs interventions, les élites de la ville parviennent à asseoir davantage leur influence sur le développement urbain. En promouvant tout au long de la décennie l'importance économique de la construction domiciliaire, en revendiquant le paiement des loyers des chômeurs par la Ville et en encourageant la reconstruction aux frais de la

---

<sup>58</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1939), Boîte 099-01-06-03, Commission du logement Salubre, *La démolition des taudis et la construction de logements salubres comme remède au chômage. Le projet Doucet où la mise de fonds se rembourse automatiquement*, [s.d.], p. 3.

<sup>59</sup> *ibid.*

<sup>60</sup> Paul-André Linteau, *op cit.*, p. 311.

Commission du logement salubre des habitations délabrées, les élites montréalaises parviennent à planifier le développement de Montréal selon leurs ambitions. Prenant conscience de leur importance dans ces projets de rénovation, les petits propriétaires se joignent aux demandes pressantes de la petite bourgeoisie pour une plus grande influence de la propriété, ce qui aboutira lors de la refonte de la charte de la Cité de Montréal<sup>61</sup>.

En 1940, la Ville de Montréal est mise sous tutelle. Les pressions exercées par les milieux financiers montréalais convainquent le gouvernement provincial d'intervenir pour tenter de redresser les finances municipales<sup>62</sup>. Les pouvoirs sont confiés à la Commission municipale du Québec qui aura droit de regard sur les décisions prises par la Ville. Cette situation profite principalement aux milieux d'affaires et aux propriétaires qui parviendront à faire adopter une nouvelle Charte de la Cité de Montréal qui leur donnera une plus grande influence sur la gouvernance montréalaise et son développement politique et économique<sup>63</sup>. Cette nouvelle charte comporte de nombreuses modifications qui favorisent certaines classes d'électeurs en plus d'appliquer ou de modifier certaines mesures fiscales qui achèvent de donner à l'administration municipale les outils nécessaires pour contrôler la hausse des dépenses publiques et faciliter la gestion des enjeux liés au chômage et aux taudis.

La modification à la charte transforme le conseil municipal en imposant la présence de quatre-vingt-dix-neuf conseillers divisés en trois classes distinctes et élus par trois groupes d'électeurs. Ainsi, les trente-trois conseillers de la « classe A » sont élus par les citoyens propriétaires seulement, ceux de la « classe B » par l'ensemble des électeurs, qu'ils soient propriétaires ou locataires, et ceux de la « classe C » sont choisis par les conseils d'administration de différentes associations civiques, principalement proches des milieux d'affaires<sup>64</sup>. On note la présence parmi les « électeurs » de la « classe C » de treize groupes

---

<sup>61</sup> Sylvie Taschereau, *op cit.*, p. 832.

<sup>62</sup> Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes: l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000, p. 127.

<sup>63</sup> Paul-André Linteau, *op cit.*, p. 413

<sup>64</sup> *ibid.*



distincts dont deux sont des syndicats (Conseil central des syndicats catholiques nationaux de Montréal et le Conseil des métiers et du travail de Montréal)<sup>65</sup>.

Les modalités pour élire les conseillers de cette catégorie sont bien simples. Chaque conseil d'administration peut choisir qui le représentera au sein du Conseil municipal. Ces organismes sont, en plus des deux organisations syndicales déjà nommées : le *Montreal Board of Trade*, la Chambre de Commerce du District de Montréal, la Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal, le *Montreal Junior Board of Trade*, l'Institution royale pour l'avancement des sciences, l'Université de Montréal, la *Canadian Manufacturers Association (Montreal Branch)*, l'Association des Marchands Détaillants du Canada inc. (Section de la province de Québec, bureau de Montréal), la Ligue du progrès civique, le Comité des citoyens de Montréal et la Ligue des propriétaires de Montréal<sup>66</sup>. Ainsi, chacune de ces organisations choisi trois conseillers, sauf les deux premières qui en choisissent deux et les troisième et quatrième qui n'en choisissent qu'un seul. Comme le souligne Paul-André Linteau :

Alors que la population est composée à près de 90% de locataires, on accorde un poids nettement démesuré aux propriétaires; non seulement ils élisent seuls les conseillers de la classe A, mais ils disposent d'un deuxième droit de vote qu'ils partagent avec les locataires pour les conseillers de la classe B. En outre, les propriétaires sont particulièrement bien représentés par les associations qui choisissent les conseillers de la classe C<sup>67</sup>.

Notons que neuf de ces treize organisations sont des associations patronales ou financières, alors que deux sont syndicales et deux autres institutionnelles. Ainsi, des trente-trois conseillers de « classe C », vingt et un sont choisis par les propriétaires, ce qui porte à cinquante-quatre le nombre de conseillers directement élus par cette classe de citoyens seulement.

Au-delà de ces modifications électorales majeures, la mise sous tutelle et la nouvelle charte de la Cité de Montréal visent un objectif beaucoup plus ambitieux : réduire la dette et

---

<sup>65</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1940), Boîte 099-01-06-03, 4 *George VI, Chapitre 75. Loi modifiant la Charte de la Cité de Montréal*, 22 juin 1940, p. 1.

<sup>66</sup> *ibid.*

<sup>67</sup> Paul-André Linteau, *op cit.*, p. 414.

diversifier les revenus de la Ville<sup>68</sup>. Cette volonté est liée directement aux dépenses en secours directs, critiquées par la petite bourgeoisie, et rappelle les objectifs des plans de rénovation des taudis qui visaient également à mettre fin à ces programmes de soutien aux chômeurs. La possibilité d'instaurer et de consolider de nombreuses taxes est donc incluse dans cette modification. Sont ainsi mise en place des taxes sur la possession de postes de radios et de téléphones, ainsi qu'une taxe d'eau supplémentaire n'excédant pas cinq dollars pour toute voiture possédée par un particulier<sup>69</sup>. Ces nouvelles taxes devaient permettre à la Ville de Montréal de garder les finances publiques à flots en cette période économique trouble.

L'adoption de ces nouvelles formes de taxation suggère deux choses. D'abord, les interventions sur les taudis proposées depuis des années par la petite bourgeoisie avaient comme objectif, nous l'avons vu, d'augmenter la valeur des habitations montréalaises afin de renflouer les coffres de la Ville. Or, nous savons maintenant que les plans de lutte aux taudis ne verront finalement pas le jour durant les années 1930. Cette réforme de la fiscalité municipale permettait donc à cette classe de citoyens d'atteindre autrement son objectif de réduction de la dette publique après une décennie de conflits menés en parallèle au développement d'une réflexion municipale sur l'insalubrité des habitations. Ensuite, les propriétaires parviennent à diminuer leur fardeau fiscal en diversifiant les sources de revenus de la Ville, ce qui témoigne de leur influence grandissante dans les sphères de pouvoir. Comme le rappelle Jean-Pierre Collin, les modifications au système fiscal d'un gouvernement sont toujours le reflet des tensions locales entre différents groupes de pression<sup>70</sup>.

Cette multiplication des sources de revenus s'inscrit également dans une volonté d'élargir l'assiette fiscale entre les habitants de la ville de Montréal, qu'ils soient propriétaires ou locataires, présente tout au long de la décennie. Ainsi, le gouvernement municipal adopte, au cours des années 1930, de nouvelles mesures fiscales et de nouvelles taxes, imposées parfois à l'ensemble de la population de la région montréalaise et redistribuées à travers la

---

<sup>68</sup> Michèle Dagenais, *Des pouvoirs...*, p. 127-128.

<sup>69</sup> AVM, Fonds Comité du logement salubre, Dossier Documents divers (1934-1940), Boîte 099-01-06-03, 4 *George VI, Chapitre 75. Loi modifiant la Charte de la Cité de Montréal*, 22 juin 1940, p. 6-7.

<sup>70</sup> Jean-Pierre Collin, « Les Stratégies fiscales municipales et la gestion de l'agglomération urbaine : le cas de la ville de Montréal entre 1910 et 1965 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 23, n° 1, 1994, p. 20.

Commission métropolitaine de Montréal<sup>71</sup>. L'administration municipale espérait ainsi parvenir à mieux gérer les projets d'aménagement de son territoire, tout en conservant l'équilibre budgétaire et en sollicitant la participation financière de l'ensemble des utilisateurs des ses différents services. Cette grande diversité dans la taxation fait également en sorte que Montréal ne tire plus de la taxe foncière que 52% de ses revenus, contre 76% pour l'ensemble des villes canadiennes<sup>72</sup>. Pour Jean-Pierre Collin, cette diversification représente une originalité montréalaise au niveau mondial. Il affirme que Montréal est la seule ville canadienne à imposer une taxe de vente au détail et que seule New York et la Nouvelle-Orléans le font avant 1940<sup>73</sup>. La mise en place de ces nouvelles sources de taxation vient également appuyer notre proposition voulant que les années 1930 ne soient pas qu'une décennie de misère au sein de l'administration municipale. Malgré les difficultés indéniables que doit affronter la Ville, celle-ci parvient à innover à plusieurs niveaux et fait preuve d'originalité dans sa recherche de solutions à la crise financière qui la menace tout au long de la décennie

On constate facilement l'impact des pressions faites par les élites municipales dans la rédaction de ces réformes fiscales. En effet, l'instauration de taxes visant des produits et services consommés par différentes classes de la société est au cœur de ces nouveaux revenus. Alors que les propriétaires se plaignaient depuis de nombreuses années d'être les seuls à participer au trésor public municipal par les taxes foncières, ces nouveaux revenus proviennent dorénavant de l'ensemble de la société montréalaise. Rééquilibrer la participation au financement de la Ville était ainsi le principal objectif attendu par les milieux d'affaires, qui considéraient que Montréal était mal dirigée au niveau politique et que les politiciens des années 1930 n'administraient pas les finances adéquatement<sup>74</sup>.

En 1940, le contrôle du Conseil municipal passe presque entièrement entre les mains de la petite bourgeoisie et des propriétaires fonciers, alors que la Charte diminue leur participation au niveau fiscal. Leurs demandes ont été entendues au niveau provincial et leur

---

<sup>71</sup>*ibid.*, p. 28-29.

<sup>72</sup>*ibid.*, p. 24.

<sup>73</sup>*ibid.*

<sup>74</sup> Paul-André Linteau, *op cit.*, p. 411.

discours sur l'inefficacité de l'administration municipale tout au long des années 1930 a permis cette redistribution du fardeau fiscal longuement revendiquée.

## **Conclusion**

Lorsque, au début de la décennie 1930, les conditions de vie des ouvriers et leurs familles se dégradent, les élites montréalaises développent un discours sur la situation misérable dans laquelle se retrouvent les habitants des taudis. Cependant, comme nous l'avons montré, ces interventions publiques, dans les médias et dans les diverses commissions mises en place par la Ville de Montréal, avaient un objectif qui n'était pas seulement la sortie de la misère. Alors que l'on dépeignait les conditions de vie des chômeurs en soulignant à grands traits l'état misérable des logements, la réflexion sur ceux-ci visait surtout la façon dont la Ville devait gérer la population qui y résidait et le développement urbain lié à la rénovation de leurs habitations et à leur déplacement.

Nous avons observé que le discours sur les habitants des taudis promouvait un ordre social à conserver et visait à prévenir les mouvements politiques de masse qui auraient pu émerger d'une situation locative qui se dégradait rapidement. En effet, les habitants des taudis se laissaient gagner petit à petit par les contre-discours proposés par les organisations politiques de gauche, qu'elles soient syndicales ou à tendance communiste. Cette situation inquiétait les classes dirigeantes qui développèrent différents moyens pour tenter de contenir la propagation de ces idées subversives. La lutte au taudis s'inscrivait dans cette logique. Pour atteindre ses objectifs, la Ville développe alors des plans de gestion de la population urbaine qui lui permettent de formuler des objectifs de rénovations urbaines. Les plans proposés par la Commission du logement salubre comportent une vision du développement passant, entre autres, par la construction privée en périphérie de la ville, démontrant une volonté d'éloigner les populations les plus pauvres du centre de la municipalité.

Au même moment, on assiste au sein des instances municipales à une lutte pour le contrôle de la Ville qui culmine en 1940 par sa mise sous tutelle et l'imposition d'une nouvelle

charte. Celle-ci confirme l'influence de la petite bourgeoisie et des petits propriétaires qui luttèrent depuis le début de la décennie pour une modification du système fiscal montréalais et une meilleure gestion financière passant par une diminution des dépenses publiques et une diversification des revenus. Cela permit ainsi la mise en place de nouveaux systèmes de taxation qui permettraient aux propriétaires de diminuer leur participation au financement de la Ville.

On comprend maintenant mieux le rôle que joue le logement dans l'esprit des élites montréalaises de l'époque. L'objectif ayant toujours été la fin du secours direct par la remise au travail de milliers de chômeurs, la gestion des logements, et des logés, est demeurée, au cours de la crise des années 1930, un enjeu essentiellement économique et fiscal. Le taudis devenait ainsi un objet à administrer adéquatement afin d'éviter sa propagation et de prévenir les dérives politiques de sa population. Les plans de revitalisation proposés par la Commission représentent, quant à eux, la méthode privilégiée pour atteindre l'objectif ambitieux de diminuer les dépenses municipales et de relancer l'économie montréalaise.

## Conclusion

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un nouveau phénomène retient l'attention des Montréalais : des familles de militaires démobilisés occupent illégalement un édifice vacant. La Ligue des vétérans sans-logis, menée par Henri Gagnon, dirige cette opération de revendication de lieux de vie<sup>1</sup>. Ses exigences sont bien simples : « Nous demandons aux autorités responsables : 1. De mettre immédiatement à la disposition des anciens combattants tous les locaux capables d'abriter les familles sans logements; 2. De passer à l'application immédiate d'un plan de construction de logements à prix modique, afin qu'il soit possible à chacun de se loger<sup>2</sup> ». Cette dernière exigence montre à quel point la reprise économique amorcée durant la guerre est loin d'avoir réglée les problèmes de logement à Montréal. En effet, les usines, reprenant leurs opérations grâce à l'économie de guerre, attirent de nombreuses familles de chômeurs dans la métropole, aggravant ainsi une crise locative déjà bien installée<sup>3</sup>. Bref, au point de vue de l'habitation, la situation n'est guère plus reluisante à cette époque que durant la crise.

Comme nous l'avons vu, au cours de la décennie 1930, le logement devient, à Montréal, un objet à administrer. Si depuis longtemps le gouvernement municipal s'emploie à influencer les mœurs, les habitudes de vie et les comportements des citoyens, ce mémoire montre que ce projet gagne en importance durant la période étudiée en relation avec la gestion du cadre bâti montréalais. Les quartiers dits vétustes, dans le langage administratif, mais qualifiés de taudis par les médias et les résidents, deviennent des espaces que le gouvernement municipal aspire à administrer.

---

<sup>1</sup> Marc H. Choko, *Crises du logement à Montréal, 1860-1939*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, p. 167.

<sup>2</sup> [s.a.], [s.t.], *La Presse*, 24 octobre 1946. Cité dans *ibid.*

<sup>3</sup> Marc Choko souligne une augmentation de la population montréalaise de 65 000 personnes durant la guerre. Il rappelle également que le coût des loyers avait été gelé durant cette période, ce qui avait grandement participé à la crise du logement puisque, les salaires s'étant améliorés, les logements vacants devenaient de plus en plus rares.

Ce mémoire souhaitait montrer comment la Ville de Montréal perçoit, documente et cherche à gérer la question de l'insalubrité des logements au moment de la crise économique des années 1930. Nous avons abordé le problème sous trois angles en commençant par l'étude des différentes sources de documentation colligées par l'administration municipale, tant au niveau local qu'à l'international. Ces informations et notions théoriques sur les taudis provenaient principalement des interventions publiques d'organisations civiques et de la correspondance entre fonctionnaires municipaux de différentes villes. Émerge ainsi la réflexion publique sur le terme taudis et sur la façon de définir adéquatement ce qui distingue la salubrité de l'insalubrité pour la Ville de Montréal. Cette collecte d'informations par les acteurs municipaux démontre que Montréal ne reste pas les bras croisés. Malgré l'absence de développements concrets dans ce domaine, la recherche de statistiques et de méthodes d'interventions montre une volonté d'action et le développement de savoirs qui seront mis en œuvre au-delà de notre période. Nous avons ensuite étudié la production de données par l'administration municipale sur la qualité des logements et analysé les différents plans d'élimination des taudis et de rénovation urbaine produits par la Commission du logement salubre. Ces nouvelles données permettaient de connaître l'ampleur du problème et de mieux planifier les interventions. Finalement, nous avons discuté du développement des préoccupations afin de gérer la population urbaine et diversifier les sources de revenus de la Ville. Nous avons vu que les élites souhaitaient augmenter leur influence sur les différents leviers de pouvoir de la municipalité, en plus d'améliorer la capacité de la Ville à gérer le territoire et la population. Ces pressions politiques visant à augmenter l'influence des propriétaires se forment en parallèle avec la recherche et la planification de projets de rénovation des logements insalubres. Loin d'être concurrents, ces deux objectifs de la bourgeoisie montréalaise s'entremêlent à plusieurs occasions. En ce sens, le développement d'un discours sur les comportements et les coûts liés à la vie dans un environnement insalubre devient, au courant de la décennie 1930, un outil supplémentaire pour les élites qui désirent augmenter leur influence sur la gestion de la municipalité.

Ainsi, dans le premier chapitre, nous avons exposé la tâche de définition du terme taudis effectuée par la Commission du logement salubre. Les membres de cette commission constatent rapidement que l'utilisation du terme taudis pose problème en raison de la

définition qui y est habituellement associée, qui ne correspond pas, selon eux, à la réalité montréalaise. Le travail de réflexion effectué par ces individus a ainsi été illustré en identifiant les critères permettant de qualifier un logement de taudis. Des recherches menées par des organismes civiques, tels que le *Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, montrent que les quartiers vétustes sont à la source de divers comportements décriés par les élites. L'identification de ces problèmes posés par l'insalubrité, largement diffusés dans les médias, participe à construire la notion de taudis dans l'esprit des autorités municipales et met en avant les coûts reliés à celui-ci en termes de surveillance policière et de soins de santé et de services sociaux. Toute cette documentation, conservée dans les archives de la Commission, témoigne de l'effort de recherche effectué par ses membres. L'administration municipale était ainsi à l'affût des nouvelles réflexions sur les taudis, que ces données aient été produites en son sein ou par des organisations civiques. Elle les recensait afin de parvenir à produire ses propres connaissances et développer des projets de rénovation. Cette réflexion publique sur les taudis passe également par une recherche internationale d'envergure. La Commission du logement salubre participe à un vaste réseau d'échanges inter-municipaux qui lui permet d'obtenir des informations, statistiques et méthodes d'interventions provenant de différentes villes d'Amérique du Nord et d'Europe. La Ville de Montréal construit alors une définition du mot taudis qui lui permet de se présenter sous un jour favorable en affirmant que le territoire montréalais n'en compte que très peu, en utilisant les définitions proposées par les autres villes occidentales. Au niveau local, les formulaires d'inspection nommés casiers sanitaires, utilisés par le Service de santé, montrent que la Ville accorde une attention particulière à certains critères, dont les pièces sans fenêtre et la surpopulation des logements. Ces informations essentielles à la construction et la définition du problème posé par les taudis mènent la Commission à utiliser l'expression « logements vétustes » pour décrire la situation montréalaise et à constater la nécessité d'intervenir sur ceux-ci afin d'éviter que la qualité du parc locatif montréalais ne se dégrade davantage.

Après avoir présenté les réflexions sur les termes utilisés et les critères permettant de définir concrètement la différence entre salubrité et insalubrité, nous avons abordé la façon dont Montréal envisage de s'attaquer au problème. Ainsi, le deuxième chapitre montre l'importance pour la Ville de posséder ses propres données. Mettant en place de grandes



enquêtes sur la qualité des logements montréalais, le gouvernement municipal est en mesure de planifier plus précisément les interventions qu'il souhaite effectuer et d'augmenter sa connaissance de l'état des habitations sises sur son territoire. Les projets de rénovation étant associés à des dépenses assez élevées, la Commission souhaite également connaître la volonté réelle de la population à y participer. Elle diffuse donc un sondage à tous les propriétaires montréalais afin de planifier adéquatement les sommes requises. Ce travail fait suite à l'étude de trois plans d'élimination des taudis dans lesquels la réflexion montréalaise en matière d'urbanisme et de logement s'inspire et s'arrime aux innovations occidentales dans le domaine. En effet, la Ville se réfère à des innovations partagées par le biais de correspondances entre les fonctionnaires ou observées lors de voyages d'études menés par ceux-ci. Des différents plans étudiés, seul celui produit par Eugène Doucet est finalement proposé au conseil municipal. Prévoyant éliminer 25 000 logements insalubres et en reconstruire 20 000, ce plan aurait permis à la Ville de refaire les plans cadastraux afin d'élargir les rues et d'aménager des espaces verts, bref de gérer davantage le développement urbain. Ce projet devait également mettre fin au système de secours directs en offrant du travail à des milliers de chômeurs, relançant ainsi l'économie montréalaise. Toutefois, comme nous l'avons vu, ce plan ne verra jamais le jour.

Il serait cependant incorrect de conclure de l'absence de développements concrets que Montréal reste passive sur la question du logement. Comme nous l'avons montré, la création d'une commission ayant comme objectif l'étude et la proposition de plans de rénovation des logements insalubres atteste de la capacité et de la volonté d'action de l'administration municipale. Certes, les résultats n'arrivent pas durant la décennie 1930, mais les études et les connaissances développées à l'époque suggèrent une certaine ébullition intellectuelle en matière d'aménagement et de développement urbain dont les résultats seront mis à profit durant les décennies suivantes dans les grands projets de rénovation urbaines qui, eux, verront le jour.

Notre analyse des méthodes employées par la Ville de Montréal pour documenter et gérer la question de l'insalubrité des logements se termine par la présentation des discours sur le taudis et ses habitants. Ceux-ci révèlent ce qui anime l'administration municipale et les

élites : une meilleure gestion de la population et des finances. En ce sens, la définition de l'insalubrité et la volonté de rénover des quartiers entiers dans le but de diminuer les dépenses en secours directs mettent en lumière certains aspects des tensions politiques dont les années 1930 sont témoins. En effet, la lutte aux taudis s'inscrit dans une logique de maintien de l'ordre et mène la Ville à développer des plans de rénovation urbaine espérant apaiser les tensions issues des conditions de vie déplorables et d'une oisiveté causée par le chômage. Nous avons également mis en lumière la volonté des élites d'éloigner la pauvreté du centre de la ville par des plans qui encouragent la construction en périphérie. Toute la recherche sur l'insalubrité menée par la Ville durant cette décennie se déroule en parallèle au développement du désir des propriétaires fonciers d'accroître leur influence sur la gestion de la ville. Leur travail porte fruit en 1940 avec la mise sous tutelle de l'administration municipale et la réforme du mode d'élection des conseillers à leur avantage. Est également mise en place une réforme de la fiscalité qui redistribue le fardeau fiscal de la municipalité et améliore la gestion financière en réduisant les dépenses publiques. Ces modifications à la fiscalité montréalaise sont revendiquées depuis longtemps par les propriétaires fonciers qui refusent de financer des services pour une population dont la contribution aux revenus municipaux est estimée marginale. Les projets de rénovation des quartiers vétustes sont directement liés à ces revendications puisqu'ils proposent d'augmenter les revenus tirés des taxes foncières, tout en réduisant les dépenses en secours directs. Le projet Doucet en est sans doute le meilleur exemple. Celui-ci, en proposant d'augmenter largement la valeur des habitations, aurait permis à la Ville de tirer des revenus supplémentaires des rénovations qu'elle effectuerait à coût nul. Qui plus est, elle aurait profité de ces opérations immobilières pour accroître la superficie de terrains en sa possession, augmentant ainsi la réserve foncière publique, encore une fois sans dépenser d'autres sommes que celles qui auraient été avancées, puis remboursées, pour lancer le projet. C'est donc un modèle fiscal novateur qui est mis en place par la Ville de Montréal durant les années 1930. Si les difficultés financières et le manque de soutien des paliers gouvernementaux supérieurs limitent sa capacité à concrétiser de nombreux plans de rénovation urbaine, l'administration municipale agit toutefois pour développer de nouveaux mécanismes de taxation qui lui permettent d'augmenter ses revenus.

Ce mémoire contribue au renouvellement de l'historiographie sur la gestion montréalaise de la crise économique des années 1930. Plutôt que de nous limiter à exposer les difficultés qu'éprouve Montréal à subvenir aux besoins de sa population, nous avons présenté une administration municipale qui produit des connaissances et des techniques, propose et analyse des projets et prépare le développement de la métropole. Selon nous, malgré l'absence de réalisation de ces plans, l'étude des réflexions sur la gestion de la population et du cadre bâti est essentielle et novatrice pour deux raisons. D'abord, elle montre que Montréal, loin d'attendre de voir les événements devenir intolérables avant d'agir, entame un travail d'enquête sur l'état des logements et étudie diverses solutions pour en améliorer la qualité. Ensuite, bien que les plans qu'elle étudie n'auraient réglé que partiellement la crise locative, ces grands projets forment les bases de la réflexion municipale sur la qualité des habitations et sur la participation gouvernementale à leur revitalisation. Ce mémoire montre donc le développement du discours administratif sur le taudis, les problèmes qu'il amène et les solutions pour le remplacer par des logements salubres. Il met également en lumière la volonté du gouvernement municipal d'augmenter sa capacité d'intervention dans le domaine du logement et de la planification urbaine. Si les difficultés liées à la crise ne permettent pas à la Ville de lancer ces projets de revitalisation, l'évolution de la vision urbanistique municipale se fera cependant sentir dans les décennies suivantes par la mise en place de plusieurs grands chantiers de revitalisation des quartiers. Notre mémoire présente ainsi les fondements du développement urbain qui suivra la Seconde Guerre mondiale.

En somme, les années 1930 sont loin de représenter un passage à vide dans l'activité de la Ville de Montréal ou une passivité dans sa gestion. Au contraire, la Ville est active sur de nombreux fronts. Parmi ceux-ci se trouve la participation aux réseaux d'échanges inter-municipaux sur la question du logement. Nous avons mis en lumière l'intérêt marqué de la Commission du logement salubre pour les nouvelles internationales concernant l'insalubrité des logements et la rénovation urbaine. À travers une revue de presse assidue, la participation à des congrès, la formation professionnelle à l'étranger et les correspondances entre fonctionnaires de multiples villes occidentales, Montréal développe ces réseaux qui auront une influence non-négligeable sur la façon dont elle conceptualise et espère gérer l'insalubrité des logements sis sur son territoire. Cet aspect de l'histoire de l'administration municipale vient

enrichir l'historiographie en montrant l'intérêt de la Ville de Montréal pour les connaissances et le savoir-faire provenant d'autres villes confrontées à des défis similaires en matière de logement. Les fonctionnaires n'hésitent pas à correspondre avec leurs homologues internationaux pour affiner leurs réflexions sur la question des taudis, mettre en place des plans modernes de gestion des quartiers insalubres et développer leurs connaissances urbanistiques. Ainsi, Montréal s'inspire, imite et adapte des idées internationales à sa situation locale. La compétition intermunicipale, présentée dans ce mémoire comme principal moteur de recherche d'inspiration, influence grandement les membres de la Commission du logement salubre. Leur volonté d'être à la fine pointe des innovations en matière de logement et d'urbanisme formera la base des plans d'actions proposés par la Ville. S'il n'a pas été possible de mesurer l'apport de Montréal à la discussion intermunicipale, nous avons vu qu'elle est au fait des enjeux et nouveautés dans le monde du logement et que son discours sur le taudis est bien ancré dans les tendances urbaines occidentales. Seule une recherche plus approfondie dans les villes en relation avec Montréal permettrait de saisir pleinement l'influence des réflexions locales sur le développement des connaissances et savoir-faire en matière d'insalubrité à une échelle globale. Chose certaine toutefois, cette participation aux débats internationaux permet à Montréal d'améliorer ses actions et ses politiques par le biais de comparaisons et d'influences étrangères. Le logement devient ainsi un territoire à étudier et à administrer adéquatement, mais aussi un outil de promotion de la vitalité de la Ville de Montréal. S'il faut, comme nous le pensons, contrôler le logement pour contrôler la Ville, Montréal sort des années 1930 avec les connaissances et les réseaux nécessaires pour asseoir son influence sur cet aspect de la gestion urbaine, ouvrant ainsi la porte aux grands projets de rénovation qui seront mis en place dans les décennies qui suivront.

## Bibliographie

### 1) Sources primaires :

#### a. Fonds d'archives :

Archives de la Ville de Montréal :

- VM-103 Fonds Comité consultatif du logement à loyer modique
- VM-169 Fonds Commission du logement salubre
- VM-171 Fonds Service de Santé

#### b. Périodiques :

- *La Patrie*
- *La Presse*
- *Le Devoir*
- *L'Ordre nouveau*
- *The Montreal Star*

#### c. Sources primaires publiées :

Armstrong, James A. *Le plan Armstrong, constituant un projet complet pour remédier au chômage et porter un coup direct au système inique des secours directs*. [s.d.], 27 pages

Joint Committee of the Montreal Board of Trade and the Civic Improvement League *.A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*. mars 1935, 45 pages.

Bélanger, Réal, Mooney, George S. et Boucher, Pierre. *Les vieux logements de Montréal*. Commission métropolitaine de Montréal, Département d'urbanisme et de recherche, janvier 1938, 53 pages.

Bélanger, Réal *et al.* *1376 logements de Montréal et Verdun*. Commission métropolitaine de Montréal, Département d'urbanisme et de recherche, Janvier 1937, 28 pages

[s.a.]. [s.t.]. *La Revue municipale du Canada*, vol. 1, n° 1, juin 1923, p. 2

[s.a.]. « L'hygiène municipale ». *La Revue municipale du Canada*, vol. 1 n° 6, novembre 1923, p. 205

[s.a.]. « The Montreal Meeting ». *Journal of the American Public Health Association*, vol. 20, n° 10, octobre 1931, p. 1137-1138

[s.a.]. « Preliminary programm of the sixtieth annual meeting ». *Journal of the American Public Health Association*, vol. 21, p. 902-923

Baudouin, J-A. «L'organisation sanitaire municipale». *La Revue municipale*, vol.10, janvier 1932, p. 17

Chouinard, F-X. « Administration civique et urbanisme ». *La Revue municipale du Canada*, vol. 7, juillet 1929, p. 148-153

Depocas, Jean. « Le casier sanitaire du logement ». *La revue municipale du Canada*, vol. 11, octobre 1933, p. 11-12.

Gaboury, Arthur. « Causerie sur la sécurité publique ». *La Revue municipale du Canada*, vol. 9, janvier 1931, p. 6

Hill, H.W. *et al.* « Announcement of Committee on Journal ». *Journal of the American Public Health Association*, vol. 1 n° 1, janvier 1911, p. 2

Porter, Charles. « Housing : Your Problem and Ours ». *Journal of the American Public Health Association*, vol. 30, Août 1940, p. 909-914

## **2) Rapports publiés :**

### **a. Rapports gouvernementaux :**

Statistique Canada. *Recensement du Canada 1931. Gains, habitations, familles et divers.* vol. 5, 1936

## **3) Rapports non publiés :**

Choko, Marc H. *Revendications de la CSN sur le logement.* Mai 1982

#### 4) Sources secondaires :

##### a. Ouvrages

Baillargeon, Denyse. *Ménagères au temps de la crise*. Montréal, Éditions du remue-ménage, 1991, 311 pages.

Campbell, Lara. *Respectable Citizens: Gender, Family, and Unemployment in Ontario's Great Depression*. Toronto, University of Toronto Press, 2009, 280 pages.

Copp, Terry. *The Anatomy of Poverty: The Condition of the Working Class in Montreal 1897-1929*. Toronto, McClelland and Stewart, 1974, 192 pages.

Choko, Marc. *Les Habitations Jeanne-Mance: un projet social au centre-ville*. Montréal, Éditions Saint-Martin, 1995, 128 pages.

Choko, Marc. *Crises du logement à Montréal (1860-1939)*. Montréal, Éditions Albert St-Martin, 1980, 282 pages.

Charlebois, Catherine et Paul André Linteau, dir. *Quartiers disparus: Red Light, Faubourg à M'lasse, Goose Village*. Montréal, Éditions Cardinal, 2014, 311 pages.

Dagenais, Michèle. *Des pouvoirs et des hommes: l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000, 204 pages.

Dagenais, Michèle. *Faire et fuir la ville: espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIXe et XXe siècles*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, 252 pages.

Désy, Caroline. *Si loin, si proche: la Guerre civile espagnole et le Québec des années trente*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, 177 pages.

Ewen, Shane. *What is Urban History?*. Cambridge, Polity, 2016, 173 pages.

Gilbert, Dale. *Vivre en quartier populaire: Saint-Saveur, 1930-1980*. Québec, Septentrion, 2015, 330 pages.

Horn, Michiel. *The Depression in Canada : Responses to the Economic Crisis*. Toronto, Copp Clark Pitman, 1988, 293 pages.

Hietala, Marjatta. *Services and Urbanization at the Turn of the Century: The Diffusion of Innovations*, Helsinki, Finnish Historical Society, 1987, 481 pages.

- Jacoby, Wade. *Imitation and Politics: Redesigning Modern Germany*. Ithaca, Cornell University Press, 2000, 226 pages.
- Lauzon, Gilles. *Pointe-Saint-Charles: l'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930*. Québec, Septentrion, 2014, 244 pages.
- Larivière, Claude. *Crise économique et contrôle social (1929-1937) : le cas de Montréal*. Montréal, Éditions Albert St-Martin, 265 pages.
- Lévesque, Andrée. *Virage à gauche interdit: les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984, 186 pages.
- Linteau, Paul-André. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal, Boréal, 1992, 613 pages.
- Marsan, Benoît. *Battez-vous, ne vous laissez pas affamer!: les communistes et la lutte des sans-emploi pendant la Grande Dépression*. Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2014, 122 pages.
- Struthers, James. *No Fault of their Own : Unemployment and the Canadian Welfare State : 1914-1941*. Toronto, Toronto University Press, 1983, 264 pages.
- Urban, Florian. *Tower and Slab: Histories of Global Mass Housing*. New York, Routledge, 2012, 208 pages.

#### **b. Articles et chapitres**

- Bouchier, Nancy B. et Cruikshank, Ken. « The War on the Squatters, 1920-1940: Hamilton's Boathouse Community and the Re-Creation of Recreation on Burlington Bay ». *Labour/Le Travail*, n° 51, printemps 2003, pages 9-46.
- Brown-May, Andrew. « In the Precincts of the Global City: The transnational Network of Municipal Affairs in Melbourne, Australia, at the End of the Nineteenth Century ». dans Saunier, Pierre-Yves et Ewen, Shane dir. *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*. New York, Palgrave Macmillan, 2008, pages 19-34.
- Carey, Luc. « Le déclin de la maison de fond de cour ? Montréal, 1880-1920 ». *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 31, n° 1, 2002, p. 19-36.
- Collin, Jean-Pierre. « Les stratégies fiscales municipales et la gestion de l'agglomération urbaine : le cas de la ville de Montréal entre 1910 et 1965 ». *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 23, n° 1, 1994, pages 19-31.



- Copp, Terry. « Montreal' Municipal Government and the Crisis of the 1930s ». dans Artibise, Alan F. J. et Stelter, Gilbert Arthur dir. *The Usable UrbanPast: Planning and Politics in the Modern Canadian City*. Toronto, Macmillan of Canada, 1979, p. 112-129.
- Couperus, Stefan et Shane Ewen. « Whose "Urban Internationale" : Intermunicipalism in Europe, c.1924-36 : The Value of a Decentred, Interpretive Approach to Transnational Urban History ». dans Kenny, Nicolas et Rebecca Madgin, dir., *Cities Beyond Borders: Comparative and Transnational Approaches to Urban History*, Burlington, Ashgate, 2015, pages 149-172.
- Crook, Tom. « Sanitary Inspection and the Public Sphere in Late Victorian and Edwardian Britain: A Case Study in Liberal Governance ». *Social History*, vol. 32, n° 4, novembre 2007, pages 369-393.
- Dagenais, Michèle. « A Model for the Emerging Welfare State? Municipal management in Montreal during the 1930s ». dans Dagenais, Michèle, Maver, Irene et Saunier, Pierre-Yves dir. *Municipal Services and Employees in the Modern City: New historic approaches*. Historical urban studies, Burlington, Ashgate, 2003, pages.
- Ewen, Shane. « Conclusion: Lots in Translation? Mapping, Molding, and Managing the Transnational Municipal moment ». dans Saunier, Pierre-Yves et Ewen, Shane dir. *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*. New York, Palgrave Macmillan, 2008, pages 173-184.
- Gagnon, Robert et Zwarich, Natasha. « Les ingénieurs sanitaires à Montréal, 1870–1945 : Lieux de formation et exercice de la profession. ». *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 37 n° 1, 2008, pages 3-20.
- Hietala, Marjatta. « Epilogue: Cities, Competition, and Cooperation. Prospect meets Retrospect ». dans Saunier, Pierre-Yves et Ewen, Shane dir. *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*. New York, Palgrave Macmillan, 2008, pages 185-193.
- Hsu, Yon. « The Municipal Making of Transnational Networks. A Case Study of Montreal's Twinning with Shanghai ». dans Saunier, Pierre-Yves et Ewen, Shane dir. *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*. New York, Palgrave Macmillan, 2008, pages 135-152.
- Iriye, Akira et Pierre-Yves Saunier. « Introduction : The Professor and the Madman ». dans Iriye, Akira et Pierre-Yves Saunier dir., *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, New York, Palgrave, pages xvii-xx.

Lafi, Nora. « Mediterranean Connections : The Circulation of Municipal Knowledge and Practices during the Ottoman Reforms, c. 1830-1910 ». dans Saunier, Pierre-Yves et Ewen, Shane dir., *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*. New York, Palgrave Macmillan, 2008, pages 37-50.

Purdy, Sean. « Industrial Efficiency, Social Order and Moral Purity : Housing Reform Thought in English Canada, 1900-1950 ». *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 25, no 2, 1997, p. 30-40.

Rao, Nikhil. « Town Planning and Municipal Growth in Late Colonial Bombay : Towards a Transnational Perspective ». dans Kenny, Nicolas et Rebecca Madgin, dir., *Cities Beyond Borders: Comparative and Transnational Approaches to Urban History*, Burlington, Ashgate, 2015, pages 131-148.

Rose, Nikolas et Osborne, Thomas. « Governing cities: Notes on the spatialisation of virtue ». *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 17, 1999, pages 737-760.

Rouillard, Jacques. *Le syndicalisme québécois: deux siècles d'histoire*. Montréal, Boréal, 2004, 334 pages.

Saunier, Pierre-Yves. « Introduction, Global City Take 2: A View from Urban History ». dans Saunier, Pierre-Yves et Ewen, Shane dir. *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*. New York, Palgrave Macmillan, 2008, pages 1-18.

Saunier, Pierre-Yves. « Les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 : projets et ingénierie de la convergence et de la différence ». *Genèse*, vol. 71, n° 2, 2008, pages 4-25.

Taschereau, Sylvie. « Les années dures de la crise ». dans Fougères, Dany dir. *Histoire de Montréal et de sa région*. Tome II, Québec, Les presses de l'Université Laval, 2012, pages 805-833.

### c. Thèses et mémoires

Charron, Chantale. « La crise du logement à Québec et le village des "cove fields" : ghettoïsation de la misère et stratégies de survie sur les plaines d'Abraham (1945-1951) ». Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2004, 180 pages.

- Elie, Christine. *The City and the Reds: Leftism, the Civic Politics of Order, and a Contested Modernity in Montreal, 1929-1947*. Thèse de Ph.D., Queen's University, 2015, 458 pages.
- Morin, J. *Le logement ouvrier à Montréal*, Thèse de M.BA, Université de Montréal, mars 1932, 87 pages
- Rioux, Gabriel. *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941) : Histoire d'une refondation*. Thèse de Ph.D., Université du Québec à Montréal et Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Département d'études urbaines, Département d'histoire, 2013, 366 pages.